T. XXXVIII. N° 9. *PARIS, 157, boul. Saint-Germain (6e)* 1er Aout 1929

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Apologie d'Arnolphe [1]

Molière, *l'École des femmes*. C'est en vain qu'on critiquera, sous prétexte de banalité : la banalité est la vérité que l'on constate tous les jours.

Arnolphe parlant des maris trompés (acte I, sc. 1), c'est ce que tout honnête homme pourrait dire de nos jours. Chrysalde de même. A-t-on honte du bon sens? Et l'esprit naturel dans l'observation psychologique qui se glisse dans la conversation ordinaire entre ces deux hommes !

Arnolphe est si peu ridicule pour l'auteur, qu'il critique, à plusieurs reprises et avec un parfait bon sens, la complaisance excessive des maris parisiens. C'est une chronique de nos jours. Molière a eu l'intention de faire entendre de fortes vérités par sa bouche, mais il savait d'avance que ces vérités seraient mal entendues ; il ne les laisse que deviner, par la parole d'un homme dont un Chrysalde dit : « Il est fou. »

(1) Ces notes, de premier jet, ont été écrites par René Boylesve en 1913, après la lecture de *Stéphanie*, roman de Paul Adam. Dans sa préface, Paul Adam reprochait à Molière d'exalter Horace et Agnès, et de soutenir la thèse « romantique » de la passion jeune.

*
* *

L'apologie de l'ignorance des femmes? Mais, outre que c'était réaction contre les excès de la mode, n'était-ce pas la tradition antique, l'habitude ancestrale du foyer paisible et sacré que la femme n'a pas besoin d'esprit pour garder intact? Et n'est-ce pas une tradition sociale par excellence, pourrait-on dire à M. Paul Adam? Le bon ordre public, — voire la prolification, — n'est-il pas lié au goût de la femme mariée pour son ménage tout seul, à l'exclusion des vertus qui font la femme brillante en compagnie? L'égoïsme prétendu d'Arnolphe n'est-il pas la précaution inconsciemment sociale, et particulièrement excellente, puisque, conforme à l'instinct individualiste de l'homme, elle sert en même temps la société?

La précaution d'Arnolphe est conforme au goût naturel de tous les hommes : elle revêt un caractère exagéré qui la rend ridicule, parce qu'il faut faire rire. Mais, dans l'esprit de Molière, ce n'est pas la précaution d'Arnolphe qui est bouffonne; c'est cette remarque psychologique et cette grande vérité humaine : l'inutilité de la précaution d'Arnolphe. Le caractère ou la nature de la femme est tel qu'il s'oppose au goût de l'ordre, qui est naturel à l'homme. Arnolphe sera berné, ce n'est pas parce qu'il a voulu une chose ridicule, ni parce qu'à quarante-deux ans on était un barbon sous Louis XIV, c'est parce que l'instinct de la femme est d'échapper à toute discipline morale et de courir après le fruit défendu.

*
* *

Molière sait que dans l'esprit public Arnolphe est bouffon, et il se garde bien de heurter l'esprit public ; il ne peut se le permettre.

Il est vrai que dans la *Critique de l'École des femmes* Molière fait dire à Lysidas en parlant d'Arnolphe : « Et puisque c'est le personnage ridicule de la pièce... » Mais c'est parce qu'il fallait un personnage ridicule, du moins où l'esprit public reconnût le ridicule ; mais cela n'infirme point l'idée que Molière l'ait peint avec sérieux, avec émotion, et avec complaisance.

Rappelons-nous simplement le mot de Dorante : « Il

n'est pas incompatible qu'une personne soit ridicule en de certaines choses et honnête homme en d'autres. » C'est en parlant d'Arnolphe.

*
* *

Les complaisances de Molière pour Arnolphe :

Alain et Georgette le disent jaloux, et « hideux » pour cela. Mais quand il s'agit d'expliquer ce que c'est que la jalousie, Alain la compare à la colère que ressentirait Georgette si quelqu'un venait lui manger son potage, c'est-à-dire au sentiment le plus légitime.

*
* *

La torture d'Arnolphe est tragique, et non ridicule. Quand il interroge Agnès, il dit, à part :

O fâcheux examen d'un mystère fatal,
Où l'examinateur souffre seul tout le mal!

(Acte II, sc. v.)

*
* *

Psychologie : Agnès accordant tout à Horace, parce qu'on lui a dit qu'il *souffrait* à cause d'elle. C'est la vérité de toutes les femmes foncièrement innocentes. Peu importe qu'Agnès soit *trop* innocente, c'est l'exagération théâtrale ; mais elle est de la nature des femmes non vicieuses et qui peuvent avoir une conduite beaucoup plus facilement irrégulière que les autres.

*
* *

Le discours d'Arnolphe à Agnès (acte III, sc. II) sur la dépendance de la femme est-il d'un fou? On le croit sans doute aujourd'hui, et l'on s'en gausse, mais parce que nous sommes devenus tous insensés. Ce discours est un cours de sociologie, il est rempli de vues sociales, il est fort sage. Jamais Molière ne s'est moqué d'un homme à qui il a fait tenir ce langage :

Songez qu'en vous faisant moitié de ma personne
C'est mon honneur, Agnès, que je vous abandonne,
Que cet honneur est tendre et se blesse de peu...

Il parle en homme de cœur et en homme intelligent. Et s'il ajoute la menace des « chaudières bouillantes » de l'enfer, c'est par un retour rapide sur la pauvreté d'esprit d'Agnès qui sera sensible à un châtiment affreux, mais qui ne comprendra rien aux raisons supérieures qu'il vient d'énumérer.

*
* *

Le caractère sérieux d'Arnolphe ne se dément pas ; il est accentué encore par le monologue ému de la fin du troisième acte.

Je ne puis consentir à le voir ridicule. Je trouve ses paroles pleines de bon sens, et c'est assurément l'avis de Molière. Encore au commencement du quatrième acte, lorsqu'il dit qu'il a élevé Agnès pour lui. Et pourquoi un homme ne formerait-il pas une femme à sa convenance? Et cet homme, au moment de se marier, a quarante-deux ans seulement ! Est-il dégoûtant? On ne le dit pas, et la quarantaine est considérée aujourd'hui comme la plénitude de l'âge. Molière a voulu montrer tout simplement que, quoi qu'on fasse, la femme nous échappe ; mais je ne vois pas, à la lecture du texte et loin des interprétations des acteurs, que l'on prenne parti pour Horace ni pour Agnès, l'une innocente, l'autre jeune blanc-bec sans qualité aucune.

*
* *

Arnolphe fait sans cesse penser au *Misanthrope*. Ses brusqueries avec le notaire (acte IV, sc. II). C'est un généreux, un sincère et un nerveux, un homme qui souffre. Il n'a rien du bouffon.

A mon avis, c'est pour le succès près du public que de telles pièces sont travesties à la représentation par le jeu des acteurs, et c'est grâce à ce jeu que des caractères aussi graves que celui d'Arnolphe passent à la bouffonnerie (1). Pris au sérieux, il faut pénétrer sa sagesse d'homme et sa douleur intime, ce qui est malaisé au gros public, et ce qui semble incompatible avec la comédie. Molière est un mortaliste et

(1) On se souvient que Lucien Guitry, en 1924, sur le théâtre Édouard VII, s'opposa à la tradition des comédiens et interpréta le rôle d'Arnolphe dans le sens grave, souhaité par Boylesve. Cela n'alla pas sans soulever des protestations.

un psychologue tragique, condamné par profession à faire rire.

(Acte IV, sc. III.) C'est le notaire encore qui dit d'Arnolphe que « c'est un fou fieffé ». Mais Molière entend, par l'opinion du notaire, que l'opinion publique jugera Arnolphe un fou fieffé. Non pas lui. Il y a dans la construction de ce caractère une mélancolie amère aussi belle que celle d'Alceste.

Lorsque Arnolphe s'adresse à Alain et à Georgette :

Et quel affront pour vous, mes enfants, pourrait-ce être,
Si l'on avait ôté l'honneur à votre maître!

est-ce une bouffonnerie? C'est le père qui ne veut pas être ridiculisé, ni que ses enfants le soient par conséquent.

*
* *

(Acte IV, sc. IV.) Est-il trait plus cruel que celui qu'enfonce Horace au cœur d'Arnolphe en lui racontant qu'il était enfermé dans l'armoire pendant la visite du malheureux? Est-ce du comique, ceci? Il est singulièrement atroce. Je ne songe pas un instant à rire. Toute ma compassion va à Arnolphe.

Et Arnolphe dans le monologue suivant :

En sage philosophe on m'a vu vingt années
Contempler des maris les tristes destinées...
Après vingt ans et plus de méditation..., etc.

Tout ce qu'il dit est sage et ferme, et confirme l'opinion qu'il est le plus raisonnable et expérimenté des hommes, et que ce n'est pas cela qui l'empêchera d'être trompé.

(Acte IV, sc. III.) Le conseil de Chrysalde sur l'indifférence au cocuage. Propos d'homme avisé, mais non propos d'amoureux.

Le cocuage n'est que ce qu'on le fait.

*
* *

Molière ne soutient pas une thèse, c'est un grand réaliste qui décrit la nature humaine. Il montre ce que serait la sagesse, et il montre ce à quoi la sagesse se heurte infailli-

blement. Arnolphe est un homme sage qui eût accompli un parfait mariage de raison et très conforme à l'ordre social. Mais Agnès est jeune, et elle aime le plaisir et les plaisirs tandis qu'Arnolphe ne parle que de fermeté et de devoirs.

Arnolphe :

Ah! je l'ai mal connue! Oui, ma foi, là-dessus
Une sotte en sait plus que le plus habile homme.

Et (acte V, sc. IV) quand il en vient à tout admettre pour se concilier Agnès, et s'écrie :

Jusqu'où la passion peut-elle faire aller!
Veux-tu que je m'arrache un côté de cheveux?
Veux-tu que je me tue?

Agnès :

Tenez! tous vos discours ne me touchent point l'âme.
Horace avec deux mots en ferait plus que vous.

*
* *

En somme, peu s'en faut que beaucoup ne pensent aujourd'hui de la comédie ce que dit Lysidas dans la *Critique dé l'École des femmes* (sc. VI) :

« On m'avouera que ces sortes de comédies ne sont pas proprement des comédies, *et qu'il y a une grande différence de ces bagatelles à la beauté des pièces sérieuses.* »

Dorante (sc. VI) : « Vous croyez donc, monsieur Lysidas, que tout l'esprit et toute la beauté sont dans les pièces sérieuses, et que les pièces comiques sont des niaiseries qui ne méritent aucune louange? »

Uranie tient que la comédie n'est pas moins difficile que la tragédie.

Dorante : « Assurément, madame ; et quand, par la difficulté, vous mettriez un *plus* du côté de la comédie, peut-être que vous ne vous abuseriez pas. Car, enfin, il est bien plus aisé de se guinder sur de grands sentiments, de braver en vers la Fortune, accuser le Destin et dire des injures aux dieux, que d'entrer comme il faut dans le ridicule des hommes et de rendre agréablement sur le théâtre les défauts

de tout le monde. Ce sont des portraits à plaisir où l'on ne cherche point de ressemblance ; et vous n'avez qu'à suivre les traits d'une imagination que se donne l'essor, et qui souvent laisse le vrai pour attraper le merveilleux. Mais lorsque vous peignez des hommes, il faut peindre d'après nature. »

Et c'est cette tirade magnifique qui se termine par l'aveu le plus profond de Molière :

« Et c'est une étrange entreprise que celle de faire rire des honnêtes gens. »

*
* *

C'est dans la bouche de Dorante défendant Molière et *l'École des femmes* que l'on peut trouver les fondements mêmes du réalisme de la comédie et du roman, aussi peu compris aujourd'hui qu'ils ne l'étaient par le marquis, par Climène et par Élise. Lorsqu'il défend Arnolphe contre les extravagances qu'on lui reproche dans le « sermon » à Agnès, puis dans les transports d'amour de la fin, il dit : « Je voudrais bien savoir si ce n'est pas faire la satire des amants, et si les honnêtes gens mêmes, et les plus sérieux, en de pareilles occasions, ne font pas les mêmes choses? »

RENÉ BOYLESVE.

Canovas del Castillo [1]

TROISIÈME PARTIE

COMMENT ON CONTINUE L'HISTOIRE

Je viens continuer l'histoire d'Espagne...

(Déclaration faite par Canovas, au nom du roi D. Alphonse XII, devant les premières Cortès de la Restauration.)

I. — **Les préliminaires d'une Restauration.**

J'AI montré tout au long, — peut-être trop au long, — ce qui, pour l'Espagne de 1874, était nécessaire ; je vais montrer ici comment le nécessaire est devenu, a été rendu possible, dans l'état des circonstances et par l'action des hommes, sous la direction d'un homme. En somme (avant de regarder agencer un à un et mouvoir les ressorts), la Restauration a été possible parce que les conditions intrinsèques et extrinsèques d'une restauration se sont, à la fin de 1874, trouvées réalisées. Conditions

(1) Voir *la Revue universelle* des 1er janvier, 15 février, 1er mars, 1er juin et 1er juillet 1929.

intrinsèques : il y avait le Prince, un chef, une doctrine, un programme, une organisation, un gouvernement tout prêt, une administration toute prête jusqu'en ses cadres secondaires et inférieurs, des agents partout, dans tous les centres du pays, dans toutes les classes de la société, un parti qui tendait de plus en plus fort et de plus en plus vite à s'identifier avec la grande majorité de la nation, des « troupes », au sens politique du mot, et « de la troupe », au sens militaire, en cas de nécessité, pour déclencher l'événement. Conditions extrinsèques : à deux années de révolution et de courses à la recherche d'un roi nouveau (1868-1870), avaient succédé les vingt-six mois du règne étranger, incertain et précaire d'Amédée de Savoie, lui-même (le règne) révolutionnaire par le personnel aux services duquel le manque de confiance en sa durée le réduisait (novembre 1870-février 1873) ; cette expérience, ce provisoire, à leur tour, suivis d'une année d'anarchie ouverte (1873) et d'une autre année d'anarchie larvée ou mal couverte (1874) ; au total, six années de misère ; de misère violemment, profondément, universellement sentie. Toutes les formes et tous les degrés du désordre : excès populaires, délire des factions, carence de gouvernement, débilité du gouvernement. Jamais la *fiacchezza dei governi* n'avait paru plus déplorable, et jamais on n'avait davantage éprouvé le besoin d'en avoir un. L'Espagne, c'est-à-dire chaque Espagnol, souffrait dans son cœur et dans sa chair, dans son orgueil national, dans sa fierté patriotique, comme dans sa fortune, dans ses intérêts. On ne disait plus avec indifférence : « Cela s'en va ! » mais avec accablement : « Cela ne peut pas continuer ainsi ! » Puis avec dégoût et colère : « Tout, mais pas cela ! »

Résumons encore, en termes concrets. Les causes immédiates, d'importance diverse et d'inégale efficacité, mais toutes agissantes, de la Restauration des Bourbons en Espagne furent principalement : 1° les fautes, exagérations et extravagances de la Révolution et de la République fédérale (1868-1873) ; 2° l'ébranlement produit par le coup d'État du général Pavia (3 janvier 1874) ; 3° les hésitations du maréchal Serrano, Président du pouvoir exécutif et de ses ministres, au premier rang desquels Sagasta, l'irrésolution faite homme (été et automne de 1874) ; 4° les *pronunciamientos* militaires de Sagonte, de Valence, de Madrid

et de Logroño (fin de décembre 1874) ; par-dessus tout, menant le jeu, l'intelligence armée, l'imperturbable volonté de Cánovas : « Il faut, en politique, vouloir fortement, — et quelquefois longuement, — ce que l'on veut. »

a) *Situation politique à la fin de 1873.*

Le triomphe des groupes avancés pendant la Révolution, se prolongeant pendant le règne d'Amédée, devait, par une réaction naturelle, faire naître le désir du retour à une politique plus modérée. Lors de l'abdication du prince piémontais, le choix s'imposa entre la République fédérale et la restauration des Bourbons. Dès ce moment, c'est à cette restauration que tendit, en sa grande majorité, le peuple espagnol ; mais, d'abord, faiblement, et, en quelque sorte, passivement. Pour la vouloir mieux, il lui fallut commencer par faire la dure expérience des manies, bouffonnes ou furieuses, d'une République effrénée, régionaliste, cantonaliste, communaliste, dont les coryphées, comme il est naturel aussi, semblèrent se piquer d'émulation à se dépasser les uns les autres.

Aussitôt qu'elle fut sur cette pente, l'Espagne glissa vers le gouffre, d'un train de plus en plus rapide, puis resta plusieurs mois suspendue au-dessus, à pic, vertigineusement. Après l'abdication de Don Amédée, en février 1873, l'Assemblée avait proclamé la République et chargé une Commission permanente, avec son propre président, de surveiller le pouvoir exécutif, représenté par le Cabinet. Ce fut un des germes de l'anarchie qui allait en si peu de temps atteindre un développement si effroyable. Elle s'augmenta de ce que, tout gouvernement démocratique étant nécessairement fondé sur le suffrage universel, le vide se creusait autour de celui-ci par une abstention presque générale, spontanée, ou conseillée et concertée. Jusqu'en avril, la République n'avait pas pris figure, ses traits étaient demeurés indistincts ; et chacun pouvait espérer y trouver ce qu'il lui plaisait d'y voir. Le pouvoir exécutif était mixte, le Cabinet étant mélangé de rose et de rouge. Mais, le 23 avril, ceux des ministres qui préconisaient le système de la République fédérale, Pi y Margall, Figueras et Castelar lui-même, non encore guéri de la chimère, en dépit de leur

haine pour ces procédés, exécutèrent contre l'Assemblée et sa Commission permanente un coup de partie ou de parti, qui était bien une manière de coup de force, puisque, sur l'ordre du général Acosta, ministre de la Guerre, les généraux Hidalgo, Pierrad et Assin l'appuyèrent. Mais il était plus simple de concevoir, et même de mettre debout la République fédérale, que de l'y faire tenir et de l'organiser pour qu'elle vive.

Il n'y avait dans la Constituante fédérale et républicaine de 1873 qu'une minorité d'hommes pratiques et conciliants ; le reste était composé d'intransigeants et de doctrinaires qui n'étaient guère que des rêveurs. Lorsque D. Nicolas Salmerón eut succédé, comme chef du pouvoir exécutif (à la fois président de la République et président du Conseil) à Pi y Margall, lui-même successeur de Figueras, l'Espagne fut conduite, par une série logique et fatale d'évolutions, vers des solutions à chaque étape plus conservatrices. Tout y poussait ; autrement dit, tout poussait à une restauration : les ruines publiques et privées causées à Cadix et danst out le Midi par le cantonalisme, la tyrannie de Francisco Solier à Malaga, la rébellion indomptée de Carthagène ; l'évanouissement, la disparition des autorités présumées existantes, la peur éprouvée par la bourgeoisie et les conservateurs de toute nuance ; cinq années d'expériences variées, mais toutes malheureuses et désastreuses ; la désillusion des partis, égarés par leur manque de patriotisme, leur intransigeance, leur égoïsme, leurs divisions, leur manque d'unité dans les vues ou dans l'action même, l'échec de la monarchie élue et le quasi naufrage de la République fédérale.

La conséquence était inévitable, et on l'avait là, devant soi. En face du carlisme, qui, par ses fanatiques de toute qualité et de toute robe, a projeté ses ramifications dans la moitié du pays, se levait le parti alphonsiste, renforcé des anciens partisans d'Isabelle et de ceux du duc de Montpensier, et déjà en faveur auprès de bien des chefs de l'armée ; grossi de ce qu'il y avait de meilleur parmi les fonctionnaires civils, dans l'élite de la magistrature et de la bourgeoisie. Les délires du fédéralisme et l'anarchie épidémique de cette lugubre année 1873 avaient donné un corps à l'instinct de réaction.

Peu à peu la lumière s'était faite dans l'esprit de Cas-

telar, arrivé aux jours où éclate cette vérité, qu'il vaut mieux laisser périr les principes que la nation. Il allait donc s'assagissant d'heure en heure ou plutôt d'événement en événement, mais cette sagesse relative et tardive ne suffisait plus : on avait trop lâché pour pouvoir tout reprendre. Il fallait changer de main, et changer de main, c'était changer non seulement de système, mais de régime, car il n'y a jamais eu que deux moyens de venir à bout d'une révolution, qui sont : une restauration ou une dictature. Justement, chaque fois que Castelar s'opposait à une de leurs fantaisies, ses anciens amis, ceux-là mêmes qui l'avaient porté au pouvoir et qui eussent dû l'y soutenir, criaient sus au dictateur. Plus il acquérait, au contact des faits, le sens du gouvernement, plus il devenait suspect à son parti qui ne voulait connaître que ses utopies. Combattu par les uns, abandonné par les autres, il n'était plus défendu par personne et ne reposait plus sur rien. Les dissentiments, les divergences d'opinion, quant aux directions de la politique, entre le pouvoir exécutif et la majorité des Cortès de la République fédérale, étaient si continuels et si graves, que, dès 1873, la Restauration eût été possible. Mais, « en 1873, a fait observer un témoin, les alphonsistes n'étaient pas pressés. Ils trouvaient leur prince trop jeune pour monter à cheval. Ils aimaient mieux le laisser passer encore quelques années à compléter son éducation au sein d'une monarchie constitutionnelle, en Angleterre. Ils croyaient avoir intérêt à laisser la République s'user, l'idée même de la République achever de se discréditer et n'avoir pas de désavantage à ce qu'une dictature modérée acheminât l'Espagne vers des solutions conservatrices et refît des ressources que la Monarchie utiliserait plus tard. »

b) *Le coup d'État de Pavia (3 janvier 1874).*

Peut-être y aurait-il eu un moyen, — mais un seul, et bien douteux, — de rendre un peu de vie à la République : c'eût été d'établir, au lieu de cette forme de République fédérale et extrémiste, une République unitaire et raisonnable, démocratique à la fois et conservatrice, s'il pouvait s'en fonder et s'en conserver une. A en croire les protesta-

tions qu'il prodigua plus tard à tout venant, en public et dans le particulier, tel aurait été le secret dessein du général Pavia. Mais le général était encore un homme qui ne savait pas vouloir ce qu'il voulait, ou qui s'il était, à la rencontre, capable de le vouloir fortement, demeurait incapable de le vouloir longtemps ; par conséquent, pas fait pour la politique. C'était un élève de Prim, dont il avait été l'aide de camp ou le chef d'état-major ; brillant officier, d'ailleurs, comme son maître, et, comme lui, piqué de la tarentule politicante. Les discours qu'il tenait, l'attitude qu'il avait prise, les gages qu'il semblait avoir donnés, avaient inspiré confiance aux gens de la Révolution, qui l'avaient appelé, non sans quelque résistance de sa part, au poste capital de gouverneur militaire de Madrid, commandant suprême des forces chargées de la protection du Gouvernement et de l'Assemblée, en remplacement du général Nouvilas, éloigné parce que peu sûr.

Dans les derniers jours de décembre 1873, le général Pavia eut des conciliabules avec « les chefs de partis ». Nous ne savons ni quels partis ni quels chefs. Mais nous savons que Pavia jugeait alors une dictature Serrano inefficace, étant provisoire, et une restauration alphonsiste impossible, ou du moins improbable, étant prématurée. Il ne paraît pas avoir formé de projets ni tiré de plans pour lui-même. S'il l'avait fait, il ne saisit pas l'occasion, dans les courtes heures dont il fut le maître. Ce qu'il voyait clairement, c'est qu'il fallait, coûte que coûte, se débarrasser du fédéralisme et des fédéralistes, les chasser et barrer la route à un retour offensif des Pi y Margall, Nicolas Salmerón, et leur compagnie, et leur suite. Le mieux était, faute du bien, de soutenir Castelar, qui représentait sinon l'ordre, du moins l'effort vers un ordre, contre ses amis d'hier, aujourd'hui ses adversaires, qui, eux, avec des intentions généreuses, incarnaient le désordre absolu, semaient et cultivaient l'anarchie, étaient autant de têtes de l'hydre. Ils avaient la cervelle bourrée de théories de l'État et fumante d'idées sur l'État, mais n'en avaient ni l'intelligence, ni le sens. A mesure que l'exercice du pouvoir lui avait enseigné la grande loi de toute politique, les commandements du réel, du nécessaire et du possible, Castelar leur était plus suspect. Rien, à présent, selon leurs vues, n'était aussi urgent que de le renverser. Ils guettaient la minute

propice. Mais cette minute était également celle que le général Pavia attendait pour intervenir.

L'assaut avait été décidé pour le 2 janvier 1874. Le 2 janvier, à deux heures de l'après-midi, les Cortès se réunirent, au milieu d'une agitation tumultueuse. Don Emilio prit tout de suite la parole et prononça un de ses discours les plus pathétiques. Il fit appel à la raison, adjura, argumenta, supplia, vitupéra, avertit, prophétisa. Vainement. La raison avait rarement habité ce palais et n'avait jamais été la maîtresse de ce parti. Les yeux étaient fermés, les oreilles bouchées. L'orateur n'avait devant lui que les plus aveugles des aveugles, ceux qui se refusent à voir, et que les pires des sourds, ceux qui ne veulent pas entendre. « La séance, dit notre témoin, fut mouvementée, pleine de péripéties émouvantes et bizarres ; les discussions furent vives et passionnées, et elles se prolongèrent jusqu'à une heure très avancée dans la nuit du 2 janvier, bien qu'on eût pu prévoir l'issue dès le début de cette dernière réunion de l'Assemblée fédérale. Quand Castelar eut été battu par un vote de la majorité intransigeante, quand les ministres eurent quitté leur banc, les vainqueurs durent essayer de se mettre d'accord sur le choix d'un Cabinet. Ils prouvèrent bientôt qu'ils n'avaient pas de solution prête. Les plus avancés disaient qu'il fallait dissoudre l'Assemblée pour proclamer la République fédérale-cantonale. A cet effet, ils avaient déjà fait venir dans les Pas-perdus de la Chambre les trompettes de leur milice fédérale. On voyait déjà apparaître bien des visages sinistres, qui sont les corbeaux de tout carnage et de toute dissolution politique. » Cependant, Pavia avait eu soin d'établir la liaison entre le Congrès et la Capitainerie-générale. Des agents allaient et venaient, et le renseignaient à chaque instant. Vers le soir, un de ses aides de camp lui rapporta ce propos d'un « homme important de la gauche, personnage influent et ex-ministre » : « C'est une vraie tour de Babel, on n'y comprend plus rien ; le problème n'a d'autre solution que le général Pavia avec un bataillon de ligne, ou le Charbonnier, *El Carbonerin*, avec un des siens (allusion à un chef de la milice intransigeante), ou bien enfin il faudra que je me fâche moi-même et que je prenne une quarantaine d'hommes pour jeter tout ce monde-là par les fenêtres ! »

Le scrutin, que l'on prévoyait défavorable à Castelar,

allait s'ouvrir. Pavia alerta son état-major, ordonna de mettre les troupes sous les armes, et vint en personne se poster dans le petit square del Soldado. Le vote acquis, lorsqu'il eut appris que Castelar s'était retiré, que sa démission avait été acceptée, que les ministres se promenaient dans les couloirs en répétant qu'ils n'étaient plus que de simples députés, il fit sortir les régiments de leurs casernes, pour occuper militairement la capitale tout entière, et se préparait à marcher sur la Chambre. Comme il allait monter à cheval, on vint l'informer que l'Assemblée, qui s'était prorogée pour quelques heures, avait repris séance. Un instant, on crut un « replâtrage » possible. Aussitôt qu'il fut avéré que ni Castelar lui-même ni ses adversaires ne s'y prêteraient, le capitaine-général décida d'agir. Par la rue San Geronimo, il amena devant le palais du Corps législatif un bataillon et une batterie de canons dont les caissons ne contenaient que des grenades chargées seulement de poudre. Les soldats se rangèrent autour du petit square et bloquèrent la porte principale. Pavia manda ses deux aides de camp auprès du président de l'Assemblée, Nicolas Salmerón. Avec les raffinements exquis de la politesse castillane, ils lui dirent, de la part de leur chef, « qu'ils se trouvaient, à leur grand regret, dans la triste nécessité de le prier instamment d'avoir la bonté, en sa qualité de président, d'ordonner aux députés de sortir du Congrès. » La légende veut qu'en une circonstance pareille, le président d'une assemblée française, à qui, pourtant, à l'ordinaire, la repartie ne manquait pas, Dupin, ne sut trouver que deux phrases, du reste dignes de mémoire : « Soldats, que venez-vous faire ici? Nous sommes le droit, mais vous êtes la force. Mon devoir est de protester. Je ne peux rien, je fais ce que je peux. » Salmerón, Espagnol, et Espagnol d'Almeria, Méridional et républicain, fit un long discours, haché par ses collègues de malédictions, de menaces et d'invectives contre le général factieux. Il y eut des serments d'héroïsme. On s'engagea à mourir sur le siège. On réclama des armes pour se défendre. A quoi le président répondit noblement : « Nous nous défendrons avec les armes qui sont les plus puissantes dans de tels moments, celles de notre droit, de notre dignité et notre résignation à souffrir de telles attaques. » N'était-ce pas un peu rejoindre le président Dupin? *Similia similibus.* Quelqu'un eut l'idée de se raccrocher et de raccrocher la Répu-

blique périssante au pouvoir exécutif déjà mort. Mais Castelar se leva : « En aucune façon, déclara-t-il, même si la Chambre le votait, ce gouvernement ne peut être ni rester gouvernement, afin qu'on ne puisse jamais dire qu'il a été imposé par les armes à une Assemblée souveraine. » Alors on passa aux représailles. Un député déposa une motion mettant Pavia hors la loi, une autre le déférant à un conseil de guerre, une troisième déliant les soldats de toute obéissance envers lui. Cris nombreux : *Si! Si! Si!* Oui ! Oui ! Oui ! Le ministre de la Guerre, général Sanchez-Bregua, qui jusque-là avait paru assommé par un coup que, loin de parer, il n'avait, malgré tous les signes et tous les avertissements, cessé d'estimer impossible, demanda la parole et annonça : « Sur-le-champ, en exécution de la volonté souveraine des Cortès, je vais rendre un décret destituant le général Pavia de ses honneurs et décorations. » Nouveaux cris : *Très bien! Très bien!* Le député, auteur des motions vengeresses, ne juge pas son rôle fini. Il s'offre à aller remettre le décret de déchéance à Pavia, et à en donner lecture aux troupes. Plusieurs représentants du peuple demandent à partager son sacrifice. L'exaltation est à son comble. Soudain une voix domine le tumulte : « Voilà les gendarmes ! » Aussi courtois que leurs officiers, ces bons militaires prient les huissiers de les guider à travers ces couloirs qu'ils n'avaient guère l'habitude de fréquenter. « Qu'ils entrent, clame une autre voix, et tout le monde à sa place ! » Nicolas Salmerón, très ému, reprend le mot, invite les députés à s'asseoir et l'orateur à rester debout : image suprême de ce que devait être un parlement. Que tenter encore? Des naufragés ne lâchent pas aisément la plus douteuse planche de salut. Un de ceux qui s'étaient montrés les plus acharnés contre Castelar s'affirme maintenant le plus obstiné à se cramponner à lui. « Moi, qui ne puis pas être suspect, après ce que j'ai dit, je supplie la Chambre tout entière de donner en ce moment un vote de confiance à don Emilio Castelar. » Cette fois, unanimité. Oui ! Oui ! Aussi opiniâtre, Castelar refuse ; il n'aurait pas l'autorité nécessaire, on ne lui obéirait pas. Informé de l'essai de transaction, Pavia hausse les épaules : *Ya es tarde!* Trop tard ! Il a joué trop gros jeu ! Les gendarmes sont aux portes de la salle, qu'une poignée de députés s'efforcent de leur interdire. Quelques coups de fusil retentissent dans la galerie. « La séance est immédia-

tement levée, relate le procès-verbal, le 3 janvier 1874, à six heures et demie du matin. » Cette journée fut la première et la seule de la dictature de Pavia : il avait ville et nation gagnées ; il pouvait ce qu'il voulait ; il ne voulut rien. Jamais vainqueur ne fut plus embarrassé de sa victoire.

Il a expliqué, dans la suite, qu'au cours de cette même matinée, il convoqua au Congrès « tous les chefs des partis politiques ». C'était, on le sait, une habitude qu'il avait prise, à la veille de franchir le Rubicon : il la gardait, le Rubicon franchi. Il appela également tous les capitaines-généraux résidant à Madrid, et il eût désiré que Castelar lui-même assistât à cet entretien, mais — comment ne s'y était-il pas attendu? — le Président démissionnaire déclina l'invitation. « Une fois réunis, dit Pavia, je leur remis le pouvoir tel que je l'avais saisi dans l'Assemblée, et je les priai de former un gouvernement pour sauver la société et le pays. » Il ajouta qu'il jugeait « impérieusement nécessaires une conciliation, une coalition ; » et sa surprise fut grande « de voir qu'à peine assemblés, les chefs de parti ne pouvaient s'entendre pour une œuvre commune. » Cánovas et les alphonsistes posèrent une question préalable : « Maintiendrait-on le non de la République au frontispice des institutions? » Et dès qu'ils eurent vu que le général, et des chefs d'autres groupes, « ne goûtaient pas du tout l'idée d'un intérim sans nom bien défini », ils firent connaître leur détermination arrêtée de se retirer, mais, auparavant, Cánovas indiqua clairement « qu'il ne pourrait prendre une part active à aucun essai de gouvernement provisoire qui ne fût pas en quelque sorte une préparation pour la restauration de son prince exilé. » Néanmoins, il ne cacha point « qu'il verrait avec satisfaction tout ce que l'armée et la dictature feraient pour rétablir l'ordre et pour réorganiser le pays en attendant des solutions définitives ». On eût plus fidèlement traduit sa pensée en comprenant : « *la solution* définitive ».

Pavia ne revenait pas de sa surprise. Il apercevait, dans la réunion, des gens qu'il n'y avait pas conviés, et des gens sur l'aide desquels il comptait ne s'y étaient pas rendus. Plusieurs années après, il en était encore éberlué. « Je leur avais pourtant, gémissait-il, fait la partie si belle ! » Mais cette partie, qu'il avait tout seul engagée, que ne l'avait-il jouée lui-même? Il ne la joua pas, parce qu'il l'avait engagée

sans se douter de la manière dont elle devait être conduite. Il avait tout prévu, excepté que, le coup fait, la République fédérale abolie, il faudrait avoir un gouvernement à mettre tout de suite à sa place : un gouvernement, c'est-à-dire, répétons-le, un chef, une doctrine, un programme, une organisation, un ministère, une administration. Il n'avait travaillé pour personne et moins que pour personne pour lui-même. Comme il n'avait rien voulu ni préparé, il avait travaillé pour rien, du moins de positif et d'immédiat. Tout au plus avait-il entrevu vaguement « une République conservatrice qui ferait rentrer la Révolution dans son cours naturel ». Naïveté d'un soldat qui a mal observé « le cours naturel » des révolutions ! Comme il n'avait pas pensé au lendemain il ne fut que la fleur d'un jour, — *flor de un dia.* — « Comme il n'avait pas su se faire une idée exacte des vraies dispositions des partis, ni des dispositions de la majorité de ses concitoyens, las comme ils l'étaient de révolutions et d'essais politiques, et encore profondément sous l'influence du catholicisme et des habitudes monarchiques, son coup d'État fut simplement une étape vers la restauration d'Alphonse XII (1) ».

c) *La présidence du maréchal Serrano (3 janvier-29 décembre 1874).*

La présidence du maréchal Serrano, qui dura toute une année, du 3 janvier au 29 décembre 1874, ne fut qu'une longue irrésolution. On peut croire que son dessein, s'il en eut un, n'était pas très différent de celui, très vague aussi, du général Pavia. L'Espagne de 1874 avait devant les yeux la France de 1873. Castelar avait été vivement et salutairement, quoique insuffisamment, touché de l'exemple de M. Thiers ; pour le maréchal Serrano, duc de la Torre, l'analogie se complétait avec le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta. Son idéal, — comme celui de Castelar tendait à l'être, comme celui de Pavia l'aurait été, — était une

(1) Cf. A. Houghton, *les Origines de la restauration des Bourbons en Espagne*, p. 113-116. — J'aurai des réserves à faire sur cet ouvrage, et qui seront le reflet de l'opinion même de Canovas ; mais, en ce qui concerne le rôle du général Pavia, dont son auteur avait reçu les confidences et compulsé les notes, on peut s'y référer avec sécurité.

République conservatrice, qui eût empêché de périr, de disparaître tout à fait, la révolution dont, en 1868, il avait été l'initiateur. Mais la destinée des révolutions est d'être dévorées par les révolutionnaires, et la République n'est conservatrice que sans les républicains. Or la manœuvre de Serrano, dès janvier, avait été de rallier, autour de Cristino Martos, ceux qu'on pourrait appeler les républicains sensés, les restes du Centre des Cortès, la Droite de l'Assemblée fédérale, ceux qui étaient ou pourraient devenir des républicains nationaux, et même quelques fédéraux modérés ; de retenir la fraction constitutionnelle de l'ancien parti progressiste, de réunir les Sagasta, Ulloa, Camacho, Albareda, Venancio Gonzales, Navarro Rodrigo, La Vega de Armijo, et de ramener, s'il était possible, les Romero Robledo, les Ayala, les Martin Herrera, passés à l'alphonsisme.

Les auspices, dans le début, ne furent pas trop défavorables. A l'intérieur, le pays, moins oppressé, soufflait et avait l'impression de respirer. Hors Carthagène, qui bientôt allait être pacifiée par le propre neveu de Serrano, le général Lopez Dominguez, — succès de famille, presque personnel, — le Midi était délivré du cantonalisme. Le carlisme, il est vrai, tenait toujours, ne cédait pas, ne reculait pas, et parfois même « progressait » dans les provinces du Nord. Il assiégeait Bilbao et se retranchait dans Estella, mais on ne désespérait plus de voir, au bout d'une campagne heureuse, revenir la paix civile. A l'extérieur, les puissances, certaines puissances surtout, n'avaient pas tardé de reconnaître le nouvel état de choses : l'Allemagne en tête ; Bismarck avait accrédité à Madrid le comte Hatzfeldt.

C'était ce gouvernement, en apparence normalement constitué, qui devait le plus se manquer à lui-même. Son chef, le maréchal Serrano, était, au *pronunciamiento* près, apport spécifique du dix-neuvième siècle espagnol, un type de militaire qui n'est inconnu nulle part : au combat, une vaillance de paladin et, dans le Conseil, des timidités d'enfant ; sans peur, calme, imperturbable, exemplaire, redressé de toute sa haute taille, superbe devant les balles ; aux affaires, faible, indécis, défaillant, inexistant, ne retrouvant que dans les grandes occasions son énergie et ses belles allures, mais ne sachant pas ou n'osant pas les faire naître, ces occasions rares, et les laissant souvent s'enfuir, quand elles s'offraient ; mal servi, d'ailleurs, ou médiocrement,

environné de pièges, guetté par la trahison, joué sous la foi de la parole donnée, sentant peut-être que sa bonne volonté serait vaine et que l'heure des abandons était proche ; égaré, affolé, annihilé, comme tout être tiré de son élément (1). M. Sagasta, au contraire, était bien dans son élément, mais ses défauts ne s'y déployaient pas moins que ses qualités. Il ne fallait pas faire fond sur son esprit de décision pour compenser l'indécision du maréchal, car il était l'hésitation, l'oscillation même, le balancier perpétuel. On se rappelle le jugement qu'en portait Cánovas : « M. Sagasta, disait-il (et j'ai plusieurs fois cité le mot), est la plus petite quantité possible de président du Conseil des ministres. » Ingénieux, astucieux, éloquent, véhément, cassant, colère, brusque, agressif par accès, il avait entre temps comme des sommeils, comme une torpeur, comme une paralysie de la volonté, d'où il était impuissant à sortir. Alors, il n'était pas loin de représenter le maximum d'aboulie compatible avec la fonction de gouverner. A cet égard, il avait en moins ce que Cánovas avait peut-être en trop ; et c'est pourquoi, pendant vingt ans, leur mutuelle succession au pouvoir établit une espèce d'équilibre. Mais, quant à Sagasta, s'il lui arrivait de défendre *mordicus* une mesure qu'il avait prise, c'était pour n'avoir pas la peine d'en prendre une autre. Ainsi fait, il ne pouvait être d'un utile secours pour Serrano, ni lui fournir de quoi combler les lacunes de son caractère. Il les creusait et les élargissait plutôt. Si le ton de la phrase n'était celui d'une plaisanterie vulgaire, on dirait qu'il n'y eut, dans tout ce gouvernement, qu'un homme : la maréchale. Son charme explique son ambition ; son bonheur justifie sa hardiesse ; sa beauté, son intelligence, sa force d'âme expliquent et justifient son ascendant sur son mari, son attraction autour d'elle. Par la duchesse de la Torre, lorsque le duc était aux armées, la République ne fut pas tout à fait sans président ; et, lorsqu'il était à Madrid, elle en eut un peu davantage.

Non pas que, sur l'ensemble de la situation, sur l'enchaînement des causes et des effets, Serrano ne vît assez juste. D'une part, il avait tout de suite compris que, seule, une défaite incontestable des carlistes, amenant la pacifica-

(1) Cf. *l'Espagne, Cuba et les États-Unis*, ch. v, p. 213.

tion, ou du moins en faisant naître l'espoir à brève échéance, pourrait rendre à la République assez de prestige pour en sauver ne fût-ce que le nom. Mais, d'autre part, il ne voulait pas que la victoire fût remportée par un autre général que par lui, car il n'était absolument sûr d'aucun, même parmi les plus corrects, et cette victoire, il craignait qu'ils ne l'exploitassent ensuite à leur profit. Aussi ne leur envoyait-il ni les renforts, ni le matériel qu'ils demandaient, ne les laissait-il pousser à fond ni les attaques, ni les poursuites, et les arrêtait-il avant que leurs opérations eussent donné tout ce qu'elles promettaient. Bien moins par mauvaise camaraderie ou par jalousie professionnelle, que par soupçon de voir surgir en eux quelque rival, ou, derrière eux, se former quelque péril pour la République. Il ne lui restait donc plus qu'à exercer en personne le commandement, et il était allé une première fois, en mars, à l'armée où il avait ajouté à sa « feuille de services » une note éclatante, dans la véritable bataille livrée autour de San Pedro de Abanto. Là, il était sur son terrain, il avait été magnifique. Mais ce n'en était pas moins l'échec, et il avait dû rentrer à Madrid sans la victoire qu'il était venu chercher. Président de la République et capitaine-général, suprême chef politique et grand chef militaire, il ne pouvait être en même temps aux armées et dans la capitale. Mieux ou pis, il ne pouvait être et demeurer ni dans la capitale, ni aux armées. Sur le front, il redoutait ce qui se tramait à Madrid, et, à Madrid, il redoutait ce que lui ménageait, à l'armée, la fortune d'autrui. Sur le front, les carlistes n'étaient pas vaincus, quoiqu'on ne les crût pas invincibles ; dans Madrid, et de Madrid dans les provinces, les alphonsistes travaillaient. Les agents de l'administration n'avaient pas plus de confiance dans le gouvernement que le gouvernement, à la vue de tous, n'en avait en lui-même. Dans les loisirs du bureau, les fonctionnaires jouaient au doigt mouillé pour sentir d'où venait le vent. Du haut en bas de l'État régnaient une indifférence apathique, sinon une étrange complaisance à l'égard des conspirations, carlistes ou alphonsistes, ce laisser-aller, cette facilité des mœurs qui fait que chacun se prépare en ses ennemis politiques des amis pour les disgrâces du lendemain. On se proscrit, on se pourchasse, puis on se donne asile, on s'abrite les uns les autres. Sagasta savait, par exemple, comment les carlistes se ravitaillaient ;

il ne leva pas la main pour les en empêcher : ici, l'insouciance frisait la forfaiture. De même, dans les neuf derniers mois de 1874, « la conjuration alphonsiste s'ourdissait au grand jour dans les armées libérales, dans les places fortes, dans les garnisons près du théâtre de la guerre, dans les cercles militaires et dans les casernes de la capitale. » Comme dans une farce célèbre, « la police le savait, mais elle ne pouvait rien faire. » Disons vrai. Le gouvernement de Serrano le savait, mais il était incapable de se décider à faire quoi que ce fût. Il mourut de ne pas vouloir vivre.

d) *La propagande alphonsiste (1874).*

Toute cette année 1874, le parti de la restauration avait mené de plus en plus activement ses préparatifs. Si le maréchal Serrano avait paru ne pas savoir où il allait, lui, par contraste, il avait prouvé qu'il le savait bien, mais qu'il entendait n'y aller qu'à son pas et à son jour. La conduite des alphonsistes avait été aussi prudente que délibérée et déterminée. Ils s'étaient imposé, en dépit des impatiences, de ne point courir, de ne point forcer, de ne point précipiter, de laisser mûrir, en prenant garde seulement de ne pas laisser pourrir, comme il fût arrivé avec la République fédérale. Tenir autant que possible les voies moyennes, — *le vie di mezzo*, — afin de ne se rendre personne irréconciliable ; entretenir et développer les aspirations vers l'ordre et la stabilité, sans trop aider à ce qu'elles soient entièrement satisfaites : créer le milieu propice, en laissant vide la place de l'institution fondamentale ; ne pas favoriser l'établissement d'une République qui ressemble à un gouvernement, pour ne pas donner aux Espagnols la tentation de s'y attacher ; à cet effet, ne pas contribuer à un succès définitif de Castelar, ne pas se prêter à la formation d'une coalition conservatrice au lendemain du coup d'État de Pavia. « Attendre et laisser faire, en appuyant toujours la tendance la plus conservatrice, sans écarter absolument les éléments dissolvants de l'intransigeance, jouer le radicalisme contre les conservateurs de la Révolution, » n'a pas craint d'écrire un auteur qui, à la vérité, a reçu les confidences du général Pavia, des révolutionnaires et des

libéraux plus qu'il n'a été mis dans le secret de Cánovas (1), et qui même s'est cru le droit d'ajouter : « Fomenter en sous-main le cantonalisme à Carthagène, seconder très efficacement le carlisme, tout en ayant l'air de lui faire la mine, telle fut, durant bien des années, la stratégie des amis de la restauration alphonsiste à Madrid, et davantage dans les provinces. »

S'il fallait prendre au pied de la lettre ces articulations et ces insinuations, les monarchistes en Espagne eussent donc froidement, systématiquement, machiavéliquement pratiqué, en vue du bien, la politique du pire. Mais les termes sévères dans lesquels Cánovas m'a parlé de celui qui les a prises à son compte m'autorisent à faire les plus expresses réserves, et à penser qu'en supposant qu'elles contiennent un peu de vrai, il y a tout au moins, de par le manque de nuances et de finesses de la forme, beaucoup d'exagération. Peut-être ne sont-ce que des ragots. Ce qui est constant, ce qui est de l'histoire, c'est que, dès la fin de 1873, il avait couru des bruits sur l'intention qu'auraient eue les alphonsistes de brusquer les choses par un *pronunciamiento*, et que, assez tôt, dans l'année 1874, certains de leurs généraux auraient sans doute essayé d'en finir tout de suite avec la Révolution, si Cánovas ne les avait calmés, et si l'entourage du prince lui-même (probablement sur les conseils de son délégué) n'avait été d'avis de se borner à laisser faire. Ils restaient donc, ces généraux, les bras croisés, attendant leur heure, parce que, selon le mot de Pavia, « leur Solution complétait son éducation à Sandhurst, au collège militaire de la Grande-Bretagne, et leur Prince était trop jeune pour servir à grand'chose en ce moment. »

L'indifférence dans le monde politique, la nonchalance, la résignation semblait encore générale. Il n'apparaissait rien, et nul ne se montrait. Où étaient les progressistes du temps de Prim? Où les amis de Sagasta et de Serrano? Où les partisans de Rivero et de Ruiz Zorrilla? Les Ulysses rusés se terraient, et les bouillants Achilles sommeillaient sous leur tente. A la veille du coup d'État de Pavia, tous les partis qui s'étaient associés à la Révolution de 1868, et qui, si inconsidérément, pour en ébrancher les abus, avaient

(1) A. Houghton, *les Origines de la restauration des Bourbons en Espagne*, p. 84.

abattu la monarchie, « étaient divisés en autant d'intransigeances que de coteries intolérantes autour de leurs notables ambitieux. Chacun se renfermait dans ses rancunes et dans son infaillibilité vaniteuse, persuadé que seul il pourrait rétablir l'ordre et prévenir le naufrage de la Révolution. Les constitutionnels, qui avaient sondé le général Pavia en Andalousie, ne cherchaient dans l'hypothèse d'un coup d'État que la revanche du 23 avril 1873, que la revanche des échecs essuyés aussi avant l'abdication d'Amédée de Savoie. Les radicaux de la nuance Martos, se sentant impuissants, se retranchaient dans l'abstention systématique et traditionnelle. Beaucoup de déserteurs, à la recherche du possible et désireux d'avoir une part aux dépouilles opimes de la Révolution, s'étaient dirigés cyniquement et effrontément au camp alphonsiste, avec les Romero Robledo, les Silvela, les Ayala, les Martin Herrera et d'autres hommes politiques doués de ce que M. le duc de Morny eût appelé la prescience des avantages qu'il y a à se mettre du côté du manche du balai. »

Ainsi, dans le monde parlementaire, aussi bien que dans la nation, l'état des esprits était éminemment propice à l'universelle éclosion de ces forces d'inertie latentes, de ces passivités réceptives, de ces volontés-nolontés qui « courent au secours » des restaurations comme des révolutions victorieuses. « Quels étaient vos complices? » interroge le président du Conseil de guerre chargé de juger la conspiration de Malet. — « Vous, répond tranquillement l'accusé, vous, si j'avais réussi ! » Ce soldat se révèle un grand psychologue, et même un grand philosophe de la politique. Il n'est que de réussir, et tout régime, quel qu'il soit, n'atteint jamais que le lendemain de sa naissance le plein de la puissance qui vient du nombre. Les peuples, qui étonnent par leur ingratitude, ne devraient pas étonner moins par leur empressement à adorer non le soleil levant, mais le soleil levé. Les unions que les gouvernements contractent avec eux sont le plus souvent morganatiques, au premier sens du mot, qui est : du lendemain matin. On ne les a que quand on les a eus. Mais alors ils se jettent dans les bras qui les ont saisis : c'est ce qui explique que les plébiscites sont toujours presque unanimes.

On n'en était encore qu'à la veille au soir, et ce que les alphonsistes voulaient : une restauration de la monarchie,

appelée par l'opinion ou acceptée par elle, il le leur fallait conquérir. Ils « travaillaient » en conséquence toutes les classes, tous les cercles, tous les étages de la société, partout, de la ville au village, des rues aux boutiques et aux salons, dans le militaire et dans le civil, au moyen de tous leurs fidèles, hommes et femmes, discrètement d'abord, puis ouvertement. Ils « préparaient », chacun au plus près de soi, par la plus efficace des propagandes, celle qui se fait de bouche à oreille, ce succès du succès. Pour une révolution, il suffit de passer, mais, pour une restauration, il s'agit de durer. Les procédés ne peuvent pas être les mêmes, l'allure ne doit pas être la même. Serrano et Prim, en 1868, les fédéralistes en avril 1873, Pavia en janvier 1874, avaient réussi : et après? La monarchie n'avait qu'une chance : la brûlerait-on? Faite trop vite, et pour ainsi dire bâclée, elle était manquée dans sa condition même qui est de se maintenir, et devenait peut-être à jamais ou de longtemps impossible.

Mais le sol était miné sous les pieds de Serrano, où il n'avait jamais, d'ailleurs, été solide. La République conservatrice n'arrivait pas à dégager sa formule, ou plutôt n'arrivait à dégager que sa formule, ne passait ni du discours à l'acte, ni du titre en fait. Les défections étaient continuelles, d'hommes d'importance, l'exemple des Romero Robledo et des Ayala portant graine ; on les fêtait, on les enveloppait de soins, de faveurs et d'honneurs, pour s'assurer qu'elles seraient sans retour : on promettait assez pour compromettre. Et maintenant les gens qui se compromettaient d'eux-mêmes, ceux qui déjà sollicitaient, fonctionnaires en place ou en mal de place, bénéficiaires d'une façon et dans une mesure quelconques du régime qui n'était pas encore, quittaient à la sourdine le régime qui déjà n'était à peu près plus. Dans l'armée, des foyers monarchistes s'allumaient de plus en plus nombreux, de plus en plus ardents. De proche en proche, l'alphonsisme gagnait tous les échelons. Derrière les chefs patriotes et, quelques-uns, si l'on veut, intéressés par leurs ambitions, qui voulaient le Roi, il y avait la masse des soldats fatigués, démoralisés, qui ne voulaient plus la guerre : derrière ceux qui pensaient à parvenir, ceux qui ne pensaient qu'à s'en aller. Cette paix civile, par la soumission de Don Carlos, ou par un arrangement avec lui, que le gouvernement républicain ne pouvait

pas et parfois avait l'air de ne pas vouloir faire, la monarchie, sitôt restaurée, la ferait : n'était-ce pas une raison à elle seule suffisante de la désirer et, au besoin, d'en « mettre un dernier coup » pour la rétablir?

Au sommet de la hiérarchie, l'épée de certains généraux frémissait. Dès le mois d'avril (1874), à Castro Urdiales, sur la ligne de feu, le général Echague, du corps placé sous le haut commandement du maréchal Concha, avait dessiné un mouvement, soutenu par plusieurs de ses camarades, dont le plus acharné avait été le général de brigade Martínez Campos. Le capitaine-général don Manuel de la Concha, marquis del Duero, était un alphonsiste déclaré ; mais il croyait, comme Cánovas et les politiques du parti, qu'on ne pouvait que gagner à laisser à Serrano le temps, non de réorganiser le pays, — un gouvernement aussi faible n'en était que trop incapable, — mais d'en amortir un peu les plus vives blessures, et d'ébranler au moins les positions carlistes soit devant Bilbao, soit en Navarre. Qu'on lui fît crédit, à lui, maréchal Concha : après la levée du siège de Bilbao, en tout cas après la prise d'Estella, il enverrait à Madrid deux officiers, désignés à l'avance, « pour demander au maréchal-président de proclamer la monarchie et de convoquer les Cortès. » Mais alors, en avril, tant que Bilbao était assiégé, Estella citadelle et ville sainte du prétendant, il estimait tout *pronunciamiento* intempestif, maladroit et même criminel. Il reçut donc les officiers délégués auprès de lui par leurs compagnons d'armes « avec une hauteur et une sévérité très grandes », et leur dit « qu'il comprenait leur but, et qu'ils ne songeaient pas plus au prince en exil qu'à la paix, mais qu'ils voulaient éviter de se battre avec les carlistes et assurer leur propre fortune politique et professionnelle. Avant de réaliser leur projet, il leur faudrait passer sur le corps de leur général. » Il les sermonna très durement, leur ordonna « de ne songer qu'à faire leur devoir de soldats et de gentilshommes, et il les engagea à ne tenter aucune folle équipée, parce qu'il la réprimerait avec la plus inexorable fermeté (1). »

Pourtant, très peu de temps après cette démarche, les carlistes, inquiétés par l'habile manœuvre de Concha, ayant abandonné sans combat l'investissement de la ville, et

(1) A. Houghton, ouvr. cité, p. 156.

décampé de nuit sans tambour ni trompette, le maréchal, qui eût voulu les poursuivre et changer leur déconvenue en défaite, se heurta à l'ordinaire tactique de Serrano, à ses objections dilatoires, à ses refus de renfort. Il en fut cruellement blessé, car déjà il croyait tenir la victoire, et on le condamnait à l'inaction. Il se savait entouré d'officiers dévoués à la cause alphonsiste, notamment dans la garde civile, les carabiniers, l'artillerie et quelques autres corps. Malgré lui, il inclinait à devenir moins rétif. Sa première position de résistance était tombée : Bilbao était délivré; et il ne dépendrait pas de lui que la seconde ne tombât à son tour. Il avait dit, il s'était dit : « Au plus tard, après la prise d'Estella. » Le lendemain du jour où il serait entré dans la Mecque navarraise du carlisme, il se prononcerait en faveur de Don Alphonse. Et il était, avec son armée, devant Estella. Son ressentiment avait endormi ses scrupules de Castro Urdiales. Le signe de salut lui masquait le geste d'indiscipline. Si Concha eût vaincu à Estella, et s'il eût survécu à sa fortune, le gouvernement de Serrano, cette République débile et sans vertu, eût été à sa discrétion. Mais il échoua et fut tué. Après sa mort, les généraux alphonsistes, un moment déconcertés, éloignèrent d'eux la pensée obsédante du *pronunciamiento*, et plusieurs même pensèrent à résigner leurs commandements. Serrano avait là une occasion de les remplacer par des hommes acquis aux institutions (si l'on peut ainsi dire) et aux idées de la révolution, ou (s'il s'en trouvait, mais ils étaient rares), étrangers à la politique. Cette occasion, il la négligea, comme il en avait perdu tant d'autres.

Toutefois, au point où l'on en était, au milieu de 1874, les chances restaient en balance. Il n'y avait pas alors de généraux alphonsistes assez populaires parmi l'armée pour entraîner sans incidents une des grandes agglomérations de troupes formées dans le Nord-Ouest et dans le Nord, en Catalogne et dans la capitale. On ne distinguait pas, on n'apercevait pas encore qui pourrait et qui oserait « jeter le cri » *dar el grito*. Néanmoins, on vivait l'oreille tendue. C'était, se persuadait-on, l'affaire de six mois. Subitement, pour des motifs ou sous des prétextes qu'il est inutile de rechercher et d'exposer ici (1), Pavia, commandant de

(1) Je vais désormais, sans, bien entendu, cesser d'en faire la critique, suivre

l'armée du Centre, était relevé de ses fonctions, bien que ce fût dans cette armée, et en Catalogne, que la propagande monarchiste eût marché avec le plus de lenteur. Mais ailleurs, et presque partout, elle avançait rapidement. D'Angleterre, de France, d'Autriche, le Ministère était tenu au courant par ses agents diplomatiques. Les relations suivies entre la famille royale en exil et nombre de généraux, d'hommes politiques en Espagne, lui étaient quotidiennement signalées. Il apprit de la sorte qu'à Biarritz, à Pau, à Paris, chez les réfugiés partisans de Don Alphonse, on annonçait tout haut que l'heure décisive approchait. Des émissaires allaient et venaient couramment entre Madrid et le palais Basilewsky, résidence parisienne de la reine détrônée Isabelle II, mère du roi à réintroniser. Le gouvernement de Serrano « n'osa pas, remarque M. Houghton, demander l'expulsion de la famille royale, ni celle des meneurs de la conjuration alphonsiste, ainsi que, plus tard, les gouvernements d'Alphonse XII réclamèrent celles de Don Carlos, de Ruiz Zorrilla et de bien des exilés carlistes ou républicains qui inspiraient des craintes aux ministères de la Restauration » (1). C'est peut-être que ceux-ci furent des gouvernements, et que l'autre n'en était pas un.

Ce manque de consistance et de constance, cette sorte de démission chronique, était cause qu'en dépit des événements ou des commencements d'événements heureux, la position du duc de la Torre et celle de la République ne s'amélioraient pas, bien au contraire. Les divisions ne faisaient qu'augmenter entre radicaux et constitutionnels dans le monde politique et dans le cabinet même. Les radicaux, tout en préconisant une politique ultra-libérale, auraient voulu « voir une digue quelconque opposée aux travaux alphonsistes ». Les constitutionnels « espéraient reconquérir les sympathies de bien des hommes de la Révolution, que la République fédérale et l'insuccès de la monarchie élective avaient poussés à s'enrôler sous le drapeau de l'alphonsisme », qui, de son côté, s'ingéniait à retenir ces précieuses recrues, à grand renfort de prévenances et de caresses. Les radicaux, et même les républicains modérés, accusaient

de tout près le récit de M. Houghton, jusqu'à me contenter d'en copier les termes, quand je n'aurai pas, pour le contredire ou le redresser, le souvenir très net de quelque déclaration de Cánovas lui-même.

(1) A. Houghton, ouvr. cité, p. 189.

chaque jour plus hautement Serrano et ses ministres d'avoir, par leur irrésolution politique et leur inaction militaire, laissé échapper l'une après l'autre toutes les occasions de consolider l'institution républicaine. Ils les jugeaient de plus en plus incapables de tenter, encore moins de réaliser, rien de sérieux pour la défendre « contre l'évolution qui entraînait insensiblement l'armée et les classes dirigeantes vers la Restauration ». La faiblesse du gouvernement était d'ailleurs, — mais aussi fâcheusement, — coupée de rigueurs intermittentes et excessives, comme c'est la coutume des faibles. « Ce fut à coups d'amendes considérables et de suspensions fréquentes que M. Sagasta et ses préfets essayèrent de contenir les critiques de la presse des oppositions. » Ils mirent, dans leurs sévérités, « une espèce d'excentricité, » une totale absence d'esprit de suite, du caprice, de la fantaisie, de la complaisance, toutes les formes et toutes les couleurs de l'arbitraire.

Ainsi, tous les courants de l'opinion et du sentiment portaient, comme on dit, de l'eau au moulin de la Monarchie. L'étranger ne s'y trompait pas. A Londres, à Paris, à Vienne, dès le milieu de 1874, on tenait Serrano pour beaucoup plus menacé par « les conspirations alphonsistes » que par les armées de Don Carlos. Les propres représentants du maréchal-président ne lui cachaient pas que la Restauration serait fort bien accueillie, si elle s'accomplissait par une intervention militaire.

Les puissances mêmes, Allemagne, Angleterre, qui avaient les premières reconnu le gouvernement de Serrano, voyant qu'il ne s'affermissait pas, montraient maintenant une grande réserve. Dans les lettres de créance et dans la correspondance officielle de leurs agents, on n'employait plus que des formules neutres : « Monsieur le Duc » ou « Monsieur le Président du Pouvoir exécutif ». Dans celles du représentant de la France, il n'était pas fait mention de la « République espagnole ». A Paris, les démarches de l'ambassadeur d'Espagne, marquis de la Vega de Armijo, trouvaient peu d'accueil auprès des ministres de Mac-Mahon. Ils répondaient (et, il faut en convenir, non sans raison, sinon sans arrière-pensée) que « la France ne pouvait se charger de surveiller toutes les émigrations successives de politiciens espagnols, ni de garder à elle seule la frontière pyrénéenne, si mal interdite depuis des années sur le versant méridional ».

Une nouvelle maladresse de Serrano, dans les alternatives de léthargie et d'agitation de son gouvernement, vint renforcer encore le parti alphonsiste. Il modifia une fois de plus son Cabinet. Le vieux maréchal Zabala dut abandonner la présidence du Conseil à Sagasta, ministre de l'Intérieur ; le général Cotoner, ministre de l'Intérieur, et M Alonzo Martinez, ministre de la Justice, cédèrent la place. Ils passèrent, tous les trois, du coup, au camp du Roi. Mais, à cette erreur de conduite, le duc de la Torre en ajouta une autre, plus grave en ses conséquences. Il se trompa sur la personne, pour le poste où il lui importait le plus de bien choisir. Il nomma capitaine-général, gouverneur militaire de Madrid et de la Nouvelle-Castille, le général Don Fernando Primo de Rivera, que recommandaient ses brillants services de guerre. Très grièvement blessé, le 27 mars, à l'attaque du Somorrostro, sa carrière, dans la dernière période, avait été extrêmement rapide : en six ans, 1868-1874, de commandant il était devenu général de division. Primo de Rivera était, dès ce moment, en relations réglées avec les partisans de la Restauration. Mais il avait si bien jusque-là sauvé les apparences et jusqu'au bout il continua de dissimuler si bien que ni Serrano, qui aurait dû savoir, ni Sagasta, dont c'était le métier de l'informer, ne se doutèrent de rien avant le 30 décembre, où, ratifiant par son adhésion le *pronunciamiento* de Martínez Campos et Daban, il en finit avec la République.

Cependant des nouvelles alarmantes ne cessaient de se répandre dans Madrid. Il en venait du dedans et du dehors, de la métropole et des colonies, des provinces du Nord en rébellion et de Cuba en insurrection. Il en venait de politiques et de militaires, où souvent le politique et le militaire se mêlaient. L'organisation alphonsiste se propageait dans toute l'Espagne, dans la population civile et dans l'armée. Au mois d'octobre 1874, où nous sommes maintenant arrivés, ce n'était pas seulement l'attitude des généraux de tendance monarchiste qui inquiétait, lorsqu'ils ne dormaient pas, Serrano et Sagasta. Ils furent, — on a écrit le mot, — « effrayés » par les rapports de leurs préfets et de leurs maires sur les préparatifs croissants des amis de Don Alphonse.

Le système suivi par cette propagande était fort simple. Dans les chefs-lieux des provinces et dans toutes les villes

un peu importantes, il s'était fondé des cercles alphonsistes où se réunissaient les partisans de la Restauration. On avait tenté aussi, quoique avec moins de succès, de créer des cercles populaires pour recruter des adhérents dans les classes moyennes et inférieures. Ces cercles étaient indépendants de juntes formées partout par les chefs du parti pour diriger la propagande et pour entretenir des relations avec le comité central de Madrid, d'une part, et avec l'entourage de la famille royale exilée, d'autre part.

Le haut clergé commençait déjà à seconder ces travaux dans les provinces où le carlisme avait peu de racines. Les évêques surtout favorisaient le retour du fils d'Isabelle II. Les femmes de la haute société et de la bourgeoisie riche faisaient une campagne des plus actives en sa faveur, et elles furent un des auxiliaires les plus puissants de la réaction... On était frappé d'ostracisme dans les salons, dans le monde, dans les familles, quand on passait même pour un partisan trop tiède de la Restauration... Avoir les prélats et une bonne partie du clergé avec soi, c'était déjà beaucoup; mais avoir aussi l'appoint de la plus jolie moitié de la nation, c'était bien autre chose. Plus tard, les alphonsistes et le jeune Roi lui-même leur surent gré (aux dames?) de leur enthousiaste campagne en faveur de leur *Señor y Rey*...

Les fonctionnaires, fort embarrassés, hésitants, montraient peu d'ardeur à servir un régime que la majorité tenait pour chancelant. Pas mal d'entre eux se disposaient à passer à l'ennemi, avec lequel ils avaient déjà noué des relations assez suivies... Ils voyaient conspirer partout. Ils savaient que les officiers des garnisons et de la gendarmerie n'attendaient qu'un signal parti de n'importe où, pour se mettre aux ordres de la junte locale des alphonsistes... qui, à Madrid même, sous les yeux du gouvernement, se gênaient encore moins qu'en province... Ils avaient gagné à leur cause toute la haute société, à peu près, autant l'aristocratie ancienne que les anoblis de fraîche date ou les sommités de la finance, de la haute banque, du commerce, et bien des gens dans la bourgeoisie aisée... Dans les salons de la noblesse, on s'impatientait fort contre les hésitations des conseillers de la famille royale. (Hésitations ou retards?) On blâmait surtout M. Cánovas del Castillo, qui passait, avec raison, pour jeter constamment de l'eau froide sur les militaires trop ardents. M. Cánovas était accusé de... préférer

laisser à une Assemblée constituante, plutôt qu'à l'armée, le soin de ramener Don Alphonse à Madrid.

Aux yeux des anciens partisans d'Isabelle II, il n'y avait aucun inconvénient (c'est le témoin, déjà longuement cité, qui parle, et je fais ici toutes réserves) à faire sortir leur restauration des casernes insurgées contre le maréchal Serrano, puisque, lui aussi, était sorti d'un coup d'État. Les réactionnaires et hommes de l'ancien régime ne pouvaient saisir la pensée profonde du plus éminent des conseillers des Bourbons, quand il voulut donner à la Monarchie restaurée la sanction d'une assemblée populaire, élue pour prononcer sur la forme des institutions, après l'avortement définitif de la Révolution qui avait renversé le trône d'Isabelle. Les royalistes de la veille voulaient en finir vite et brutalement, de crainte d'un succès militaire qui aurait raffermi le pouvoir de Serrano et peut-être aurait permis de fonder une République conservatrice dans le genre de celle que M. Thiers s'était efforcé d'installer en France. A Madrid, on déclarait carrément que, pour renverser Serrano, il n'y avait pas de mal à se servir de la force, puisque l'armée serait, après la Restauration, le principal soutien de la Monarchie contre les revanches de la Révolution.

Dans la lutte d'influence, autour de la famille royale, entre l'élément civil et les généraux, Cánovas l'emportait presque toujours. Bien des choses étaient changées depuis 1868, il fallait en tenir compte. Mais si, pourtant, on ne pouvait, à la dernière minute, se passer d'un général pour déclencher l'événement, quel serait-il? Jovellar était trop indécis ; Laserna trop âgé ; le ministre de la Guerre, Serrano Bedoya, trop dévoué à son homonyme, le maréchal duc de la Torre ; Pavia trop entiché de sa République unitaire ; Loma et Blanco, rien que des soldats. Primo de Rivera devait tout au Président : on le croyait incapable de ne pas s'en souvenir. S'en remettant à l'un des grands maîtres des destinées humaines, de celles des États comme de celles des individus, — le Hasard, — le Comité central de Madrid, en son incertitude, se dédiait de préférence à une propagande active, à la fondation de cercles monarchistes dans la capitale et dans les provinces, s'attachant avec un zèle particulier à faire à son principe et à son Prince le plus possible de ralliés chez les adeptes les moins déraisonnables de la Révolution.

Cánovas était alors secondé par un de ces « rescapés », Romero Robledo, lequel se révélait doué d'un vrai talent pour l'organisation des forces politiques qui devaient constituer le parti conservateur et lui donner un état-major et des cadres, un corps de fonctionnaires tout prêts à saisir les rênes de l'État, n'importe à quel moment... On travaillait, en même temps, dans les milieux populaires, pour leur démontrer que la Restauration s'occuperait de leur bien-être et de leurs intérêts avec un soin plus paternel que les gouvernements de la Révolution. Tous les fils de cette trame étaient réunis entre les mains de Cánovas, assisté par les hommes politiques qui furent ses collaborateurs durant la première partie du règne d'Alphonse XII, qui étaient ainsi les meneurs de la Restauration avant d'en être les ministres, et ne négligeaient pas plus les militaires de tout rang aux armées ou dans les villes que les officiers, spécialement circonvenus, de la garnison de Madrid.

Tout cela se faisait, en quelque manière, à découvert. M. Sagasta et ses collègues ne pouvaient l'ignorer, et le savaient d'autant plus exactement que les alphonsistes ne se gardaient guère des indiscrétions. Jusque dans le salon de la Maréchale, on s'entretenait de ce qui arriverait demain — *de lo de la mañana* — avec un sans-gêne parfait. Comment expliquer la nonchalance du gouvernement de Serrano? On disait que le duc de la Torre et ses conseillers faisaient semblant de croire à la stabilité de leur provisoire républicain, parce qu'ils ne voulaient pas provoquer une nouvelle guerre civile, en rompant d'une façon éclatante avec les partisans de Don Alphonse. Chez les républicains plus avancés, les radicaux, et beaucoup de libéraux, au contraire, pensaient qu'il n'y avait pas lieu de redouter un conflit, parce que, suivant eux, la majorité du pays approuverait que la République se défendît, au besoin, en attaquant. Il est probable qu'ils se trompaient. Le terrain était trop miné. La République n'avait sous les pieds que le sable mouvant, que le marécage, cet abîme des démocraties. Et elle s'y enlizait, s'y enfonçait ; on ne lui voyait déjà plus que la tête, et c'était peu de chose.

A la fin de novembre, les généraux en chef des armées opérant contre les carlistes, Moriones, Concha et Laserna, étaient tous les trois irrités de ne pouvoir obtenir les moyens d'action nécessaires. L'opinion publique, qui le sentait ou

s'en doutait, concluait, de ces refus persistants, que Serrano voulait se réserver à lui-même la force, l'honneur et le bénéfice de terminer personnellement la guerre : pour une fois, elle ne s'égarait pas. Tout à coup, à ce moment, fin de novembre 1874, le ministère de la Guerre et le Cabinet lui-même à Madrid se mirent à manifester une activité extraordinaire. On pensa que le maréchal Serrano et son Conseil devaient avoir de bien puissants motifs pour secouer de la sorte leur apathie habituelle. Jusque du côté des carlistes, les officiers, enrageant, eux aussi, du défaut d'énergie et d'esprit de suite dans la direction de leurs propres opérations, paraissaient pour la plupart persuadés que le gouvernement de Serrano était très menacé par les intrigues du « prétendant alphonsiste », comme ils disaient.

Une mesure de rigueur prise par le gouvernement contre quelques monarchistes influents donna l'éveil, car on supposa qu'il devait avoir des motifs sérieux d'inquiétude pour se décider à inviter deux généraux et des hommes politiques connus à fixer leur résidence aux îles Canaries. (Disons : les déporter ou tout au moins les reléguer, les confiner.) Le ministère Sagasta ne jugea pas prudent de faire connaître au pays tout ce que lui-même savait des progrès réalisés dans l'organisation et par la propagande du parti alphonsiste, mais il était en effet très alarmé. Il avait découvert que les fauteurs de la Restauration avaient complété leurs arrangements, à Madrid et en province, de telle façon qu'ils étaient prêts à prendre la direction des affaires, à n'importe quel moment, si un général, plus intrépide que les autres, lançait un mouvement militaire.

Notre témoin continue, insiste et précise en termes qu'il faut d'abord reproduire littéralement :

« Les chefs civils du parti royaliste affectaient bien encore de désapprouver tout recours à la force, et ils affectaient des préférences pour une restauration pacifique et législative, exécutée par des Cortès constituantes, quand on aurait un peu plus réduit l'importance de l'insurrection carliste. Au fond, pourtant, cette attitude des hommes d'État alphonsistes n'était pas très sincère, car ils laissaient voir en même temps très clairement aux militaires combien ils redoutaient le prestige que le maréchal Serrano et son gouvernement pourraient tirer d'un succès éclatant sur Don Carlos. Leur attitude était si peu sincère (tout à l'heure

on se bornait à dire qu'elle ne l'était pas *très*), que le gouvernement du maréchal Serrano arriva à savoir que M. Cánovas del Castillo et ses collaborateurs à la tête de la Junte centrale du parti à Madrid étaient nantis d'un blanc-seing et de pleins pouvoirs délivrés par le jeune prince Alphonse, depuis la fin de 1873, pour leur permettre, le cas échéant, de s'emparer du pouvoir et de constituer un gouvernement provisoire, jusqu'à ce que le prince pût rentrer dans son pays.

(Ce blanc-seing et ces pleins pouvoirs expliquent sans doute le Ministère-Régence, peut-être une Dictature ; mais en quoi impliquent-ils l'approbation, ou même la connaissance préalable d'un projet de *pronunciamiento*?)

« M. le duc de la Torre et ses ministres connaissaient toutes les dispositions prises par les chefs du parti alphonsiste, même avant la publication du fameux manifeste que M. Cánovas poussa Don Alphonse à lancer (le manifeste dit de Sandhurst, du lieu dont il était daté)... Serrano et ses ministres discutèrent longuement sur le meilleur parti à prendre, mais ils étaient en présence d'un périlleux dilemme. Ils connaissaient jusque dans leurs détails intimes les plans des chefs alphonsistes. Ils sentaient bien que les meneurs et M. Cánovas del Castillo, qui affectaient de condamner hautement les impatiences de certains militaires, seraient les premiers à accepter les conséquences et les fruits d'un coup d'État.

(Mais eux, qu'eussent-ils fait dans le même cas, ou mieux, qu'avaient-ils fait?)

« Et cependant, ils n'osaient sévir trop brutalement contre les chefs de la conspiration royaliste. Ils ne l'osaient, parce qu'ils craignaient de mettre ainsi eux-mêmes le feu à la mine qui s'étendait partout sous leurs pieds, dans l'armée, dans l'administration, dans tous les corps de fonctionnaires, dans la marine, et, il faut le dire, dans à peu près les trois quarts des classes dirigeantes de la nation. »

(Dans ces conditions, il est faux, et presque absurde, de parler de « conspiration » alphonsiste. Il faudrait dire : le mouvement national. Renvoyons l'auteur de cette page, ses lecteurs et les nôtres, au fameux *Chapitre des Conjurations*, — chapitre VI du livre troisième des *Discours* de Machiavel *sur la Première Décade de Tite-Live*. — Ils se convaincront facilement de l'impossibilité d'une conspiration qui, dans ses trois temps, avant, pendant et après, livrerait son secret à tant de conspirateurs. Le chef qui accepterait de la conduire

ainsi, à la face du ciel et de la terre, sous le nez et sous la main de la police, ne pourrait être qu'un traître, un fou ou un imbécile.)

Mais le témoin, peu bienveillant pour Cánovas et les conservateurs, a une idée : « Le maréchal Serrano, ajoute-t-il, aurait pu, il est vrai, jouer lui-même le rôle de Monk et se créer une grande situation dans la Restauration. Il aurait pu faire ses propres conditions, et qui sait même s'il n'eût pas ainsi rendu un service réel à la cause de la liberté en Espagne et à la Monarchie, puisque la plupart des Espagnols, à la fin de 1874, comprenaient que la Restauration était inévitable, après les erreurs politiques, les bévues et les exagérations des écoles de la révolution de Septembre (1868)? En imposant à la famille royale exilée une dette de reconnaissance vis-à-vis de lui et du parti libéral, M. le duc de la Torre eût probablement empêché la Restauration et la Monarchie de prendre les caractères réactionnaires et antidémocratiques qui marquèrent leurs premières années, sous les auspices des conservateurs et des catholiques coalisés par M. Cánovas del Castillo. La Monarchie, si elle eût été restaurée par Serrano et Sagasta, avec les armées libérales de 1874, eût été, à peu de chose près, le régime que la Constitution de 1869 avait essayé de créer, et que le roi Amédée avait tenté de faire prévaloir. Les royalistes de la veille eussent été forcés d'emboîter le pas, et Alphonse XII aurait eu pour mentor et pour principal conseiller le maréchal Serrano, au lieu du héros du *pronunciamiento* de Sagonte, cet autre maréchal réactionnaire dont l'influence antilibérale et antidémocratique devait plus tard jouer un rôle si fâcheux dans les destinées du parti libéral dynastique de la Restauration. »

(Belle conception d'un politique amateur, mais qui oublie peut-être un peu trop que Serrano était, lui, le principal auteur de la révolution de 1868, Sagasta, l'un des auteurs des trois : Jamais ! qui avaient proscrit la maison de Bourbon, et que le fils d'Isabelle, chassé par eux, ne pouvait rentrer rappelé et ramené par eux, autrement que comme leur prisonnier. Ils auraient donc été trois qui auraient coopéré à la Restauration ; mais, de ces trois, deux ne le voulaient pas, et le troisième ne le pouvait pas. Au surplus, une Restauration ainsi introduite et chaperonnée eût-elle valu la peine d'être faite?)

Certains amis donnèrent à Serrano le conseil de ne point se dérober à cette haute mission. Il devait bien comprendre qu'il ne pourrait tenir longtemps le mouvement alphonsiste en échec, à moins d'un miracle bien difficile à réaliser, dans la position ébranlée qui était la sienne à la fin de novembre. Mais, on en convient, le Maréchal et plusieurs de ses ministres s'étaient par trop compromis dans la Révolution, et ils avaient été trop identifiés avec tout ce que la Révolution avait accompli depuis le départ des Bourbons, pour croire que les partisans de la dynastie détrônée permettraient à leur prince de faire bonne mine à ceux qui avaient été les ennemis acharnés de sa mère et de l'ancien régime... Ils pensèrent donc que, si la victoire, même tardive, couronnait leurs efforts contre l'absolutisme et le cléricalisme, ils tiendraient plus facilement tête aux alphonsistes, parce que les éléments libéraux, démocrates et républicains se résigneraient avec plus de peine à un retour à l'ancien régime sous les Bourbons... Même dans l'hypothèse la plus défavorable, si les armées libérales étaient encore une fois repoussées, il semblait fort douteux que les alphonsistes se montrassent plus empressés à faire un *pronunciamiento* dans une heure de disgrâce nationale.

...L'armée du Centre avait été confiée au général Jovellar, officier que le gouvernement ne croyait pas trop affilié à la conspiration alphonsiste (même observation) et qui devait les plus beaux et rapides avancements de sa carrière à la Révolution, absolument, au reste, comme le capitaine-général de Madrid, Don Fernando Primo de Rivera. Le général Serrano Bedoya, ministre de la Guerre, Serrano *minor*, bon organisateur, mais optimiste, se refusait à voir combien la propagande monarchiste avait fait de progrès, jusque sous ses yeux, dans les casernes et dans les cercles militaires de Madrid. Il est vrai qu'il ne lui eût pas servi à grand'-chose d'y voir clair, puisque le président du pouvoir exécutif ne s'était pas décidé à devancer les alphonsistes, en les attaquant avant qu'ils pussent le surprendre et le renverser.

Aussi bien, en novembre, à un mois de la catastrophe, le ministre eût-il vu et le Président eût-il agi, que le courant était trop large, trop profond et trop fort. Rien, désormais, ne l'aurait ni brisé, ni arrêté, ni détourné (1).

(1) Je répète, pour rendre à chacun son bien et laisser à chacun ses responsa-

c) *Le maréchal Serrano à l'armée (décembre 1874).*

Le 8 décembre, le maréchal Serrano fit annoncer officiellement qu'il allait prendre le commandement de l'armée avec laquelle il concourrait de sa personne aux opérations militaires. Cette détermination produisit, au moins en apparence, un revirement dans une certaine partie de l'opinion. De l'opinion, encore flottante, de toutes nuances. Les constitutionnels ne mirent pas plus de chaleur dans leurs démonstrations que bien des alphonsistes de fraîche date, dont le cœur balançait entre leur ancien chef et leur nouvelle Église. Le cercle constitutionnel, autrement dit alphonsiste modéré, envoya chez Serrano son président, son bureau et ses notables... A la dernière réception de la présidence, avant son départ pour l'armée, Serrano fut étonné de voir une assistance aussi nombreuse, et, parmi elle, bien des familles de l'aristocratie et du monde madrilène, « qui riaient sous cape en voyant ce regain de prestige d'un régime, suivant elles, absolument en ruine. » On discutait entre soi, « avec une franchise et une impétuosité toutes castillanes, » les solutions probables du voyage du Maréchal.

Les alphonsistes qui parurent à cette réception dirent aux membres du corps diplomatique que Serrano ne reviendrait pas à Madrid comme chef de l'État, même vainqueur, parce que tous ses lieutenants étaient dévoués à la cause de Don Alphonse. Ce n'était pas tout à fait exact, car le Maréchal emmenait des hommes qui étaient entièrement à lui, et il pouvait être sûr, pour diverses raisons, des généraux Loma, Pieltain et Moriones, déjà présents aux armées. Le monde officiel au grand complet accompagna le Président à la gare. Dans le trajet à travers la ville, l'accueil fut assez froid mais sans rien d'anormal, « car les Espagnols en général, et les Madrilènes en particulier, sont bien moins démonstratifs que les habitants des pays septentrionaux, quand il s'agit d'acclamer ceux qui les gouvernent ».

Sur le quai militaire où Serrano débarqua à l'arrivée, l'at-

bilités, que, dans tout ce paragraphe, je n'ai fait que copier, en les abrégeant beaucoup et en en mettant quelques-uns au point d'après les déclarations publiques et les conversations privées de Cánovas, des passages choisis du récit de M. Houghton, *les Origines de la restauration des Bourbons en Espagne*, de la page 150 à la page 269, *passim*.

tendaient le vieux général Laserna et son chef d'état-major Ruiz Dana, avec le brigadier Jimenez Palacios, tous les trois alphonsistes très décidés... Bien des gens remarquèrent l'empressement de plusieurs officiers généraux connus pour leurs inclinations royalistes, les mêmes qui furent les premiers, quinze jours plus tard, à se déclarer contre le président, dans Logroño même. Un entre tous, Fajardo, ne tarit point en protestations de reconnaissance pour le grade de général de division que Serrano lui avait conféré quelques jours auparavant, ce qui ne l'empêcha pas, à la fin de ce même mois de décembre, de s'offrir pour signifier au Maréchal que les officiers de l'armée du Nord avaient résolu de se joindre au *pronunciamiento* alphonsiste, et, tandis que d'autres généraux éprouvaient de la répugnance à se charger d'une mission aussi délicate, il la remplit sans sourciller.

Les généraux alphonsistes encouragèrent peu le désir qu'exprima Serrano de consulter le général Don Domingo Moriones, ancien « progressiste », malgré sa réputation méritée, et même à cause d'elle, parce qu'ils redoutaient qu'il ne se fît l'inspirateur et l'organisateur d'une campagne enfin décisive contre les carlistes... En somme, pourtant, l'apparition du Président avait fait une grande impression, et cette impression était loin d'avoir été défavorable pour Serrano et son gouvernement.

Moriones rassura le Maréchal sur le risque politique, en lui disant qu'il pensait pouvoir répondre de la fidélité de son corps d'armée, et qu'il ne le croyait pas aussi entamé que les autres par les menées alphonsistes. Mais il était froissé, au fond de lui-même, de la venue du duc de la Torre, qui le rejetait au second rang et au second plan. Ils se quittèrent, mal satisfaits, l'un et l'autre, de leur entretien. Pour la première fois, Moriones se rendit compte des incertitudes de la situation et des graves embarras qui paralysaient et Serrano et son gouvernement. Il rentra à son quartier général, si sombre et si préoccupé que son entourage en fit la remarque.

CHARLES BENOIST.

(A suivre.)

Une Correspondance inédite de Prosper Mérimée [1]

Lettres à Edward Ellice.

VIII

Paris, 52, rue de Lille,
13 février 1857.

Mon cher Mr. Ellice,

Je suis depuis deux jours à Paris et on me dit que vous êtes encore à Nice, et que lady Ashburton a été fort malade, qu'on a fait venir un médecin de Londres, etc. Dites-moi par un mot, je vous en prie, comment elle est à présent. Veuillez lui dire et à lord Ashburton combien je suis affligé de la savoir souffrante. Quel est son mal? Ne viendra-t-elle pas ici? Vous m'obligeriez beaucoup en me rassurant sur son compte par quelques détails bien précis.

J'espérais vous trouver à Marseille en passant. On n'a pas voulu me recevoir à l'hôtel d'Orient que lord John Russell avait envahi entièrement. J'ai demandé après vous et on ne vous avait pas aperçu. De Marseille, je m'en suis allé à petites journées à Arles, Avignon, assez favorisé par le temps. Point de mistral. Il y a quatre jours je déjeunais à la Fontaine de Vaucluse sans feu et les fenêtres ouvertes.

J'ai vu hier, à l'Académie, M. Guizot, toujours impas-

(1) Voir *la Revue universelle* du 15 juillet 1929.

sible. Il a reçu, il y a huit jours, M. Biot, deux jours après la mort de Mme de Lieven. On a remarqué que sa voix était plus éclatante qu'à l'ordinaire. Les fils de Mme de Lieven ont un peu scandalisé les gens sensibles par leur profonde indifférence. Ils n'ont pas seulement accompagné le corps jusqu'au chemin de fer, et ils n'en perdent pas un coup de dent. Elle est morte avec beaucoup de courage, disant à M. Guizot qu'elle le remerciait des vingt ans de bonheur qu'elle lui devait.

Cousin a été fort malade, mais il est tout à fait rétabli. Que dites-vous des discours de M. d'Israëli et de son traité (1)? Lord Palmerston est impitoyable. Que dites-vous encore de la mort de l'archevêque de Paris? L'idée qui est venue à tout le monde, c'est que la vie d'un homme utile est entre les mains du premier gredin qui a le cerveau fêlé et qui meurt de faim. J'ai écrit à l'impératrice qu'on faisait des cottes de mailles légères et souples comme des gants, et qu'elle devrait bien user de son autorité pour en faire porter une à son mari quand il sort. Elle m'a fait répondre des calembredaines sur la Providence et les étoiles.

Je n'ai pas encore vu M. Thiers. On attend le quinzième volume. Ceux du duc de Raguse font scandale. Il y a mis tout le fiel qu'un exilé a pu amasser pendant vingt ans, outre une suffisance et un amour-propre des plus impertinemment

(1) Du journal de lord Malmesbury, 3 février 1857. « Ce soir, le premier de la session, Disraeli fit un long et éloquent discours dans lequel il énonça cette accusation contre le gouvernement : « Croira-t-on qu'au moment même où lord « Clarendon écoutait le plaidoyer passionné du comte Cavour... un traité secret « existait qui garantissait à l'Autriche la totalité de ses possessions italiennes, « garantie donnée par la France à l'Autriche, non seulement avec la sanction du « noble lord (Palmerston) mais par le conseil et à l'instigation expresse de son « gouvernement? » Lord Palmerston nia l'existence d'un tel traité, disant que Disraeli avait dû être trompé par les gobemouches de Paris...

« Le 10 février, Disraeli est revenu à la charge, et affirma que l'accord susdit entre l'Autriche et la France avait pris la forme d'un traité signé le 22 décembre 1854. Il réitéra que le gouvernement avait été au courant et l'avait approuvé. Lord Palmerston se leva derechef et répéta qu'à sa connaissance, il n'y avait pas eu de traité entre l'Autriche et la France garantissant les possessions de celle-là en Italie... Le discours de Disraeli était moins bon qu'à l'ordinaire, son débit était nerveux... Les révélations de Disraeli sont tombées à plat. Lord Palmerston a nié l'existence d'un traité secret avec l'Autriche... Le pays ajoutera foi à ses dires plutôt qu'à ceux de Disraeli, sans doute, mais les diplomates seront moins crédules, car à quoi servirait un traité secret s'il faut confesser son existence au premier venu. »

ridicules. Je le croyais homme d'esprit. Il vient de paraître une histoire de Henri IV qu'on dit très bonne, par un M. Poirson. Recommandez-la à lord A... qui aime les livres d'histoire.

M. de Morny reste, à ce qu'il paraît, à Saint-Pétersbourg. Le duc d'Ossuna s'y acoquine et veut, dit-on, s'y marier. Toutes les demoiselles d'honneur se le disputent.

Adieu, mon cher Mr. Ellice, ne m'oubliez pas auprès de milady et soyez assez bon pour m'envoyer un bulletin d'une ligne si vous êtes trop paresseux pour écrire.

Mille amitiés et compliments.

P. Mérimée.

IX

Paris, 17 mars 1857.

Cher Mr. Ellice,

Je suis bien coupable de ne pas vous avoir remercié plus tôt de vos aimables lettres en caractères hiéroglyphiques que j'ai déchiffrées cependant, à grand renfort de bésicles, avec beaucoup de succès. J'ai reçu, avec votre dernier billet, le petit volume de lord Stanhope (1) qui est plus précieux qu'il n'est gros, et que j'ai relu avec autant de plaisir que la première fois, ce qui prouve qu'il ne doit pas son mérite au prestige des lacs et des montagnes en présence desquels je l'ai lu à Glenquoich. J'espère que vous avez fait, *proprio motu*, tous mes remerciements à lord Stanhope. J'aurai l'honneur de lui écrire prochainement. Vos prédictions sur la crise électorale qui s'apprête sont confirmées par ce que j'apprends du camp opposé. Mme Baring reçoit de son mari, qui était de la coalition, des récits lamentables du désordre et de la désorganisation de ses amis. Francis Baring dit que les soldats accusent les chefs et que les chefs se rejettent la responsabilité les uns aux autres. En France, c'est-à-dire dans un pays où l'imagination a grand pouvoir, la question aurait pu avoir de grands résultats. Les électeurs, en votant contre le ministère, auraient cru servir la cause de l'humanité. Vous êtes des gens plus prosaïques et vous vous dites que pour un Chinois de plus ou de moins

(1) L'historien.

le monde n'en ira pas plus mal, et qu'il vaut mieux garder un homme qui a fait ses preuves dans des temps difficiles, que de prendre à l'essai de beaux parleurs. Il me semble que la Chine va être comme l'Amérique aux seizième et dix-septième siècles, un fonds d'exploitation pour l'Europe ; chacun va piller sa part du gâteau et puis on se battra pour savoir à qui demeurera l'assiette. Ce qui m'intrigue un peu, c'est de savoir comment 499 000 000 de bipèdes qui ont bien de la peine à vivre chez eux, s'arrangeront pour faire vivre à leurs dépens les bipèdes d'Occident qui ont si bon appétit. Je ne m'explique pas trop, non plus, ce qui résultera du mélange de la race jaune avec la blanche. Si cette masse jaune n'influera pas prodigieusement sur l'autre. Nous verrons bien dans trois ou quatre cents ans. En attendant, je ne doute pas qu'on ne puisse aller bientôt à Pékin presque aussi facilement que nous sommes allés à Nice, et, si vous partez jamais pour ce pays, je m'offre à vous pour secrétaire. Les nouvelles que je reçois de Nice sont tantôt bonnes, tantôt mauvaises, et il est évident qu'on écrit toujours sous l'impression du moment, avec exagération. Tantôt lady Ashburton est tout occupée de son installation à Paris, et il y a un mieux sensible. Tantôt elle se représente les fatigues et les ennuis de la route et elle perd courage et le fait perdre à lord Ashburton. Il me semble, tout bien considéré, que son état est assez grave mais non désespéré et qu'il y a même une amélioration notable. Voilà ce que je conclus de nombreux bulletins que m'ont communiqués Mme Baring et d'autres. Un grand point c'est que lady Dufferin (1) l'ac-

(1) Mère du marquis de Dufferin et Ava, qui fut, successivement, gouverneur général du Canada, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, à Constantinople, vice-roi des Indes, ambassadeur à Rome et, enfin, à Paris.

Des écrivains français contemporains ont insinué que la brillante carrière de lord Dufferin était due à la protection de lord Beaconsfield dont il aurait été le fils. Lord Beaconsfield faisait grand cas de la reconnaissance et il n'est pas douteux qu'il ne se crût l'obligé de Mrs. Norton (sœur de lady Dufferin), qui s'était montrée si accueillante au jeune Disraeli. Il n'y faut voir autre chose. Lord Rowton qui avait été, pendant de longues années, le secrétaire particulier de lord Beaconsfield et qui avait hérité de ses papiers, le dit en termes nets, comme il ressort de ce passage du journal de Wilfrid Scawen Blunt, à la date du 28 janvier 1902 : « Rowton me raconta aussi l'histoire qui a couru au sujet de lord Dufferin, qui serait le fils de Disraeli, me disant qu'il avait trouvé, dans les papiers dont il avait hérité, la preuve que Disraeli n'avait fait la connaissance de lady Dufferin que six ans après la naissance de Dufferin. Dufferin, qui connaissait cette histoire, était fort reconnaissant à Rowton de lui avoir commu-

compagnera et s'établira avec elle à Paris. Pour la santé de lady A... il faut absolument qu'elle ait de la distraction. C'est une montre qui a besoin d'un horloger pour la remonter de temps en temps. On se porte très bien à la place Saint-Georges. Mlle Félicie a reparu au salon en robe rose, assez rose elle-même pour une personne qui a passé trois semaines au lit. Avez-vous entendu dire que le Musée Britannique allait acheter à Rome la collection du marquis Campana?

Adieu, cher monsieur Ellice. Je voudrais bien vous donner des nouvelles de ce pays-ci, mais il y a calme plat. On mange beaucoup et on ne fait rien. Mes respects à Mrs. Ellice. Mille amitiés et compliments.

P. MÉRIMÉE.

X

52, rue de Lille, 20 avril 1857.

Cher Monsieur,

Je suis bien fâché d'apprendre que vous êtes souffrant. Les dîners électoraux n'y seraient-ils pas pour quelque chose? J'espère que vous ne demeurerez pas longtemps sur votre canapé et que vous recouvrerez bientôt l'usage de vos cinq doigts, bien que vos amis y gagnent la jolie écriture de Mrs. Ellice en place de vos hiéroglyphes. On vous attendait place Saint-Georges en grande dévotion. Mme Dosne a eu un peu de fièvre, ce qui ne l'aurait pas empêchée de vous choyer comme vous l'êtes partout où il y a des femmes. Lady Ashburton est arrivée. Elle a supporté la fatigue du voyage mieux qu'on ne s'y attendait, mais Francis Baring, que j'ai vu ce soir, dit qu'elle est prodigieusement changée et que je ne la reconnaîtrai pas. Je vais y aller demain, lundi, sans trop d'espérance de la voir, mais je saurai par lord A... quel est son état, et ce qu'il en espère. Le temps est admirablement beau et doux. Impossible de faire du feu et j'ai eu ma fenêtre ouverte toute la matinée. Il y a du vrai dans les

niqué cette preuve qu'il a insérée dans la biographie de sa mère. » Les simples faits sont d'ailleurs assez probants : le 4 juillet 1825, Helen Sheridan, petite-fille du célèbre Sheridan, épousait à l'âge de dix-sept ans et demi, Price Blackwood, troisième fils du baron de Dufferin et Clandeboye. Aussitôt après le mariage, le jeune couple alla s'installer à Florence où naquit leur fils unique le 21 juin 1826. Mrs. Blackwood ne fit la connaissance de Disraeli qu'en 1832 chez sa sœur, l'honorable Mrs. Norton.

articles du *Times* (1) mais beaucoup d'exagération. L'Empereur s'occupe beaucoup de cette question très grave. Il y a un mois, j'en ai causé avec lui. Je lui ai dit les bons effets que j'avais observés des travaux que nous faisions faire dans les provinces pour les monuments historiques. C'est un infiniment petit remède à un très grand mal, mais cela peut mettre sur la voie du remède général. Un ministre auquel je parlais (d'après vous) des inconvénients de notre loi des successions ne m'a pas paru très contraire à un changement de système. Pour moi, je crois que le temps n'est pas encore venu et que le préjugé démocratique est trop puissant. Mais le danger n'est ni dans la dépopulation des campagnes, ni dans la division des propriétés. Il est dans le dérangement d'un certain nombre de cervelles qui, pour obtenir le bienfait de la République, sont prêtes à employer toutes sortes de moyens. Plusieurs de ces messieurs, envoyés par Ledru-Rollin, avaient loué une boutique au Palais-Royal, sous le Théâtre-Français, et y portaient de la poudre pour faire sauter l'Empereur, l'Impératrice et les amateurs de la première scène tragique. Nous trouvons que vous êtes un peu trop aimables pour ces abominables coquins. Il est fort heureux qu'ils soient aussi bêtes que méchants.

Quelles aimables personnes que Mme Baring et sa fille. Il me semble que les deux belles-sœurs (2) ne sont pas trop bien ensemble.

Il est d'autant plus beau à Mrs. Ellice de m'offrir une chambre dans Arlington St. qu'elle sait l'appétit que j'ai et les fatigues que je lui ai causées à me faire du thé. Je voudrais bien encore abuser de son obligeance, mais à présent je suis cloué à Paris. Lorsque vous viendrez à la Pentecôte, il se peut que j'aide John (3) à vous reconduire, surtout si le bordeaux de la rue Saint-Georges vous traite mal. En

(1) Sur les raisons de l'abaissement de la natalité en France. Un examen attentif des numéros du *Times* de cette époque n'a fait trouver qu'un seul article sur ce sujet. Il est du mercredi 15 avril 1857, et, selon l'avis de sir Thomas Barclay, expert en ce qui concerne le *Times* (dont lui et son père ont été les correspondants parisiens), l'article est dû à la plume de lord Courtney, brillant économiste, qui fut membre du Parlement, et appartint longtemps au parti de Gladstone. Il fut sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, en 1880, aux Colonies en 1881, et aux Finances en 1882. On lira peut-être avec quelque intérêt la traduction de son article à la suite de cette lettre.

(2) Mrs. Baring et lady Ashburton.

(3) Valet de chambre de Mr. Ellice.

attendant, j'espère que nous boirons ensemble de celui de ce bon petit cabaret où nous dînâmes si bien sans payer la moitié de ce que nous mangeâmes.

Adieu, cher monsieur Ellice, veuillez présenter mes respectueux hommages à Mrs. Ellice et me croire votre tout dévoué,

P. Mérimée.

Je vous écrirai dès que je saurai quelque chose des Ashburtons.

The Times, mercredi 15 avril 1857.

On ne saurait examiner les statistiques relatives à la population française et comparer le déclin de sa faculté d'accroissement au progrès de cette faculté chez d'autres nations, sans se dire qu'une cause importante d'ordre national ou social est responsable de cet arrêt dans la vitalité de tout un peuple. Ce n'est pas comme si l'abaissement de la natalité était un phénomène purement local, accidentel, ou bien encore dû à quelque trouble politique passager ; il s'est produit peu à peu, et en augmentant, et il semble qu'à présent c'est la population entière qui diminue. Ce qui rend le fait plus surprenant, c'est que cet état de choses n'existe qu'en France. L'énorme et constant accroissement de la race anglaise est trop connu pour qu'il soit nécessaire de le souligner ; mais l'Allemagne et la Russie ne montrent aucun fléchissement dans leur puissance prolifique. Bien qu'il soit hasardeux de se fier aux statistiques moscovites, il semble acquis par le témoignage concordant des voyageurs que dans l'immense territoire soumis à l'empire du tsar la race humaine se multiplie et s'étend. Le progrès accompli par les Allemands est loin d'être méprisable. Il est vrai que des gouvernements réactionnaires et des lois archaïques ont fait de leur mieux pour entraver ce développement, et que le *Vaterland* ne profite pas comme il le devrait de l'accroissement de sa race forte et laborieuse. Mais les Allemands de la génération actuelle sont devenus un peuple d'émigrants. Ce n'est pas qu'ils n'aient fait preuve d'activité chez eux. Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder les réseaux de chemins de fer dont leur pays était couvert alors que la France n'avait installé qu'une ou deux lignes à titre d'essai. La plus grande partie de leur activité, tou-

tefois, s'est tournée vers le Nouveau Monde, et dans ces dernières années ils s'y sont rendus en nombre égalant presque celui des Irlandais et dépassant de beaucoup celui des Anglo-Saxons proprement dits. Et pourtant, malgré cette déperdition, la population, sauf dans certaines provinces du Sud, s'accroît rapidement. A ne considérer que l'accroissement numérique total, le royaume de Prusse et l'empire d'Autriche dépassent de jour en jour leurs voisins du Sud et de l'Ouest. Nous pourrions facilement adopter l'argument qui a cours aujourd'hui en ce qui concerne les races et dire que les nations teutonnes et slaves sont destinées à gagner en puissance, tandis que les nations latines, la France en tête, sont destinées à rester stationnaires ; mais après tout, ce genre de raisonnement équivaut, tout au plus, à dire que ce qui est, est. Il vaut mieux rechercher pourquoi un peuple comme les Français, qui ne montre aucun signe de décadence nationale, qui excelle dans l'art militaire, dans les arts, la littérature et l'influence politique, dont la langue est plus répandue que jamais, dont le pays est la seconde patrie de tout homme cultivé, a perdu cette faculté d'augmenter sa population qui est si active en ce moment chez les autres grandes nations de l'Europe.

Les faits sont nets et montrent qu'il faut faire dater ce déclin du début de la grande Révolution. Des écrivains contemporains ont enregistré des détails qui tendent à expliquer, en même temps qu'ils les corroborent, les résultats du dernier recensement. Par exemple, ils déclarent qu'il y a eu depuis soixante-dix ans une détérioration physique de la race. On nous dit d'autre part qu'avant 1789 la taille minimum pour être admis dans l'infanterie était de cinq pieds un pouce (mesure française). Après un quart de siècle de guerre, le minimum fut réduit à quatre pieds neuf pouces, et fut encore abaissé sous le règne de Louis-Philippe. Si la même taille était exigée aujourd'hui que sous Louis XVI, il faudrait renvoyer dans leurs foyers plus de 100 000 soldats. Cependant, bien que les exigences des autorités soient si modestes, nombre des sujets réformés est sans proportion aucune avec la somme des admis. En six ans, de 1831 à 1837, 504 000 jeunes gens furent admis contre 450 000 refusés. La détérioration, si nous pouvons en croire les statistiques de l'écrivain français que nous citons, n'a fait que s'accentuer. Dans les six

années qui vont de 1839 à 1845, seulement 486 000 furent admis contre 491 000 refusés ; c'est-à-dire que plus de la moitié des conscrits furent jugés inaptes au service militaire soit à cause de l'exiguïté de leur taille, de quelque faiblesse de constitution ou d'une tare physique quelconque. Et cependant, les armées françaises comptent peu d'hommes remarquables par leur haute stature ou la puissance de leurs muscles. Que plus de la moitié de la population ne puisse atteindre au modeste minimum de taille exigé dans les régiments que nous voyons défiler dans les villes françaises, il y a là de quoi inspirer l'inquiétude et l'étonnement les plus vifs. Mais venons à l'explication du problème. Il n'est pas douteux que les guerres dévastatrices de la République et de l'Empire ne soient largement cause de cette détérioration. On peut voir exposée chez presque tous les libraires parisiens une grande feuille intitulée : « Fastes militaires. » En face de chaque jour de l'année s'inscrit le nom d'une victoire ou d'une pseudo-victoire, pendant une période qui s'étend de 1792 à 1815. Pendant ces années, les Français ont pris part à plus de batailles que nous, Anglais, n'en avons livrées depuis le commencement de notre histoire, et leurs généraux de cette époque peuvent, sans hyperbole, être appelés les héros de cent combats divers. Mais cette gloire a été chèrement achetée. Il n'est pas exagéré de dire que toute la portion vigoureuse de la population a été, de ce fait, anéantie, ne laissant que des êtres débiles pour être les pères de la génération à venir ; et quand nous nous remémorons que les batailles de Lutzen, de Bautzen et de Leipzig ont été pour ainsi dire soutenues par des enfants dont l'année de conscription avait été avancée par l'Empereur aux abois, nous pouvons nous faire une idée de la qualité physique des hommes que le conseil de révision a dû rejeter. Il est vraiment étonnant, et cela donne une haute idée du ressort de la race, que la présente génération de soldats français dont la taille et la vigueur sont inférieures à celles de presque tous les autres Européens, témoignent de plus d'entrain, d'endurance et, en général, de toutes les qualités qui entraînent la victoire, que n'importe quel peuple du monde.

Aux massacres des grandes guerres, il faut ajouter le partage obligatoire de la propriété comme cause de la détérioration de la race et de l'abaissement de la natalité. Il est inutile de discuter ici des avantages relatifs de la petite

ou de la grande tenure, parce qu'il y a des pays où l'un des systèmes réussit, tandis que le système inverse est florissant ailleurs. Le vrai principe n'est pas que la propriété soit petite ou qu'elle soit grande mais que le mode de transmission soit libre et conforme au génie de la race et aux exigences de la culture. En Angleterre et dans tout pays où l'individu est entreprenant et ambitieux de sa nature, la petite culture serait impossible. L'Anglais aurait tôt fait de se débarrasser des quelques arpents formant son héritage et se mettrait en route pour Londres ou Manchester, ou bien se ferait marin, ou s'adonnerait à tout autre labeur plus lucratif que de cultiver son petit jardin. Mais les paysans français, à une époque où ils étaient épuisés par la guerre et où nulle entreprise industrielle de quelque envergure n'offrait un champ à leur activité, se trouvèrent sous la coupe d'un système qui donnait à chacun d'eux tout juste le pain quotidien en échange d'un labeur monotone et sans joie. Le morcellement obligatoire de la propriété est, à la lettre, la pire des substitutions, car chaque génération a nécessairement hérité de la pauvreté et du découragement de celle qui l'a précédée. Pendant quarante ans et jusqu'à l'heure actuelle, il n'y a guère eu d'amélioration dans l'état de la misérable population rurale, tandis que se resserre de plus en plus l'étreinte des détenteurs d'hypothèques. Qui s'étonnerait que, dans ces conditions, il n'y ait pas de familles nombreuses et que ces gens appliquent à la lettre les théories de Malthus et de Mill, et se marient avec l'intention de n'avoir qu'un ou deux enfants ou même pas d'enfant du tout? Il n'y a pas d'industrie manufacturière pour employer un surcroît de population ; il n'y a pas d'instruction pour leur montrer comment le peuple peut améliorer sa situation. Le prêtre, le maire n'ont été que les instruments du gouvernement pour maintenir le *statu quo*. Il y a eu, en fait, une stagnation sociale et nous ne pouvons nous empêcher de croire qu'il y a aujourd'hui moins d'instruction et d'énergie parmi la population rurale de France comparée à celle de la capitale que dans le temps qui a précédé 1789. Seuls, le temps et une saine législation pourront remédier, croyons-nous, aux deux grands maux que sont la détérioration physique due à la guerre et l'inertie sociale causée par l'extrême pauvreté des masses, et qu'il faut faire finir si la France doit retrouver, avec ses forces, l'accroissement normal de sa population.

XI

Rue de Lille, 52, 9 juillet 1857.

Mon cher Mr. Ellice,

Me voici dans mes foyers, et je me hâte de vous dire que tout a été blanchi, peint et purifié de sorte que vous n'aurez pas besoin de tremper cette lettre dans le vinaigre. J'ai commencé mon voyage sous de funestes auspices. J'ai confondu le départ de Folkestone du matin avec celui du soir, en sorte qu'en arrivant à la station, j'ai eu la mortification d'exciter l'hilarité des employés. Heureusement, j'en ai été quitte pour partir à huit heures et demie. J'ai profité des deux heures de retard pour monter au monument d'où j'ai pris congé de votre grande ville, et j'ai commencé la séduction d'une marchande d'oranges qui n'avait pas de bas ni de souliers mais qui était bien gentille. La mer s'est trouvée assez agitée, mais mon estomac s'est comporté héroïquement et j'ai eu l'air d'un vieux marin au milieu d'une foule de pauvres diables qui envoyaient leurs dîners dans les flots. Le passage n'a duré qu'une heure trente-cinq. A Paris la boîte allongée, contenant un précieux portrait, a fort excité la curiosité de Messieurs de la douane qui ont insisté pour le voir. Il a fallu en faire l'exhibition. Je leur ai dit que c'était le portrait de lord Palmerston qui l'envoyait au ministre des Finances. Ils se sont respectueusement inclinés et ne m'ont pas autrement visité. Je suis allé porter à Mme Dosne votre lettre et votre portrait. Je sais déjà qu'on se porte bien. Nos gens se consolent de la nomination de Cavaignac, mais font des réflexions sur le suffrage universel qui a donné 15 000 et tant de voix à M. Véron, tandis que de bien plus grands personnages n'en ont pas eu la moitié. On se demande, en outre, ce que pourront être les élections de 1862 et je pense que personne, sauf le *grim gentleman below* ne peut le prévoir. La suspension de l'Assemblée nationale fait un assez mauvais effet. On dit que M. Brillant aurait dû s'adresser au *Siècle*, mais qu'il a conservé des accointances avec ses anciens amis et qu'il garde ses foudres pour de pauvres diables qui ne sont nullement dangereux. Il est certain que ce n'est pas eux qui feront une révolution. A propos de révolution, c'était une révolu-

tion, non pas italienne, mais européenne que méditaient MM. Mazzini et consorts. Trois bravi avaient commission de tuer l'Empereur. On les a arrêtés et ils sont en lieu sûr. En même temps qu'on faisait en Italie les belles choses que vous savez, on a essayé un mouvement en Espagne dont les journaux vous ont appris les résultats. Le gouvernement, qui paraît avoir pendant longtemps traité très bien, trop bien le tas de réfugiés qui se tenaient à Gênes, vient de les mettre en masse à la porte. Je ne sais pas s'ils ne seront pas plus dangereux, courant le monde, que réunis dans la même ville. Qui est une miss White qui paraît s'être mêlée de la dernière échauffourée de Gênes?

J'ai fait remettre à M. Joly la lettre de lord Holland, et mon émissaire en a tiré un reçu. Il a ajouté qu'il écrirait aujourd'hui à Mylord.

Adieu, cher monsieur Ellice, j'ai quitté votre maison le cœur plus gros que je ne pouvais le dire. Vous avez été si bon et si aimable pour moi, ainsi que toute votre famille, que je ne saurais vous exprimer combien j'ai été touché. Je vous prie de faire mes adieux à Mrs. Ellice que je n'ai pas vue et de la remercier encore de toutes ses bontés pour moi. Ses rubans ont eu le succès le plus complet. Je n'y vois pas encore clair dans mes affaires. J'ai encore cinquante lettres arriérées à lire et je ne sais par où commencer. Je vous écrirai sous peu, lorsque j'aurai vu la place Saint-Georges et que je saurai ce que je pourrai faire ou ne pas faire. Adieu, cher monsieur Ellice, mille remerciements encore et mille souhaits pour votre santé et votre prospérité.

P. Mérimée.

On dit ici, mais sans aucune autorité, que les Cipayes de Madras se sont insurgés.

XII

52, rue de Lille,
Vendredi 11 juillet 1857.

Cher Mr. Ellice,

Votre portrait a eu un immense succès dans la rue Saint-Georges (1). On a fait un cri de joie presque comme si on

(1) De Mme Dosne à Mr. Ellice, 12 juillet 1857 :

« Cher monsieur, M. Mérimée nous a donné de bonnes nouvelles de votre santé,

vous avait vu apparaître en personne. J'y ai trouvé Mme Thiers avec la fièvre, au salon, pourtant, mais très dolente. Tout le reste de la famille en très bonne santé. Le maître de la maison si bien portant qu'il y a peu de danger, pour les daims de Glenquoich, qu'il aille les dénicher dans vos *craigs* et vos *glens*. On est fort préoccupé de vos affaires de l'Inde, et aussi de la déclaration de lord Palmerston qui ne paraît pas trop adroite. Au reste nous jugeons les choses en France tout autrement qu'on ne fait chez vous. Personne dans une assemblée française n'oserait dire : « Il est de mon intérêt que mon voisin ne fasse pas ses affaires. » Quoi qu'il en soit, je ne crois pas qu'il ait été bien avisé de donner un tour politique à une affaire qui est peut-être mauvaise, mais qui n'est que commerciale. Il me semble que si le canal de Suez était fait vous auriez moins d'embarras dans l'Inde que vous n'en avez présentement.

Je reçois des lettres d'Espagne inquiétantes. Non que l'échauffourée d'Estrera ait de l'importance, mais on déteste la reine et on la méprise. Les idées monarchiques vont toujours s'affaiblissant dans un pays où elles étaient, en apparence, si bien enracinées. Les rois s'en vont. Lorsqu'on a annoncé aux Cortès l'état intéressant de la reine, un farceur a crié : « L'Auteur ! » comme à la comédie. L'auteur est probablement le petit Arana à qui on doit la petite princesse scrofuleuse actuellement héritière de la couronne ! Cela fait honneur à la fidélité de Sa Majesté Catholique !

Vous jouissez, heureux mortel, de la présence de la comtesse de Castiglione à Holland House, et, à ce qu'on dit, *horresco referens*, de celle de Mme de Meyendorf. Est-il possible que lady H[olland] ne sache pas quelle horrible femme c'est ! Cela passe la permission ! La Meyendorf pourrait dire : « *Barring I am a thief and fond of men, what can be said to my prejudice* (1)? » On était horrifié hier, place Saint-Georges, en apprenant cette visite. Adieu, cher Mr. Ellice, je viens de recevoir une lettre charmante de Mrs. Spiers (2). Bien

mais a ajouté que vous la dépensiez bien vite en repas et en amusements. Il revient très content. Le portrait qu'il a remis à M. Thiers est charmant, c'est bien l'image de votre esprit fin et animé, nous avons crié à la ressemblance et nous vous remercions du bon souvenir. Chacun en a pris sa part... »

(1) Sauf que je suis une voleuse et que j'aime les hommes, que pourrait-on me reprocher?

(2) Mrs. Spiers, veuve de Mr. Spiers d'Elderslie, sera, après la mort de

entendu je n'ai pas dit un mot de sa part à M. Thiers, je n'exécute jamais ces commissions-là.

Je voudrais avoir le courage de vous plaindre dans votre solitude, mais je n'y crois guère. Je suis sûr que vous avez votre nouveau contingent de dames, s'il en reste encore à Londres.

Mille tendresses et sentiments dévoués.

P. M.

XIII

Paris, 52, rue de Lille,
18 juillet 1857.

Cher Mr. Ellice,

Décidément, il faut que je vous laisse aller tout seul à Glenquoich. Outre les petits tracas dont je vous ai parlé, j'ai, en ce moment, la corvée de faire le budget des Monuments historiques, et de le défendre auprès des ministres et du Conseil d'État. Je ne sais trop quand je pourrai me dépêtrer de tout cela. Mme Thiers est beaucoup mieux, mais au seul mot de voyage au Nord, elle jette les hauts cris et allègue ses rhumatismes. On jouit dans son salon d'une température de trente degrés Réaumur, et je ne sais pas comment il n'y a pas encore eu d'apoplexie dans le petit cercle que vous connaissez.

Nous avons enterré hier le pauvre Béranger qui, depuis un mois souffrait horriblement. Les démocrates qui, depuis leur succès dans les élections de Paris, ont repris du cœur au ventre, avaient essayé de profiter de l'occasion pour faire une manifestation ou quelque chose de plus. Ils avaient convoqué pour l'enterrement le ban et l'arrière-ban. Mais l'affaire n'a pas tourné comme ils l'espéraient. L'Empereur, qui aimait Béranger, et qui doit à ses chansons sur son oncle une partie de sa popularité, s'est chargé des funérailles qui ont eu lieu avec beaucoup de pompe, c'est-à-dire avec beaucoup de sergents de ville et de soldats. Tout s'est passé tranquillement. Mais les figures et les blouses qui fourmillaient dans les rues rappelaient les vilaines journées de 1848 et donnaient à penser pour l'avenir. Croyez que ces gens-là

Mrs. « Jeanie » Ellice, la seconde femme de Mr. Ellice, fils de « Bear » Ellice, le correspondant de Mérimée.

sont bien plus redoutables que vos Sepoys qui désertent, laissant leurs fusils au lieu de s'en servir contre vous. Il me semble que l'insurrection de l'Inde se réduit, pour le moment, à une perte d'argent et vous lui avez l'obligation d'un avertissement utile qui vous a montré un danger que vous ne soupçonniez guère. Comme il faut de toute nécessité trouver des remplaçants aux Sepoys, écoutez ce que je vous propose. Pendant la guerre de Crimée, vous avez levé des légions allemandes, italiennes, suisses, et, avec, tous les réfugiés et toute la canaille turbulente de l'Europe. Je ne sais si ces soldats-là auraient fait grand'peur aux Russes, mais ils en faisaient beaucoup à tous les gouvernements qui ont dit qu'on disciplinait les révolutionnaires pour les rendre plus dangereux. Reprenez tous ces héros oisifs et envoyez-les dans l'Inde. La moitié y crèvera, et le regret de les perdre ne sera pas grand ; l'autre moitié s'y acclimatera, s'y disciplinera bien, le *cat o' nine tails* (1) aidant et fera une armée solide et honnête. Ne doutez pas que dans un temps qui n'est pas très éloigné vous n'ayez des explications à coups de fusils avec les Russes, vers vos frontières indiennes. Je sais de très bonne part que les Russes, qui ont à un haut degré le talent de civiliser les sauvages juste assez pour en faire de la chair à canon, s'appliquent à former au bord de la mer Caspienne une armée beaucoup plus considérable qu'il n'est besoin pour tenir dans la soumission les hordes encore indépendantes. Pendant la dernière campagne, ils ont envoyé dans le Nord, en Courlande, en Finlande, en Pologne une grande quantité de Bachkirs et de Colmacks. On m'assure que c'étaient d'excellents soldats, très dociles, très bien disciplinés, tous musulmans, ne buvant jamais une goutte d'eau-de-vie et ne mangeant presque pas. Ces troupes-là, qui sans doute ne valent pas vos soldats qui mangent des beefsteaks et boivent du grog, sont cependant très supérieurs en énergie aux Sepoys de la Compagnie. Il faut vous préparer à les recevoir un jour et à les reconduire dans leurs steppes...

(1) La schlague.

XIV

Paris, 52, rue de Lille,
31 août 1857.

Cher Mr. Ellice,

Je vous avais mandé, je crois, que j'allais faire une expérience sur mes jambes. Je suis revenu hier de Suisse après quelques ascensions pas trop mal exécutées, et j'ai trouvé votre aimable lettre d'une date déjà ancienne. J'aurais parié, rien qu'après en avoir lu la date, que la vue de Kinloch Linchart (1) vous aurait fait plus d'impression qu'à son propriétaire. S'il souffre en dedans, il doit bien souffrir (2). Je vous félicite du vin de Bordeaux. Je croyais que le pays n'en produisait pas.

Quelle abominable guerre que cette guerre de l'Inde ! Si abominable, qu'à en croire le *Times*, elle vous rendrait aussi cruels que les Indiens eux-mêmes. Il y a des articles incroyables, où l'on ne parle que de tuer et d'exterminer, de raser des villes et de détruire des populations. Sans doute, ce n'est pas le cas de faire de la sensiblerie, mais si l'on veut réussir, il ne faut pas procéder comme des barbares. J'ai lu dans une auberge de l'Oberland la lettre de Napier. S'il dit la vérité, comme il semble, votre gouvernement indien a bien des reproches à se faire. La première chose, pour calmer la révolution, c'est de faire cesser les abus et d'être juste, et si l'on mitraille en masse, comme le *Times* le propose, vous éterniserez la guerre. Il serait curieux de rapprocher ces articles de ceux où il s'apitoyait sur le sort des Arabes du Dahra enfumés par le général Pélissier. On juge dans ce moment à Alger une sale affaire qui a mis en lumière les abominations de l'administration militaire en Algérie. Les officiers qui ont vécu longtemps parmi les Arabes prennent leurs mœurs, deviennent des pachas et font des horreurs. Je pense que le résultat sera heureux pour ce pays en détruisant le système de militaires réunissant tous les pouvoirs à l'égard des indigènes.

(1) La propriété de lord Ashburton.
(2) Lady Ashburton était morte le 4 mai précédent.

Calme plat dans la politique, depuis qu'on s'est entendu sur les affaires de Turquie (1). La récolte est magnifique presque partout, et les vignerons disent qu'ils feront du vin excellent aussi bon que l'année de la comète. J'ai reçu ce matin une lettre d'Espagne. On dit que Narvaez a perdu toute son énergie, qu'il n'a pas pour six semaines à conserver le ministère, et que, très probablement, il sera remplacé par Armero. La reine, dit-on, veut absolument avoir sa mère à Madrid pour ses couches, et l'on craint que ce retour, s'il a lieu, ne cause quelque explosion fatale. Cette petite reine a le diable au corps, elle aime à jouer son trône et peut-être sa vie comme d'autres aiment à jouer leur fortune, sur une carte. Avez-vous lu le seizième volume? Je l'ai commencé hier et j'en suis enchanté. Toutes les négociations pendant l'armistice sont des plus curieuses, et admirablement racontées. Il me semble que l'auteur *vires acquiri eundo*. Il est, je crois, à Dieppe en ce moment. Je l'ai vu avant son départ et il promettait le dix-septième volume et dernier avant la fin de l'année. Les montagnes de l'Oberland bernois sont sans doute plus hautes mais pas plus pittoresques que celles de Glenquoich. Il n'y a pas de si bon poisson dans les lacs, ni de pêcheuse aussi habile que celle que vous possédez auprès de vous. Voilà le résultat de mes observations approfondies après trois semaines de Suisse. J'ai vu l'armée fédérale sur pied pour les exercices d'été. Franchement, je crois qu'il a été heureux pour eux qu'on se soit mêlé de leurs affaires. Les milices ont l'air de méchants soldats et vous n'êtes pas de ceux qui croient qu'avec du patriotisme on rosse une armée régulière. Où en seraient les Espagnols si Wellington n'était pas venu en aide à leur indépendance?

Adieu, cher Mr. Ellice. Veuillez me mettre aux pieds de Mrs. Ellice et d'une demi-douzaine d'autres pêcheuses que vous avez sans doute à Glenquoich. Comment, dans la sage et vertueuse Écosse, permet-on qu'un seul homme se fasse faire la cour par les jolies et les plus aimables femmes? Vous

(1) Allusion au voyage à Londres de l'Empereur et de l'Impératrice à propos de l'affaire des « Principautés » que la Turquie et l'Angleterre voulaient voir administrées par deux hospodars, tandis que la France et la Russie voulaient qu'il n'y en eût qu'un. Napoléon III, mécontent des résultats des négociations de son ambassadeur à Londres, M. de Persigny, passa le détroit et obtint gain de cause.

ne parlez pas de goutte. J'espère que vous ne vous rappelez plus ce que c'est.

P. MÉRIMÉE.

XV

22 novembre 1857.

Cher Mr. Ellice,

Rassurez-vous, rassurez Mrs Spiers. J'ai vu ce soir notre ami gros et gras *in high spirits* (1). Il ne mourra pas de ces sangsues (2). Il est prédestiné à être brûlé vif quand le père Veuillot fera un autodafé de tous les mécréants philosophes et autres. Il prétend qu'il a tiré douze perdreaux l'autre jour. Je crains qu'il n'y ait un peu d'exagération, comme dans les bulletins de bataille. Le fait est qu'il m'a paru parfaitement rétabli. Mme Dosne, cependant, a l'air de vouloir l'empêcher de travailler. On parle vaguement d'un voyage dans le Midi, mais il est probable qu'on restera place Saint-Georges et qu'on finira dans le dix-septième volume. Il est aussi question de départ chez les Hollands. En effet, les voilà installés à merveille dans le plus joli apparte-

(1) De fort joyeuse humeur.

(2) De Mme Dosne à Mr. Ellice, Paris, 7 novembre 1857, samedi : « Mon cher monsieur, votre ami vous remercie beaucoup de vos bonnes propositions. Son premier mouvement était de les accepter, mais la réflexion lui a fait sentir qu'il n'était pas encore assez en train pour se livrer aux hasards d'un voyage. Son indisposition était purement nerveuse comme je vous l'ai mandé, et, par une sorte de fatalité, son médecin ayant cédé au vif désir qu'il lui exprimait depuis longtemps, a permis qu'on lui posât quelques sangsues, affirmant toutefois qu'une émission de sang ne lui serait pas favorable, et qu'il la fallait très légère. Une fois en possession de cette ordonnance arrachée, votre ami a voulu une garde spéciale pour la mettre en œuvre, et, malgré mes conseils, s'est fait tirer du sang jusqu'à la syncope. Le mal étant fait, il n'y avait plus rien à dire et seulement à réparer, par une bonne nourriture, l'affaiblissement causé par cette espèce d'hémorragie. On ne refait pas tout d'un coup des nerfs ébranlés. Avec un peu de temps et de repos, votre ami reprendrait vite son niveau, mais aussitôt que ses forces reviennent, le voilà à l'histoire, aux courses, aux distractions. Il perd en une journée ce qu'il a gagné en deux ou trois. Tout exercice forcé de quelque nature qu'il soit l'empêchera de se remettre complètement, et, avec sa vivacité naturelle, régler ses mouvements est chose impossible. L'un le tire d'un côté, celui-ci d'un autre, etc. Les ennuyeux discours de sa vieille belle-mère ne sont guère écoutés, ceux de sa femme, de sa belle-sœur, pas davantage. Cependant, ces deux dernières sont toutes charmantes, parfaitement aimables et soigneuses pour lui. Ce serait un paradis pour beaucoup d'autres. Voilà le côté noir du tableau... »

ment de Paris. Maintenant, ils veulent aller à Naples. C'est-à-dire, ils disent tantôt oui, tantôt non. Le temps est si extraordinairement beau, qu'on a peine à croire qu'on puisse en trouver un pareil ailleurs. Mais il se peut bien qu'au premier brouillard ils se mettent en route. Lord Brougham (1) passa par ici l'autre jour allant à Cannes, en famille, à ce qu'il dit. Je ne puis me persuader qu'il a une femme (2). Je pense aller lui dire bonjour dans peu. J'ai appris qu'il était brouillé avec lord Londesborough et que Cannes était divisé en deux camps. J'essayerai d'observer une prudente neutralité entre les deux parties belligérantes. M. Fould est à Londres en ce moment, pour causer avec les banquiers et les financiers de la crise monétaire qui commence à nous préoccuper beaucoup. Les gens de Bourse blâment l'Empereur d'avoir fait dire dans le *Moniteur* qu'on ne rendra pas le billet de banque obligatoire, et que la mesure sera peut-être bientôt commandée par la nécessité. Je crains que nos amis de Bath House (3) n'aient souffert de ces banqueroutes américaines. Savez-vous ce qu'il en est? On dit ici que le duc de Hamilton a beaucoup perdu, il lui en restera toujours beaucoup plus qu'à moi. Nous craignons que la fabrique de Lyon ne souffre beaucoup cet hiver par suite de la crise américaine. Il en sera de même probablement chez vous pour vos manufactures qui seront obligées de suspendre la fabrication, faute d'acheteurs. Il y a aussi un peu de gêne à Marseille où l'on a accumulé du blé dont on ne sait que faire, la récolte ayant été très abondante. Je viens de passer huit jours à Compiègne assez gaiement. Nous avons joué des charades et fait mille bêtises pour la fête de Sa Majesté. Tout le monde avait fait venir de Paris des bouquets pour le 15. Comme je ne regarde jamais l'almanach, j'ai été pris sans vert. J'en ai bravement volé un qui avait déjà été offert et je l'ai présenté comme neuf. Je suis devenu amoureux de lady Ossulston (4). Nous avions encore la duchesse de Manches-

(1) Lord Brougham, membre de la Chambre des lords, du parti whig, fut plusieurs fois lord chancellor.

(2) Il avait épousé, en 1819, Mary Anne, fille de Thomas Eden, fils de sir Robert Eden, Bart. Elle mourut en 1865, trois ans avant lui.

(3) Les Baring.

(4) Lady Ossulston était la fille aînée du sixième duc de Manchester et avait épousé lord Ossulston, fils aîné du comte de Tankerville. Lord Malmesbury, qui avait épousé Emma Corisande, fille de lord Tankerville, et, par conséquent,

ter (1) dont nous avions fait la déesse de la beauté dans une parade mythologique, où elle a récité des vers avec son accent allemand de façon à faire rire un mort. Il y avait aussi lord Wilton (2) qui est un fort chasseur devant le Seigneur et sa fille lady Egerton, qui est fort aimable. Les méchantes langues disent que le duc de Manchester a été bien aise d'emmener sa femme qu'on trouvait trop jolie. Elle a pourtant les épaules trop hautes et les pieds trop germaniques.

Adieu, cher Mr. Ellice, je vous souhaite santé, joie et prospérité. Je vous écrirai de Cannes si le pays mérite votre visite. Mille respectueux hommages à Mrs. Jeanie (Ellice).

P. Mérimée.

XVI

Dimanche soir, 31 janvier 1858.

Cher Mr. Ellice,

Je ne veux pas laisser passer tout à fait le mois de janvier sans vous souhaiter la bonne année. Si je ne l'ai pas fait plus tôt, c'est qu'on me disait qu'on ne savait où vous prendre. Tantôt on vous disait en grande *flirtation* dans le nord de l'Écosse, tantôt voyageant dans le Midi de l'Angleterre avec une ou *deux* dames, jamais moins d'une. Enfin, il paraît que vous vous rangez et que vous revenez au bercail. J'en profite pour vous écrire et vous donner des nouvelles de ce pays-ci. Les braves gens y meurent. M. Gabriel Delessert est mort cette nuit à Papy d'une fluxion de poitrine. Il avait chassé et pris deux cerfs, il y a huit jours. Il eut un peu de fièvre et s'avisa, par la gelée, d'ouvrir sa fenêtre et de rester au froid. Il est mort sans perdre sa présence d'esprit. Il s'est fait la barbe hier matin. On lui apporta une jolie fleur qui venait d'éclore à Papy. Il se souvint que l'Impératrice avait remarqué cette fleur quand elle était enfant, et il la lui envoyait en lui faisant dire qu'il la priait de l'ac-

était le beau-frère des Ossulston, parle de cette visite dans son journal à la date du 24 octobre : « The Ossulstons are going to Compiègne for the Fête there. »

(1) Comtesse Louise Frederike Auguste, fille du comte d'Alten, mariée au septième duc de Manchester, belle-sœur de la précédente.

(2) Lord Grey of Wilton, gendre du comte Derby, leader de l'opposition tory.

cepter comme un présent d'adieu. Elle est accourue à Papy une heure après et est venue lui serrer la main en pleurant. Vous savez comme elle est bonne et tout le courage qu'elle a montré le 14 (1). Un petit homme de vos amis (2) me disait ce soir : « Les assassins ne tuent pas les princes, mais ils leur font faire des bêtises. » Je crains que cela ne soit trop vrai. On nous annonce des lois très sévères, en apparence, qui ne donneront pas grand pouvoir nouveau, qui feront beaucoup crier, et qu'on n'exécutera pas, parce que tout le courage qu'il faudrait pour les mettre en pratique on l'aura dépensé à les faire passer. Il est certain qu'il n'y a pas de loi et pas de police qui puisse empêcher un coquin possédant cent mille francs et une forte dose de folie féroce, d'essayer un assassinat. C'est le cas d'Orsini, cas heureusement rare, mais qui peut se renouveler dans un temps comme le nôtre et avec des passions politiques aussi bêtes et aussi barbares qu'elles sont en Italie. Le premier mouvement de l'Empereur avait été excellent lorsqu'il a répondu aux présidents du Sénat et du Corps législatif qu'il ne changerait rien à son système de modération et de fermeté. Malheureusement, tous les courtisans et tous les ralliés, tous les amis du lendemain veulent faire du dévouement et poussent aux extrêmes afin de garder leurs places. Tout cela est fort triste. Vos affaires de l'Inde ne paraissent pas aller vite. Il faudrait avoir un corps d'opérations plus considérable et je crois que lord Palmerston doit regretter de n'avoir pas envoyé les troupes par le plus court chemin. On nous dit que les projets contre la Compagnie des Indes sont à peu près abandonnés. Lord Brougham est ici, chassé de Cannes par sa maison qui lui est tombée sur la tête. Un plafond s'est écroulé, a brisé des lits où, heureusement, il n'y avait personne. Lord Holland a la grippe comme presque tout le monde ici. Lady Holland ne se rétablit pas vite. Je n'ai pu les voir bien que j'y sois allé plusieurs fois depuis mon retour de Cannes. On se porte à merveille place Saint-Georges et l'on y dit beaucoup de mal de vous. Je suppose que vous êtes à la noce de miss Baring. Lord Ashburton m'a paru charmé de ce mariage. J'ai vu le futur (3), qui m'a paru plus propre à se

(1) Le jour de l'attentat d'Orsini.

(2) Thiers.

(3) Lord Euston, futur duc de Crafton. Il avait trente-neuf ans à l'époque de son mariage.

marier avec la mère qu'avec la fille. Mais depuis vous et moi il n'y a plus de jeunes gens.

Adieu, cher Mr. Ellice, veuillez me mettre aux pieds de Mrs. Ellice et agréer l'expression de tous mes sentiments si dévoués. Je crois que j'irai vous dire bonjour à Londres vers la fin du mois prochain. Je suis rapporteur et président d'une commission pour la réorganisation de la Bibliothèque Impériale et j'aurai besoin, pour mon rapport, de revoir le British Museum que nous nous efforcerons, en vain, d'imiter (1).

P. Mérimée.

XVII

Paris, 1er mars 1858.

Cher Mr. Ellice,

Mme Baring que j'ai vue hier (plus jeune et plus jolie que jamais), m'a dit que vous aviez eu des clous, et je vous plains de tout mon cœur, car je sais trop ce que c'est. Les vôtres sont *fructus belli*, le fruit des belles ! Voilà ce que c'est d'avoir voyagé dans le Nord avec deux jolies femmes comme mes espions me l'ont mandé. Mes clous à moi ne provenaient que de l'ennui et des tracas que me donne la Commission de la biliothèque dont je suis président et rapporteur. Je lui devrai, cependant, le plaisir de vous serrer la main, ce mois-ci, car je pense aller étudier à Londres pendant quelques jours les *improvements* et les malices de notre ami Panizzi. J'ai eu, aujourd'hui des nouvelles de lady Holland qui est à Naples et qui s'est fort bien trouvée du voyage. Il paraît qu'on est fort partagé sur la question de savoir si votre nouveau ministère (2) est, ou non, viable. Quelle drôle d'affaire ! Je croyais que vous étiez des gens sérieux et raisonnables, mais il me semble que vous êtes aussi fous que nous l'avons été du temps de Louis-Philippe pour l'affaire Pritchard. Je vous concède que, de notre côté, nous avons fait quelques bêtises, notamment l'insertion de ces adresses au *Moniteur*, mais dans tout cela il n'y avait pas lieu à un

(1) La bibliothèque du British Museum avait été complètement réorganisée par Panizzi, l'ami de Mérimée, qui l'était aussi de Mr. Ellice, au point de lui communiquer les lettres de leur correspondant. De sorte qu'un court billet de Mérimée à Panizzi se trouve mêlé aux lettres que nous publions.

(2) Le ministère Derby qui existait depuis le 24 février précédent et qui devait durer jusqu'au 11 juin 1859.

reproche pour lord Palmerston, du moment qu'on avait déclaré ici que ces adresses avaient été insérées par méprise (1). La note de Walewski n'avait rien d'aigre et il n'y a que deux manières d'y répondre, c'est : « J'approuve ou je désapprouve les assassins. » Je suis convaincu que vous sentirez un jour les effets des leçons que nos « rouges » donnent dans vos villes manufacturières. Ce n'est pas l'esprit révolutionnaire qui manque à la canaille anglaise, mais, fort heureusement, elle n'a ni organisation ni goût pour conspirer. Elle a des ébullitions de violence qui se terminent par quelques fenêtres brisées. Je crains que nos rouges ne lui apprennent autre chose. Vous avez les plus habiles professeurs de tous les pays et ils ne peuvent manquer de former des élèves. Notre ami de la place Saint-Georges disait que « les assassins ne pouvaient venir à bout de tuer les souverains, mais qu'ils leur faisaient faire des fautes ». On en fait pas mal depuis six semaines. Les lois qu'on vient de faire ont l'inconvénient de montrer de la peur, et les Français n'admettent pas que le chef d'un État ait des inquiétudes. La défiance du chef met tout le monde en effroi. Cependant il y a quelque chose de bon, c'est qu'un certain nombre de boutefeux se sont esquivés sans tambour ni trompette. A Paris et dans les provinces on a arrêté un très petit nombre de socialistes tapageurs qui avaient sous leurs ordres ou sous leur influence un gros d'imbéciles. Si tout se borne là, comme il y a apparence, les choses n'en iront que mieux et l'on saura gré au gouvernement de ne pas faire usage d'un pouvoir qui était peut-être devenu une nécessité. Nous

(1) Cette affaire du procès S. Bernard fut indirectement la cause de la chute du cabinet Palmerston qui avait voulu faire voter le Refugee Bill, tendant à une réforme quasi internationale de la procédure pour juger les crimes politiques. Mais, comme l'écrit fort bien lors Malmesbury, à la date du 9 février, « l'Empereur avait froissé le sentiment national anglais en paraissant approuver les adresses des colonels insérées au *Moniteur*, et John Bull est en colère, de sorte que l'Empereur a beau déclarer qu'il n'en avait pas eu connaissance et les regrette, l'Angleterre est très offensée et n'est pas disposée à changer sa procédure pour plaire à la France ». Elle le lui fit bien voir le 20 février, quand le ministère tomba à cause du Refugee Bill où l'opposition l'emporta à la majorité de 19 voix. Malmesbury dit « que Palmerston fit un discours emporté et alla jusqu'à montrer le poing à la « Manchester clique », et il ajoute : « La figure de Disraeli valait un monde ! C'était un mélange de triomphe et d'ironie qu'il était impuissant à dissimuler. » Il devait faire partie du nouveau ministère en qualité de Chancellor of the exchequer (ministre des Finances), tandis que Malmesbury lui-même eut le portefeuille des Affaires étrangères.

avons en France une douzaine de départements où tout homme qui travaille pour vivre est persuadé que son voisin, qui le paye, est un aristocrate digne de mort. Les chefs des rouges avaient donné leur mot d'ordre pour le 15 janvier et dans quelques provinces, par exemple dans le Nivernais, il y a eu des rassemblements de paysans armés et pourvus de sacs, prêts à se mettre en route pour piller la ville voisine. Je ne comprends pas trop ce que deviendra un pays ainsi gangrené, ayant le suffrage universel. On nous dit que lord Cowley reste à Paris et que la reine lui a écrit pour l'inviter à demeurer à son poste. Je crois qu'il n'avait pas grand besoin d'être exhorté à le conserver. Dans l'état d'irritation bête où l'on est dans les deux pays, je crois qu'il est très sage de le laisser à Paris où il est très aimé de tout le monde et où il peut faire beaucoup de bien. Est-il vrai que lady Harriot Saint-Clair (1) est fort malade? Mme Baring m'a fort effrayé à son sujet. J'espère que son état n'est pas si grave qu'elle dit. Si vous avez l'occasion de lui écrire, veuillez me mettre à ses pieds, et surtout à ceux de Mrs Spiers. Était-elle une des deux victimes que vous avez promenées triomphalement dans le Nord à ce que rapporte la chronique scandaleuse? Convenez que vous auriez dû m'appeler et vous souvenir du proverbe : *Every man his bird* (2).

Adieu, chez Mr. Ellice, rappelez-moi bien tendrement au bon souvenir de Mrs Jeanie et M. votre fils.

P. Mérimée.

(1) Lady Harriet Sinclair, femme charmante et spirituelle, qui épousa le comte de Münster, ambassadeur d'Allemagne à Londres.

(2) Littéralement : *A chaque homme, son oiseau*, ou *A chacun sa chacune.*

Prosper Mérimée.

(A suivre.)

Réflexions d'Outre-Vosges

Passé les Vosges, nos idées sur la politique chavirent. Le Français n'y trouve ni ses façons de penser sur les choses de l'État, ni ses habitudes de réagir aux événements publics.

Tout est pour lui surprenant en Alsace. Les contraires y apparaissent semblables. L'opinion publique s'y montre incohérente, — comme partout, direz-vous, — mais autrement qu'ailleurs ; la logique cachée de son instinct nous y est insaisissable.

Il ne faut donc pas s'étonner que gouvernement et administration errent à l'aventure, peut-être même souvent pataugent. Rien ne les a préparés à cette tâche nouvelle ; il n'y a point de chefs pour les guider. Quant aux hommes de parlement, ce n'est pas dans les quelques minutes de réflexion (et quelle réflexion !) qu'ils accordent aux choses, qu'ils pourraient saisir un fil d'Ariane leur permettant de pénétrer le caractère d'une population devenue psychologiquement assez différente des Français de 1929. Ce n'est pas dans de brèves apparitions à des banquets, ni dans des voyages hâtifs ou même mis en scène, ce n'est pas en écoutant les opinions contradictoires parfaitement partisanes des parlementaires alsaciens qui, presque jamais, ne savent se mettre d'accord entre eux sur l'essentiel, que ceux qui ont charge de gouverner pourraient trouver les éléments

d'une doctrine politique ou d'une méthode de gouvernement.

Ils sentent la barrière à laquelle ils se heurtent, mais ils ne la voient pas.

C'est que, depuis 1871, des divergences essentielles se sont dessinées dans la manière de sentir des deux populations.

Et pourquoi ces divergences?

Quelles sont-elles?

Comment se sont-elles formées?

Nous allons chercher.

*
* *

Disons-le d'emblée. Au fond toute la question revient à l'idée qu'on se fait des rapports entre l'individu et l'État, au sentiment de patrie.

Il y a patriotisme lorsqu'une communauté d'intérêts physiques et moraux s'exprime par une communauté de sentiments. Et tant que la notion de cette communauté d'intérêts n'a pas pénétré la conscience d'une population, ce sentiment ne peut pas naître.

Or, à l'heure où nous sommes, la grande masse des Alsaciens aperçoit encore trop de différences entre ce qu'ils croient ou constatent être leurs intérêts — moraux surtout — et ceux des Français nouveaux venus, pour pouvoir se sentir redevenus Français.

Après 1918, on a pensé « assimiler » les Alsaciens. Était-ce bien pensé? Qui dit assimiler, dit proprement faire semblable, donc effacer l'originalité de l'un des termes pour lui incorporer celle de l'autre. Pourquoi? De quel droit? Annexer eût suffi, ne trouvez-vous pas? Jadis quand les Français vinrent pour la première fois conquérir nos terres éparses que leurs rois allaient forger en province, ils se bornèrent prudemment à exiger que la population acceptât un transfert à la couronne de France, et, par voie de conséquence, un singulier renforcement de l'ancienne souveraineté impériale presque évanouie. Pour le reste, pour le point de savoir si ces nouveaux sujets étaient ou non des Français, ou le deviendraient plus ou moins vite, on ne s'en préoccupa point. Sagement. Le temps, attribut de la couronne, y pourvoirait et l'événement a prouvé, cent cinquante ans plus tard, qu'il y pourvut.

Ainsi, dans la mesure où il était souhaitable qu'elle se fît, l'assimilation s'effectua d'elle-même alors. On voit que cette mesure était large et élastique, mais elle ne représentait pas de péril pour un état historique non démocratique, et, comme l'écrivait finement il y a vingt ans le professeur Werner Wittich (1), « l'état historique fondé sur la domination (Machtstaat) » peut comporter des populations très diverses et demeurant allogènes les unes par rapport aux autres, « car il peut sans inconvénient leur concéder de l'autonomie ».

Or, tel n'est pas le cas de l'état démocratique à la mode de nos jours. Les assimilations lui sont difficiles (un coup d'œil sur l'Europe actuelle en fournit des preuves de tous côtés), parce que ces États sont d'une autre nature : ils ne sont plus fondés sur l'antique concept de la nation mais sur l'idée abstraite, je dirais volontiers extra-humaine, même inhumaine de la « nationalité ».

Dans l'état féodal et, plus tard, dans l'État louisquatorzien, la nation était le fruit de l'histoire, le résultat de la coexistence, sous un même sceptre, de populations qui pouvaient être très différentes de toutes manières ; à la longue l'action du sceptre, par la communauté de sort qu'il leur imprimait, les amenait à cette conscience de la communauté d'intérêts, génératrice de la communauté de sentiments, qui est pour les humains le lien le plus résistant. Assurément les similitudes de religion, de langue et de coutumes étaient, elles aussi, des facteurs agissants. Mais ils furent toujours des facteurs secondaires ; le facteur majeur, le forge-Etat par excellence fut en tous temps l'événement. C'est-à-dire la volonté des hommes et la vie, c'est-à-dire la nature avec ses imprévus, ses incohérences et ses beautés.

Il n'en est pas de même dans l'État démocratique fondé sur l'idée de nationalité ; il est issu des rêveries du dix-huitième siècle et des réalisations brutales de la Révolution de 1789 à 1814. L'État de cette sorte entend délibérément se constituer sur un modèle préconçu : l'assemblage des populations en corps national ne sera plus que subsidiairement le fait des hasards de l'histoire ; à la vérité, faute de mieux, on mettra cet argument en avant lorsqu'il servira à justifier

(1) *Revue alsacienne illustrée.*, 1909. Prof. Werner WITTICH, *Kultur und Nationale bewresstsein im Elsass.*

des annexions et qu'on sera le plus fort ; mais on le repoussera avec une vertueuse indignation lorsqu'il jouera contre vous : les démocraties sont passionnées et illogiques.

Volens nolens, les populations se grouperont selon des ressemblances une fois pour toutes définies. Une classification arbitraire est à la base ; c'est elle qui détermine ce qui est désormais la « nationalité » dont les caractères sont en apparence très évidents mais qui sont en réalité complexes et qui prêtent aux pires divagations de la passion : similitude de langue (comme si la langue ne changeait pas au cours du temps : voyez Provence, voyez Belgique, voyez Norvège), similitude de race, et ici nous bondissons en pleine idéologie, — qu'est-ce qu'une race? Nul ne se charge de le dire. Je dirai, moi, volontiers : une race est quelque chose qui n'existe pas encore, qui se forme toujours et qui demain pourra être pour changer aussitôt. Enfin, identité de culture. On serait encore plus embarrassé de dire ce qu'est au juste cette culture (kultur?), où elle commence, où elle s'arrête. H. Stewart Chamberlain a écrit un beau chapitre pour tenter de la différencier de civilisation ; il veut y voir l'héritage d'un patrimoine fabuleux où figurent côte à côte des mythes, des légendes, le butin littéraire et artistique transmis par le temps, et les souvenirs communs de conquête, de souffrances et de gloire ; mais, lorsqu'on le pousse au pied du mur — comme l'a fait la guerre de 1914-1918 — celui qui parle ainsi en est réduit soit à renier le christianisme historique, c'est-à-dire à nier la durable action de labourage exercée par le catholicisme sur tous les peuples de l'Europe et à proclamer, comme H. S. Chamberlain et ses émules, les racistes allemands, la réalité d'un rêve de Walhall, l'existence d'un germanisme de fiction où l'on fait rentrer de force, pêle-mêle, Çakya-Mouni, Jésus-Christ, Wôtan, saint François, Dante, Luther, Giordano Bruno, Descartes et Kant ; et, s'ils ne s'enferment pas dans ces rêveries, les partisans du nationalisme fondé sur la culture en sont réduits à reconnaître la prééminence de cette communauté d'un héritage romano-chrétien qui, au lieu de distinguer entre eux les peuples d'Europe, les unit.

Et ceci est l'opposé de la notion de nationalité.

Dans un état construit sur de pareils principes, que j'appellerai « nationalitaires » (par opposition au principe national), il est impossible de conserver aucun élément qui ne

soit assimilé. L'État se trouve obligé de les contraindre tous à devenir conformes au type idéal qu'on a mis à sa base. Et il faut donc que, de gré ou de force, il transforme les allogènes. Seule, cette transformation légitimera leur maintien dans sa souveraineté ; cela peut susciter, de sa part, de la tyrannie, cela peut provoquer, chez eux, de la résistance.

Les idées wilsoniennes aujourd'hui en vogue ont rendu plus probable cette résistance. La doctrine qui, dans son insanité, proclame le droit absolu des peuples à disposer d'eux-mêmes (sous-entendu : tout de suite et selon leur caprice du moment), constitue pour tout État « nationalitaire » un péril de tous les instants, car elle le contraint à assimiler à tout prix les éléments allogènes.

L'Europe en fait, de nos jours, l'expérience partout.

Et la France, si harmonieuse, si bien construite par l'histoire, mais muée en état nationalitaire par la démence démocratique, en fait, elle, la douloureuse épreuve en son Alsace et en sa Lorraine reconquises.

Maintenant, rentrons, par là, dans l'actualité des faits de chez nous.

*
* *

L'Alsacien est à la fois de caractère essentiellement contradicteur et « peuple », et cependant partisan de la manière forte.

Qu'il soit contradicteur, ce n'est pas pour déplaire au Français ; le Français aime voir rosser le commissaire et, Gaulois comme nous, il doit comprendre que nous résistions avec peine au plaisir de prendre instantanément le contrepied de ce que dit l'autorité. Mais le Français s'explique beaucoup moins qu'il puisse être, lui, le commissaire qu'on rosse. Et il déteste qu'on ne pense pas comme lui ou qu'on ne veuille pas de ses lois, quand l'autorité, c'est lui.

Voilà déjà l'un des aspects de l'incompatibilité autour de laquelle de méchantes gens font tant de tapage.

Peuple, l'Alsacien l'est aussi. Je ne dis pas forcément populacier ou vulgaire, encore moins démocrate au sens idéologique de ce mot ; il est peuple, c'est-à-dire qu'il ne cherche pas à passer pour plus huppé qu'il n'est, le hobereau comme le rustre, le grand industriel comme son ouvrier — s'il n'est pas un enrichi d'hier. Il est peuple parce qu'il goûte

avec un délice à la fois fin et grossier sa propre saveur de terroir ; il l'est peut-être aussi parce que jamais, chez nous, le peuple ne fut vraiment humilié. La condition d'homme libre, jadis, fut la règle, en sorte que l'extraction populaire n'impliqua pas de diminution sociale. Ceci pour les campagnes. Mais dans les villes ce trait de caractère se trouve encore plus accusé. Nos petites cités furent le berceau de notre « nationette » provinciale. Autonomes, indépendantes, quelques-unes nettement souveraines, elles restèrent, trois siècles durant, organisées en républiques à l'ancienne mode, c'est-à-dire en petit États où régnaient à tour de rôle, — se querellant, sans doute, — des pairs qui ne sortaient pas de leurs modestes conditions artisanes, qui ne se départaient ni de leurs manières bonhommes, ni de leur langage, ni de leurs mœurs de fiers aristocrates populaires. Chez l'Alsacien, cette conscience de pouvoir *noblement* rester peuple est sans conteste, à l'origine de sa fierté un peu coq hardi et de sa tendance à afficher aujourd'hui sa populacerie, de la gloriole qu'il en tire, de son penchant à s'y draper complaisamment, presque de façon provocante et qui prend, de nos jours, des formes imprévues, telles que : affecter de parler le dialecte dix ans après la fin de la guerre, et quand même il sait le français, pour nous vexer, et pour nous bien montrer qu'il est un homme libre, très libre.

Contradicteur, peuple, il est aussi féru de l'autorité.

Il veut être gouverné par une main forte, mais il excelle à distinguer la faiblesse violente de la force calme. Il veut sentir chez ses chefs l'existence d'un propos délibéré, pratique, sainement conçu, mené à sa fin avec énergie et tranquillité. Lorsqu'il éprouve le sentiment qu'il en est ainsi, assurément il grogne, car il grogne toujours, mais il grogne gentiment et il se soumet ; il sera même disposé volontiers à leur faciliter leur tâche.

Mais malheur au chef qui tâtonne, hésite, qui atermoie ou se dédit. Nous le voyons en ce moment.

*
* *

Ces caractères contribueront peut-être à faire comprendre l'attitude politique de la majorité des Alsaciens dans le passé et en particulier pendant la Révolution et l'Empire et au cours du dix-neuvième siècle. La Révolution leur apporta l'illusion

de retrouver sur une plus grande échelle leurs souverainetés citadines d'antan. Pour la voir de trop près, ils confondirent la « Liberté » avec leurs libertés anciennes. La destruction des institutions politiques hiérarchisées leur parut un retour aux temps où les bourgeois des cités humiliaient les seigneurs féodaux ; celle des institutions ecclésiastiques ne les indigna pas au point, comme ailleurs en France, de se lever en chouannerie. Étaient-ils de « gauche », au sens que nous donnons à ce terme? Bien peu, et dans les hautes classes peut-être, et par voltairianisme. Mais la coexistence séculaire des deux confessions égales les avait habitués à ne pas attacher à l'une d'elles une importance aussi vitale que dans les pays où régnait l'unité religieuse ; et le protestantisme, lui, passait à peu près entre les gouttes de l'orage. On sut attendre. Le bon sens devait reprendre le dessus ; on y comptait : tous les mémoires du temps l'attestent.

Plus tard, au dix-neuvième siècle, le retour à des institutions raisonnables sous la Restauration, fit de l'Alsacien volontiers un homme d'opposition. Comme les autres Français, il éprouvait alors un grand besoin de repos et de stabilité, — ce besoin on s'attachait à le satisfaire — mais son caractère bouillant l'emportait encore ; il se sentait toujours entraîné par l'esprit guerroyeur de l'Empire qui lui convenait si bien et lui donnait si bien les illusions d'une gloriole que ses aïeux avaient tirée de leurs libertés.

Devant ses libertés perdues depuis la Révolution, cet esprit belliqueux, comprimé par la paix, allait se tourner vers une opposition systématique à l'autorité. Et cependant il respectait, il aimait cette autorité, il la reconnaissait bienfaisante. Comme elle était conservatrice, il se fit de « gauche ». Sous la Restauration, sous Louis-Philippe, sous le second Empire, toujours l'ensemble du peuple et une grande partie des hautes classes furent de gauche ; en 1869 ils envoyaient encore à Paris des députés avancés.

Mais tout changea, de nos jours, quand d'abord l'Allemagne diviseuse, puis notre démocratie sectaire eurent posé le problème sur le terrain confessionnel.

Il n'y eut pas de grands changements du côté des protestants ; leurs préventions antiromaines les empêchent souvent de faire une politique de droite par seule crainte de pactiser avec les catholiques. Mais de l'Alsacien d'extraction catholique, il faut dire qu'il est soit pratiquant et clérical,

soit anticlérical et non pratiquant. Il n'est presque jamais, comme sont tant de Français, catholique mais anticlérical. Et ce fait tend, de nos jours, à renverser en Alsace toutes les données politiques, ailleurs constantes.

C'est ainsi que le radical franc-maçon, le socialiste unifié sont, à de faibles exceptions près, tricolores de la tête aux pieds. Cela vous déconcerte, Parisiens? il y a de quoi. Ils restent des « patriotes » à la façon de quatre-vingt-treize ; ils se montrent les ennemis les plus intransigeants du mouvement autonomiste. Or s'ils sont nationaux en Alsace, c'est exclusivement par anticléricalisme et c'est, sans doute aussi, en grande partie parce que les chefs du mouvement sont surtout d'extraction protestante. Ils se sont faits nationaux parce que Rome est internationale et que, dans le catholicisme, ce qui choquait le plus leur esprit protestant, c'est le caractère universel de l'Église. N'oublions pas non plus que le protestantisme alsacien n'est guère de tradition calviniste ; qu'il est surtout luthérien, ou encore plutôt bucérien, qu'il plonge donc ses racines dans le nationalisme confessionnel caractéristique de la Réforme allemande, celle dont une des raisons d'être fut de se séparer de Rome étrangère.

Alors, qu'ils soient d'origine catholique ou protestante, ces radicaux, ces socialistes prennent donc une teinture nationale, étant bien entendu qu'ils demeurent moins attachés à la France qu'à la Révolution française. Ils en acceptent toutes les exigences confessionnelles, anticléricales et surtout politiques, au premier rang desquelles se place l'unitarisme qui, en abolissant les moindres privilèges, font table rase aussi de leur ennemi-né : l'Église.

Ainsi le laïcisme d'un Herriot, exporté outre-Vosges, devient patriotisme. O mots, que ne fait-on par vous !

Dans leur lutte contre de pareils adversaires, beaucoup de catholiques ont, de leur côté, réalisé un extravagant paradoxe ; ils réussissent à devenir à la fois internationalistes romains et ultra-nationalistes, de cette espèce du plus farouche nationalisme qui est le nationalisme de province, quelque chose en rétréci comme le pangermanisme, se cramponnant comme lui à sa prétendue race, à sa langue, à ses coutumes, ses originalités locales, à tout ce qui peut le distinguer de son voisin immédiat. L'homme de cette nuance constitue forcément le gros contingent des masses autono-

mistes ; j'ai montré ailleurs comment une certaine paresse de pensée, propre au grand nombre, devait porter de ce côté de vastes couches de la population.

Et quittons maintenant l'aspect proprement confessionnel de cette question, car il est juste de répéter que les partis autonomistes groupent des gens de toutes opinions politiques et de toutes les religions.

Si l'on considère attentivement l'Alsace du présent, on s'aperçoit que ses fils appartiennent à deux races d'esprit, alimentées par deux courants de traditions également propres à ce pays. L'un est de « gauche », de l'espèce française jacobine ; il est idéologiquement démocrate, ce qui signifiera souvent antipopulaire ; il est unitariste, il réclame l'avènement de la République une et indivisible, il aime à effacer sur la carte le nom de l'Alsace pour y dessiner un Bas-Rhin et un Haut-Rhin. Ce mouvement vient de loin. il dérive de l'héréditaire et inconscient aigrissement du souvenir de nos républiques urbaines, que la plupart ont oublié.

L'autre courant figurera un mouvement de « droite », car il prétend conserver ce qui ne cesse de passer ; il se cramponne obstinément à la couleur locale de l'âme populaire, à son folklore, à son idiome parlé et, par extension (dangereux, cela), au truchement scripturaire de la langue allemande écrite. Ce courant pousse ceux qu'il emporte à se replier sur leur « alsacianité », il les hérisse contre tous les nivellements géographiques, administratifs, moraux et nationaux qui pourraient les effleurer. Et par là, chose surprenante, il rejoint le courant opposé dans ses sources où nous retrouvons de nouveau l'écho affaibli de l'ex-indépendance des cités souveraines. A l'inverse du jacobin d'à côté, qui dans sa logomachie démocratique n'imagine qu'une vaste patrie unifiée de langue et de formes, cet Alsacien-là s'est rabattu sur une idée à la vérité très « vieille France » mais hérétique dans notre régime républicain, celle d'une patrie à deux étages : tout près de lui, la *Heimat*, le foyer qui prend forme d'État et, autour, le *Vaterland*, la patrie au sens large qu'on veut bien supporter à condition qu'elle ne fasse pas trop sentir son poids et qu'elle vous défende.

Laissez fleurir cette idée sur un terrain débarrassé de l'idéologie démocratique et vous la verrez devenir le cadre harmonieux de la monarchie nationale que nous souhaitons. Au contraire, permettez qu'on l'envenime, et vous verrez en

sortir et mûrir l'autonomisme avec ses fruits vénéneux d'internationalisme, d'antimilitarisme, de pacifisme et autres monstres en isme qui menacent de ruine les grandes patries d'Occident.

*
* *

Les remèdes on les connaît. Il y en a plusieurs ; ceux que je préconise, je les ai souvent décrits (1) ; ils rentrent tous dans cette formule très large : l'intérêt de la France lui commande d'agir de façon que sans pression, à leur mode et à leur heure, les Alsaciens deviennent sans s'en douter Français.

Il n'y a pas de danger à agir ainsi pour un État fort. En Alsace la vertu de la France subsiste au delà de son régime. La crainte de l'Allemagne aussi.

Et ce n'est pas un postulat téméraire que de dire ceci : La différence majeure entre la nature de la domination allemande de 1870 à 1918 et celle du régime français consiste en ce que le seul fait d'avoir à marcher contre la France a fait passer en 1914 le cœur de *tous* les Alsaciens dans le camp des Alliés ; mais que s'il fallait partir en guerre un de ces jours contre l'Allemagne, il ne se produirait sans doute aucune défection même peut-être parmi les autonomistes.

Voilà une pierre de touche ; et voilà enfin une considération qui n'est pas inactuelle.

A.-Eugène Kühlmann.

(1) *Revue alsacienne illustrée*, 1909. — Prof. Werner Wittich, *Kultur Nationalbewretsein im Elsass*, passim.

Les Dieux de la Tribu [1]

IV

Lonlay à Genève.

A Genève, une bourrasque se prépare. Déjà la pluie glisse régulière, maîtresse des rues désertes.

Je fais arrêter ma voiture non devant l'hôtel où j'ai retenu une chambre, mais quelques mètres plus loin, près d'un café. Personne sous la toile de la terrasse assombrie, si ce n'est, dans un coin, un homme en pardessus noir à qui un chapeau de paille enfoncé sur les yeux inflige un air de comique en détresse.

Et j'ai la surprise de reconnaître M. Floriant de Floriot.

— D'où venez-vous? m'interroge-t-il comme s'il s'éveillait.

— D'une petite expédition.

— Vous n'avez rien découvert en dehors de l'orage?

— Et vous, vous avez tout ce que vous désirez?

— Tout, c'est beaucoup dire. Mais suffisamment.

Je me mets à l'abri sous la véranda. Toutefois, je ne m'assieds pas. Pourquoi, diable, M. Floriant est-il venu à Genève?

— J'ai d'abord demandé à voir le Prince. On m'a montré plusieurs huissiers, mais pas de Prince.

 Voir *la Revue universelle* des 15 juin, 1er et 15 juillet 1929.

Je demande :

— Que vous ont raconté les huissiers?

— Que la monnaie française n'est pas aussi dépréciée qu'on veut bien le colporter, à la condition d'en donner beaucoup à la fois comme pourboire.

— Vous n'avez pas d'autres précisions?

— Si, répond M. Floriant. Des gens très courtois nous renseignent. Nous savons ainsi tout ce qui se passe à la cour, et aussi là-bas, dans le petit pays en révolution.

— Comment ça?

J'insiste, l'air indifférent si possible, troublé quand même par l'ironique tranquillité de M. Floriant.

— Nous avons en ville un bureau officiel et politique qui nous remet des notes, des télégrammes et tous les commentaires désirables.

— Vous me rassurez ! Et vous télégraphiez ces communiqués qui assurent que le Prince combat à la tête de ses partisans et se fera tuer plutôt que de céder le territoire conquis.

— Le représentant du chancelier est très aimable, réplique M. Floriant, abandonnant le ton de la plaisanterie. Nous avons appris...

— Qui ça, vous?

— Nous sommes trois en me comptant, le gros Georges et le vieux Paul...

— Que font-ils?

— Ils jouent aux cartes. Nous avons donc appris, en temps utile, le départ clandestin du Prince, son arrivée dans son royaume, l'enthousiasme, etc... Quant à la cour qui était près de Genève, nous savons qu'elle a suivi Son Altesse. Vous le saviez aussi?

— Oui, on me l'a dit également.

— Vous ne l'avez pas cru, continue M. Floriant. Alors, vous avez voulu vous rendre compte vous-même. Vous revenez maintenant... A quoi bon courir les chemins quand on trouve tout à sa portée? Que savez-vous de plus que moi?

— Peu de choses, en vérité. Si ce n'est que j'ai obtenu une entrevue avec le Prince.

— Avant son départ? s'étonne M. Floriant.

— Non, ce matin.

— Vous plaisantez ! Le Prince n'est plus en Suisse depuis huit jours au moins.

— Demain soir, peut-être, le Prince aura quitté la Suisse. Mais aujourd'hui, il n'a pas bougé.

— Enfin ! conclut M. Floriant résigné et peu soucieux de contre-

dire un camarade, si vous en êtes persuadé ! Rien ne ressemble plus à un prince en exil qu'un dignitaire proscrit. D'autre part, je ne peux me démentir, même si votre nouvelle est vraie. Nous sommes plusieurs ici, envoyés de Paris, et nous donnons tous les mêmes nouvelles puisées aux mêmes sources. Nous faisons donc la vérité.

Je connais cette antienne : pas de frais, pas de zèle superflu, pas de démarches compromettantes, pas d'enquêtes dangereuses. Il n'y a qu'à attendre la version officielle. C'est plus commode et l'on ne court ni risques, ni désagréments. Correspondant de guerre, on allonge les communiqués que l'état-major — quel qu'il soit, — vous fournit avec de pittoresques impressions plus ou moins personnelles ; envoyé auprès d'un ministre tout-puissant ou d'une Altesse déchue, on reproduit, sans abuser des commentaires, les contre-vérités qui sont si aimablement fournies...

— Jacques Wisel est inquiet, ajoute M. Floriant.

— Il me cherche?

— Il est étonné de ne plus vous voir revenir...

— Je vais le rassurer.

M. Floriant, qui s'accommode de la solitude, n'essaie pas de me retenir.

Je rentre à l'hôtel. Des femmes dans des manteaux garnissent le hall. Elles regardent la pluie qui s'attarde aux vitres sans rideaux. Des hommes fument. Les plus gros parlent allemand. La plupart s'expriment en anglais. Rendez-vous cosmopolite.

Jacques Wisel est sorti. Je me retire dans ma chambre et je commence à écrire. Je compose deux longs télégrammes que je me propose d'envoyer à quelques minutes d'intervalle, le premier relatif à mon « entrevue avec le Prince », le second aux confidences de la « dame d'honneur ». Je termine ces rapports écrits, lorsque Wisel se fait annoncer :

— Qu'il entre !

Et sitôt que l'historien apparaît, je lui déclare sans autre préambule :

— Voulez-vous me rendre le service de relire pour moi ces feuillets? Vous serez au courant. Je vous fournirai ensuite les renseignements que vous désirerez, c'est-à-dire tout ce que l'on ne peut pas confier au télégraphe...

— Vous n'allez pas télégraphier d'ici, de Genève? J'ai une voiture découverte. En moins d'une heure nous aurons franchi la frontière. A Bellegarde, vous n'avez à redouter ni le change ni la censure.

— C'est aussi mon avis. Vous m'accompagnez?

— Avec plaisir. J'en ai assez de distribuer du pain aux mouettes

du lac et de contempler les avenues et les hôtels pour étrangers. Mais cette « Grande Marche », où est-ce?

— Ce n'est qu'un nom que les partisans du Prince ont donné à la propriété de cet aimable exilé.

— Vous avez retrouvé Mlle Ozilie?

Je songe, pour moi seul :

« Il ne l'a pas encore oubliée. »

— Sans la chercher. Elle m'a d'ailleurs demandé de vos nouvelles.

— Que lui avez-vous répondu?

— Que vous étiez à Genève.

Wisel ne dissimule point un geste de surprise et d'embarras.

— Que fait-elle?

— Elle demeure actuellement dans un pavillon du palais réservé aux dames, avec sa camérière Trophime Trophimova.

Je me souviens à ce moment que j'ai promis à Trophime de ne pas révéler ce qui unit Ozilie à Isabelle. Je termine aussitôt pour ne plus toucher à ce sujet :

— Je vous avouerai que c'était surtout le Prince qui m'intriguait.

La conversation s'engage alors sur une autre piste. Wisel commente mes télégrammes :

— Intéressante votre rencontre, la nuit, avec cette Majesté que l'on croit, que Floriant de Floriot et quelques autres croient dans son petit royaume en révolution. Mais les confidences de la dame d'honneur, c'est Ozilie, n'est-ce pas?

« Voilà où il voulait en arriver.

J'explique à haute voix :

— Non. C'est un arrangement des papotages de Trophime.

— Mlle Ozilie, vous n'en parlez pas?

— Pas du tout!

Mais pour moi, je me répète : « Décidément il y pense! »

— Pourquoi?

— Pourquoi? Mais afin de ne pas la compromettre. Elle a été d'ailleurs à mon égard très cordiale, très obligeante. Elle m'a permis de dîner avec Trophime.

— Trophime?...

— Sa dame de compagnie. Car Ozilie, dame de compagnie, a droit, à la Cour, à une dame de compagnie. Ozilie m'a donné l'occasion de rencontrer le Prince. Ce matin encore, elle m'a offert du café pour mon déjeuner.

Il faut bien noter que ce n'est pas tout à fait ainsi que les événements se produisirent. Mais on n'est pas contraint de se perdre dans les détails.

— L'étrange petite personne, constate Wisel. Puis il ajoute :

— Ne pourrais-je pas voir un peu cette cour et ce palais?

— On tâchera... Voyons. Mes deux télégrammes, en partant cet après-midi, 19 octobre, arriveront à Paris ce soir. Ils paraîtront, le premier, demain samedi 20, et le second, dimanche... Partons. Nous rentrerons ce soir, si vous voulez, à Genève, pour attendre les événements.

CINQUIÈME PARTIE

LA GRANDE MARCHE ABANDONNÉE...

> Quelle magnifique diversité il y a parmi les hommes ! Et savez-vous une besogne plus attachante que d'étudier les conditions où se créent leurs variétés?
>
> Maurice Barrès.

I

L'auteur responsable.

Il y a des lieux tout à fait malsains.

Jacques Wisel et Lonlay Labbaye, rentrés la veille au soir de Bellegarde, achevaient de déjeuner en compagnie de Floriant dans un restaurant cosmopolite de Genève, où ne s'aventurent jamais les vrais Genevois, lorsqu'une femme dont le visage disparaissait sous un chapeau blanc s'approcha de leur table.

Lonlay le premier l'aperçut, mais ne témoigna pas de surprise.

— Que désirez-vous, mademoiselle? dit-il.

Trophime Trophimova, reconnaissant le « délégué », commença d'une voix rapide mais sans éclat :

— Enfin, je vous découvre. Tout à l'heure, Mademoiselle va venir. Ici même, oui. Préparez-lui une place parmi vous, comme à une amie que vous attendez. Car vous l'attendez, comprenez-vous. Il se passe de graves choses à la maison des fous costumés.

— Qu'y a-t-il donc? interrogea Lonlay qui s'efforçait d'être calme et tenait à faire preuve de son sang-froid surtout en présence de Wisel et de Floriant.

— Le Prince et le premier ministre sont furieux. Le Prince surtout.

— Evgueny n'est pas content. Pourquoi?

— Mais alors, le Prince est en Suisse ! s'étonna Floriant de Floriot.

— Il se réveille celui-là, et c'est pour crier !... Racontez-moi, Trophime.

— Non, monsieur tous les indigènes du traktir nous regardent.

— C'est parce que vous êtes debout et votre chapeau blanc les rend malades d'admiration. Asseyez-vous !

— Non. Il faut que j'aille chercher Mademoiselle. Elle attend dans une voiture, tout près.

— Devant notre hôtel? demanda Wisel.

— Non, monsieur. A votre hôtel, il y a un garçon d'étage qui est dignitaire à la cour quand il a fini son travail en ville. Il vous connaît et nous aussi.

— Ceci m'explique bien des choses. Mais enfin, reprit Lonlay, pourquoi ces messieurs sont-ils mécontents?

— On sait tout au palais, répliqua Trophime. On sait ce que les journaux de Paris racontent sur le Prince qui ne veut pas régner et qui se cache en Suisse. On sait ce qu'il a dit à un employé spécial et ce qu'il pense des gens de son entourage. Mademoiselle vous racontera mieux.

Trophime s'en alla. Les trois hommes se regardèrent, Lonlay ne disait rien. Le retentissement que provoquait son article dépassait ses prévisions, ou plutôt l'engageait sur une piste qu'il n'avait relevée sur aucune carte des possibilités.

Jacques Wisel se mit à boire deux fois de suite. Ainsi trahissait-il son agitation. Toutefois, il se surveillait avec force. Dans quelques minutes, Mlle Ozilie allait apparaître. Et il s'étonnait, une fois de plus, de penser avec tant de violence à cette jeune fille. Mais la nouvelle qu'il apprenait, si elle déterminait chez lui un brusque bouleversement, ne lui enlevait rien de son apparence réfléchie. Mlle Ozilie ne discernerait que ce qu'il voudrait lui permettre de lire.

Quant à Floriant de Floriot, il ne dissimulait pas son inquiétude. Il répétait de diverses manières des remarques de ce genre :

— Le Prince était donc en Suisse et non dans son pays ! Il y a deux jours que je télégraphie le contraire. Qu'est-ce qu'on nous fait raconter !

— Voilà bien les dépêches officielles...

— Je ne savais pas !...

— Vous ne m'avez jamais cru, répliqua Lonlay. Et le premier jour, vous m'avez répondu : « A quoi bon courir les chemins quand on a tout à sa portée. » Souvenez-vous !

— Je ne suis pas le seul, conclut Floriant de Floriot qui cherchait à se rassurer. Alors, ça finit par imposer une vérité.

Une femme entra, puis une autre toute habillée de noir, dans un

large manteau de voyage. Elle paraissait grande et mince. Lonlay ni Wisel ne reconnurent Mlle Ozilie ; mais ils aperçurent Trophime. Les trois hommes, sans hésiter, se levèrent...

Sitôt assise, Mlle Ozilie parla :

— Trophime vous a déjà conté l'essentiel. Je suis venue tout de même. Bonjour, monsieur, dit-elle en tendant la main à Wisel.

Elle reprit :

— Quel grand sujet d'étonnement pour moi de vous rencontrer ici. Mais c'est surtout à Monsieur — elle désignait Lonlay — que je dois tout d'abord parler.

— Je ne vous présente pas votre voisin, M. Floriant de Floriot, intervint discrètement Lonlay. Vous êtes censée le connaître comme vous nous connaissez tous.

— Ne présentez pas, merci. Je connais désormais M. Floriant de Floriot.

Et elle examina d'un coup d'œil Floriant. Elle le jugeait fonctionnaire paisible, mal construit au surplus pour supporter sans défaillance les gaz asphyxiants des villes. Puis :

— Voici que tout à l'heure, donc, le prince Evgueny — que Dieu conserve, n'est-ce pas? — vient me voir, tout écumant et enragé, et me demande :

— Vous êtes l'amie et la complice de ce garçon qui a écrit sur moi, à Paris, des stupidités?

D'abord, je ne comprenais pas. Il y a tant de garçons capables d'écrire, à Paris, des stupididités. Je dis :

« — Quel garçon?

Je vous fais la grâce de ne pas sténographier ici toute notre conversation. Je devine à la fin que ce garçon c'était vous, monsieur Lonlay, que le Prince voulait désigner.

« — Mais non, dis-je au Prince, ce garçon est un de vos délégués à Paris. Je le sais. Et c'est comme ça que je l'ai rencontré.

« — Un délégué? Pas à moi ! interrompt le Prince. Enfin, voilà, ajoute-t-il. On a imprimé sur moi des choses folles. Pas du tout ce que je voulais. »

Le prince m'a montré votre article...

— Comment? Mon article? s'étonna Lonlay, surpris sincèrement que son télégramme expédié la veille, paru le matin à Paris, fût déjà connu en Suisse.

— Oui, un article où l'on racontait que le Prince ne voulait pas régner, qu'il préférait vivre paisiblement en Suisse que de se faire tuer au milieu de ses partisans... Enfin, des commentaires très aimables, comme ça...

Puissance de la voix humaine, sortilège intraduisible. Jacques Wisel écoutait et regardait. La sympathie affectueuse que l'on éprouve pour certaines cantatrices et comédiennes à la voix prenante, et pour ces femmes qui chantent aux carrefours plébéiens, Wisel la concevait tout d'un coup. Il n'entendait qu'assez mal ce que contait Ozilie, mais il était conquis par le charme de cet accent étranger et pittoresque.

— Il faut que vous sachiez, reprit Ozilie. Un typographe d'une imprimerie de Genève qui est dignitaire de la Cour...

— Lui aussi ! remarqua Lonlay.

— ... a pu obtenir des épreuves d'un télégramme envoyé de France. Ce télégramme est le texte complet de l'article d'un journal parisien. Le typographe a remis au chancelier ces épreuves que demain tous les « canards » de la ville vont reproduire.

« J'ai compris, à partir de ce moment-là, que nous étions un peu suspectes à la Cour...

— Qui? Vous?

— Moi. Et encore Trophime qui m'a dit : « Je vais prévenir M. Lonlay. Ça l'intéressera. » Le Prince, de son côté, m'a déclaré :

« — Si ce n'est pas le garçon à qui vous avez donné un asile de nuit, c'est un autre. » Et il m'a cité d'abord votre nom, votre adresse ici.

— Comment sait-il?

— Par le garçon d'étage de votre hôtel.

— Qui est dignitaire à la Cour.

— Précisément. Il m'a cité encore le nom de M. Wisel. Alors j'ai voulu accompagner Trophime à Genève. Voilà comment nous sommes arrivées... Non, ne remerciez pas. Réfléchissez et agissez vite.

Elle les regardait et ne mangeait pas. Elle paraissait vraiment anxieuse. « Une femme, songeait Lonlay, ne peut être ainsi bouleversée que pour trois causes : on lui a pris son collier, son chien ou son amant. »

— Maintenant, continua Mlle Ozilie, je crois que c'est M. Wisel que l'on poursuit et que l'on veut arrêter.

— Pourquoi arrêter Wisel? demanda Lonlay.

— Parce qu'il est responsable des stupidités — excusez-moi, monsieur — qui sont imprimées à Paris.

— C'est toujours le garçon d'étage qui a fourni ces renseignements. Mais comment arrêter Wisel? reprit Lonlay.

— Je ne sais pas. Mais ils pourront.

— Ils pourront !... répéta Lonlay en riant.

— Vous ne les connaissez pas du tout. Vous ne vous rendez pas

compte de l'agitation furieuse qu'il y a au palais. Et ce soir, quand on vendra dans les rues les journaux de Paris arrivés avec le train! Et demain, 21 octobre, quand la suite paraîtra : « les confidences », je ne sais plus...

— « D'une dame d'honneur », compléta Lonlay,

— Comment savez-vous?

— Parce que je sais. Nous savons. Tout le monde est au courant.

— Oui. Vous venez de m'avouer : c'est vous l'auteur responsable. Eh bien, il vous faut fuir tout de suite.

— Ils ne m'arrêteront pas.

— Non. Mais il y a la vengeance, la punition comme ils disent. Un coup de pistolet dans la rue; dans votre chambre, le poison; dans l'escalier, la chute. Après, on déplore : « Comme c'est regrettable! un accident!» Fuyez donc! Auparavant, quelle dame d'honneur avez-vous interrogée? Vous n'avez vu que Trophime. Mais ce n'est pas...

— Rassurez-vous : c'est une transposition adroite, mais vraie...

— Grand Dieu! qu'est-ce que cela signifie?... Une autre chose comique... Le Prince m'a reproché d'avoir scandaleusement fait dormir sous ma toiture mon fiancé. Vous ne connaissez pas mon fiancé, d'après le Prince?...

— Je ne vois pas, avoua Lonlay.

— Vous ne voyez pas! C'est compréhensible. Mon fiancé, eh bien, c'est vous! N'est-ce pas? C'est vaudevillesque.

Lonlay ne souriait qu'à demi. Wisel s'amusait. Floriant ouvrait de grands yeux. Mlle Ozilie n'insista pas. Elle reprit :

— M. Wisel n'est pas le responsable. Cependant il doit partir, car ces messieurs ne savent pas et ils pourraient faire une prodigieuse erreur irréparable. Donc, fuyez, monsieur Wisel.

Lonlay ne laissa pas à Jacques Wisel le temps de répondre. Déjà il s'adressait à Floriot.

— Vous qui connaissez ces messieurs du bureau politique, vous devriez aller jusque chez eux. Ils vous donneraient un de leurs petits communiqués habituels. Ce sera, cette fois-ci, un démenti aux journaux de Paris.

— A un journal de Paris, rectifia Ozilie.

— Ce démenti, nous l'enverrons à nos journaux en spécifiant l'origine. Quant à vous, Wisel, vous devriez partir comme on vous le conseille.

— Mais Mademoiselle, que va-t-elle devenir? demanda celui que tout le monde renvoyait ainsi aux frontières.

— Nous ne sommes encore ni au secret, ni arrêtées. expliqua Ozilie. Mais où aller? Je suis sûre qu'il y a des barrages près des douanes. Le mieux, pour nous, est de rentrer paisiblement à la « Grande Marche ». A l'heure présente, on nous croit évaporées, n'est-ce pas? Donc coupables. Nous rentrons, Trophime et moi, avec des provisions, des marchandises que nous aurons prises à Genève. Nous avons l'air bien sages. Donc, nous ne sommes pas coupables. C'est encore à la « Grande Marche » que nous serons le plus en sûreté.

— Je vais au bureau politique, annonça Floriot.

— Et moi, commander pour une nouvelle promenade notre voiture d'hier, ajouta Lonlay.

Les deux hommes se levèrent, laissant Ozilie, Wisel et Trophime ensemble. Trophime ne perdait pas son temps. Elle avait puisé dans chacun des plats qui garnissaient la table : l'omelette de Floriant, le gigot de Lonlay, les petits pois de Wisel, les hors-d'œuvre, de quoi emplir son assiette. Elle mangeait avec méthode.

— Je vois que les voyages vont recommencer, conclut-elle.

Mais Ozilie ni Wisel ne l'écoutaient. Ils parlaient...

II

La « Petite Disciple ».

— Comment vous remercier?

Ce furent les premiers mots de Jacques Wisel.

— De quoi? demanda Ozilie.

— De ce que vous avez fait pour nous, pour moi...

— Ne me remerciez pas.

La sécheresse d'Ozilie était visible. Sécheresse ou prudence sur le qui-vive? Cette attitude reparaissait ainsi chaque fois que la jeune fille se trouvait devant un inconnu. « A qui en veut-il, celui-là? » semblait-elle dire. Et elle ne reprenait quelque assurance qu'en se montrant agressive.

— Qui sait? rectifia-t-elle. Peut-être mes craintes sont-elles mal fondées.

— Enfin, elles m'ont valu cette chance inespérée : vous revoir.

— Mais rien de plus naturel, répliqua Ozilie. N'êtes-vous pas, vous aussi, délégué de Son Altesse? Donc idoine à revenir par ici. Et par conséquent à me rencontrer.

— C'est exact, concéda Wisel en souriant.

— Pourquoi souriez-vous? A cause de mes erreurs de français?

— Ne croyez pas...

— Alors, que dois-je croire?

— C'est parce que vous paraissez trouver toute simple une rencontre aussi inattendue que celle-ci.

— Cependant, je devais revenir à Genève et vous aussi.

— Moi, passe encore. Mais vous? demanda Wisel.

— Et les lettres du Prince, celles qu'il exigeait et que je voulais lui remettre moi-même. Oubliez-vous?

— Je n'ai pas oublié. Et à présent, ces lettres?

— L'affaire des lettres est terminée. Gina — vous vous souvenez — à qui j'écrivais aussi quelquefois est invisible. Si la fille du chancelier ne cherche pas à me voir, moi non plus.

Mais je retournerai à la Grande Marche, par point d'honneur. Pour crâner, comme vous dites...

— Mais je ne dis rien!

— ...dans votre langue française.

— Vous n'avez pas peur de retourner à la Grande Marche?

— Pourquoi, peur? Puisque c'est une question d'honneur. Mais je n'y resterai pas... Où j'irai? Vous avez donc bien envie de le savoir? J'irai sans doute à Wien, en Autriche, puis en Italie.

— Pourquoi ne viendriez-vous pas à Paris?

— D'abord parce que mes passeports ne sont pas prêts pour la France. Deuxième raison : Parce que, et vous n'y songez plus je constate, je suis une institutrice modiste... non, modeste, et que je dois gagner mon pain quotidien où l'on m'envoie. Seigneur! et ce M. Lonlay qui ne revient pas avec sa grosse voiture!

— Lonlay est allé quérir une voiture?

— Oui. Pour vous emmener...

— Pour m'emmener? Vous êtes pressée de me voir partir?

Ozilie répliqua sans avoir l'air d'y entendre malice :

— Très pressée. Votre existence est en danger.

— Que peuvent-ils contre moi?

— Beaucoup de choses et vous rien du tout contre eux. Vous, ils vous connaissent. Vous, vous n'en connaissez aucun? Pourriez-vous seulement dessiner la tête du garçon de l'étage qui vous surveillait?

Wisel ne fit pas d'objection. Il s'inclina même :

— Penser que je vous retrouve aujourd'hui et c'est pour vous perdre tout de suite. Je n'ai jamais oublié le jour où nous nous sommes rencontrés.

Trophime, sans se soucier de cette conversation, avait commandé

du thé et des liqueurs. Son repas était terminé. Elle jugea opportun de s'informer auprès de Wisel :

— Vous préférez du café, peut-être? Bon! Du café aussi.

— Quel jour était-ce donc? s'étonna Ozilie répondant à Wisel.

— C'était le 12 octobre.

— Il y a huit jours.

— Que d'événements en huit jours. Si vous saviez comme j'ai été heureux de vous apercevoir tout à l'heure!

— Parlez plus bas, vous allez déranger la méditation de Trophime.

— Vous vous moquez de moi?

— Un peu, sans doute. Pourquoi vous croyez-vous obligé, monsieur Wisel, de me débiter des politesses françaises? Parce que nous sommes tous les deux, parce que c'est la seconde fois que nous nous rencontrons, parce que Trophime ne vous écoute pas...

— J'entends très bien, interrompit Trophime. Mais ça ne m'intéresse pas.

— Ce ne sont pas des politesses, croyez-moi... Je m'exprime si mal.

— Alors, ne parlez plus. Sinon, dans vingt-cinq secondes, vous allez me jurer que vous m'aimez, que vous n'aimez que moi. Ne protestez pas. Si vous saviez ce que j'entends par amour. Je suis très intolérante, vous savez. Je retiens tout. Pas d'accommodages. Les hommes se contentent du relatif. Ils sont plus sages, dit-on. Eh bien, je ne suis pas sage, voilà. En vérité, c'est parce qu'ils y trouvent avantage.

« Et j'en ai tant vu qui s'amusaient autour de moi, avec ce sentiment-là. Je vous en prie, monsieur Wisel, demeurez comme je vous ai imaginé. Ne vous croyez pas condamné à des galanteries parisiennes.

— Vous vous trompez, mademoiselle. Mais je constate que vous avez sur les Français des idées toutes faites...

— Non. Pas uniquement sur les Français, monsieur Wisel. Ah! voici M. Lonlay!... Non, ce n'est pas lui...

Cette froideur calculée et irascible, que cachait-elle? Wisel s'en serait aperçu si lui-même n'avait été interdit par les vives ripostes d'Ozilie. Cependant, la jeune fille retrouva cette maîtrise de soi qui lui était chère et, pour atténuer l'accent de ses paroles, elle avoua :

— Oui, je vous taquine. Mais je conçois que vous êtes content parce que je suis venue à Genève, ainsi, pour l'avertissage.

— ... ment... rectifia Wisel, presque malgré lui.

— Vous dites?... ment?... Ah! oui, c'est vrai : l'avertissagement.

— Non : l'avertissement.

— Ah ! je suis heureuse ! s'écrie Ozilie. Vous vous souvenez que nous devions nous promener ensemble pour des leçons à donner et à recevoir. Vous m'auriez rectifié. J'en ai un pressant besoin. J'aurais été votre petite disciple. Expliquez-moi encore. Doit-on prononcer : révolte ou « révoltage? « Émotionner », est-ce que cela est convenable? Ce matin, Trophime m'assurait qu'il n'y avait pas de raison pour qu'on ne dise pas : « émotionnement », puis « émotionnementer quelqu'un. » De même « réceptionnement », puis « réceptionnementer ». Ainsi de suite parce que la langue française suit le progrès de l'évolution.

« Mais il y a un langage international. Vous ne le nierez pas. Aussi, cela m'irrite en France, quand vous écrivez : Guillaume. Qui ça, Guillaume? Il n'y a que Guillaume Apollinaire. C'est pour faire entendre le kaiser allemand, quand c'est Wilhelm pour tout le monde. Vous dites cependant : Wilhelmine. Pourquoi pas « Guillaumette »? Et encore Londres quand il y a London ; Gênes pour Genova, Florence quand il faut Firenze...

— Doit-on prononcer Paris ou Parisse? demanda ingénument Wisel. Car il n'y a que les Français — si peu de chose en somme — qui disent : Paris.

Elle sourit, mais ne répondit pas. Elle regardait Jacques Wisel qui semblait ne voir que la porte d'entrée du restaurant. Trophime n'était plus à leur table. Où pouvait-elle bien se tenir? Il la chercha des yeux dans la salle presque vide, maintenant. Enfin, il l'aperçut assise à la terrasse. « Le modèle des dames de compagnie, cette Trophime », pensa-t-il.

Mais d'où venait-elle? Russe? Polonaise? Roumaine? Et Ozilie? Il ne savait d'elle rien de précis si ce n'est l'histoire qu'elle lui avait confiée huit jours plus tôt. Toutefois, il ne cessait de songer à cette jeune fille. Jeune fille ou jeune femme? Cela aussi, il l'ignorait.

Jacques Wisel parvenait à cet âge où un homme se retourne sur les ombres qu'il a laissées et se demande : « Comment ai-je vécu? A quoi bon tout cela? »

Comme il ne se sentait pas d'ambition précise, peut-être par faiblesse de moyens, il se trouvait du même coup sans désirs avec une lassitude souvent plus vieille que son corps. Une mauvaise expérience féminine montait la garde à l'origine de ses déceptions et de sa méfiance. Sentinelle qui ne prend jamais de repos et avec laquelle il faut toujours ruser. Sur ce point, Ozilie lui ressemblait. Toutefois, comme l'avait observé Lonlay, elle se montrait hostile parce qu'elle ne repérait qu'intérêt et basses passions sur les visages qui l'appro-

chaient, tandis que Jacques Wisel opposait par tactique, et d'une façon générale, à toute avance indiscrète ou trop vive une politesse anachronique ou la plus volontaire indifférence...

— Que se passe-t-il donc? Ce M. Lonlay ne revient pas...

— Voulez-vous que nous allions aux nouvelles? proposa Wisel.

— Non. Je vous compromettrais. Je vais plutôt envoyer Trophime? Elle trouvera bien le moyen d'arriver jusqu'à ce monsieur.

— Vous en êtes sûre? interrogea Wisel.

— Tout à fait, affirma Ozilie. Elle ne s'intéresse pas à notre existence quotidienne. Elle en vit une autre. Elle aime ses aises, sa tranquillité, les repas abondants, les lits bas, encombrés de coussins, les voyages, mais non les départs, tout ce qui la change, l'amuse ou la bouscule. Je la connais depuis si longtemps. Sa mère était déjà au service de ma mère...

Toutefois, Ozilie songeait : « Pourquoi suis-je aimantée, malgré moi, vers ce Français correct que je ne connais pas? Analyse-t-on jamais ces choses-là? Si j'avais su que Lonlay était responsable de l'article parisien et non Wisel que l'on a dénoncé par erreur, serais-je venue jusqu'ici prévenir ces messieurs? Peut-être... Pour faire échec au chancelier. Mais je le pense parce que c'est fait, parce que je me suis déplacée et que le plus grave est accompli.

« Un indiscutable avertissement intérieur me permet de croire que le vrai danger, pour moi, c'est maintenant, et non lorsque, pensionnaire romanesque, je m'évadais de la Cour pour ne plus subir la présence d'Evgueny. C'est aujourd'hui que je devrais fuir pour demeurer libre. Mais je veux et je n'ose plus vouloir... Le prince Evgueny doit être ainsi quand il est contraint de prendre une décision. Pourtant, je n'ai rien du caractère d'Evgueny... »

Et pour disperser ses secrètes réflexions, Ozilie continua. mais tout haut :

— Je vais être obligée de m'éloigner. Quelques visites encore. Promettez-moi donc que vous partirez cette nuit.

Cette prière rendit perplexe Jacques Wisel. Il ne comprit pas tout de suite que la jeune fille et lui-même avaient, séparément, accompli un même travail de réflexions intérieures.

— Vous me le demandez, je le ferai, dit-il. Je vous remercie.

— Encore? interrompit Ozilie.

Il hésita. Les solitaires, comme Wisel, éprouvent toujours quelque peine pour mettre en route eux-mêmes une conversation ou la faire repartir.

— J'y tiens, reprit-il. Vous vous êtes dérangée pour m'avertir?

Aussitôt, Ozilie sur la défensive, se montra irritable :

— Pas du tout! Je ne connaissais que M. Lonlay. Je n'ai pas réfléchi davantage. J'ai pensé — l'ai-je même pensé?... Enfin, j'ai fait ce rapprochement : Lonlay? Wisel?... C'est peut-être la même personne... Wisel, est-ce une signature, un pseudonyme?...

Jacques Wisel ne répondit pas. Justement quand il s'était décidé à parler une nouvelle fois de sa gratitude il songeait : « Puisque cette jeune fille a si rapidement quitté la Grande Marche pour me conseiller de rentrer en France, c'est bien la preuve que j'occupe quelque place de choix dans sa pensée. »

Ozilie devinait-elle la courbe particulière des remarques secrètes de Wisel? Elle poursuivit avec un visible souci de se montrer désagréable :

— Vous avez bénéficié d'une confusion de noms qui s'est produite en mon esprit. D'ailleurs, Trophime et moi nous voulions sortir, nous voulions montrer à ces messieurs de la Grande Marche que nous n'avions pas peur, bien que suspectes. Nous restions indépendantes. Nous avions envie de trotter un peu dans Genève.

— Vous êtes sûre que personne ne vous a suivies?

— Je ne crois pas. Tant pis! Trophime surveillait.

Un moment, une gêne à cause du silence. Enfin, Wisel demanda :

— Vous dites tantôt Trophime, tantôt Trophimova.

— Je dis toujours « Trophime ». Je dis rarement : « Trophime fille de Trophime. » Mais je ne dis jamais : « Trophimova » tout court.

« Enfin, cette fois, voici Lonlay!

— Mon vieux, dit le journaliste en entrant, préparez-vous. n'hésitez plus.

— Mes bagages?

— Je les prendrai quand je m'en irai, dans quelques jours. D'ici une demi-heure, vous serez en sûreté. Vous me télégraphierez aussitôt.

— Au revoir, Mademoiselle, commença Wisel.

— Pas d'adieux, interrompit Lonlay. Votre départ doit passer inaperçu. Vous trouverez une combinaison dans l'auto. Vous la prendrez. Voici mon passeport. Il est au point. Donnez-moi le vôtre.

— Quand vous reverrai-je maintenant?

Wisel s'adressait aussi bien à Lonlay qu'à Mlle Ozilie.

— Écrivez-moi. Si vous avez quelque chose pour Mademoiselle, envoyez-le-moi, je ferai suivre.

— C'est cela, intervint Ozilie. Sans adieux donc, Monsieur, puisque c'est l'ordre. Je garde une belle image de vous.

— J'avais tant de choses ! tant de choses à vous dire ! murmura Wisel.

— Eh bien, vous me les écrirez ! répliqua-t-elle d'un air enjoué.

Ozilie serra vivement la main de Wisel. Elle le regardait franchement. Elle avait perdu sa figure irritée. Elle souriait, les yeux brillants, trop brillants, peut-être parce que des larmes y montaient.

A ce moment, Floriot arrivait, l'air important :

— Ils sont furieux, au bureau politique. Ils jurent dans un jargon épouvantable. Ils nous ont affirmé que tout ce que disait ce journal de Paris était faux.

— Alors, pourquoi sont-ils furieux? observa Lonlay.

— Vous êtes encore là ! s'étonna Floriot en apercevant Wisel.

— Je pars.

— Un cigare? demanda Lonlay.

— Non, merci, répondit Wisel qui accepta quand même le cigare qu'on lui offrait.

Les deux hommes se servirent de la même allumette. Wisel fumait distraitement. Lonlay, qui conservait toujours sa présence d'esprit, décida :

— Vous avez entendu ce que vient de raconter Floriot?... Quand vous serez à Bellegarde, voulez-vous, mon cher Wisel, télégraphier pour moi, en quelques mots, à mon journal, ce que vous en aurez retenu. Merci d'avance. Je vais vous remettre ma carte télégraphique. Vous la laisserez à mon nom, sous enveloppe à la poste restante de ce pays.

Tous, ils étaient maintenant devant la porte du restaurant. Une automobile découverte tourna en ronflant. Lonlay s'approcha.

— Montez, dit-il à Wisel. Et pas un mot d'adieu.

— Vous avez raison, approuva Ozilie.

La voiture partit aussitôt. Wisel, debout, salua. Il se trouvait sans équilibre... Avoir revu Ozilie et la perdre aussitôt. Quelque chose lui barrait la gorge ; une sorte de mal de mer le gagnait : une bouffée mal aspirée de ce cigare sans doute...

— Enfin ! conclut Lonlay.

Il se retourna et aperçut Ozilie qui, en dépit des consignes, secouait son mouchoir vers une silhouette de Wisel de plus en plus fragile. Lonlay ne se permit aucune remarque. « Les femmes sont partout les mêmes, se dit-il, mobiles et contradictoires. Trois secondes plus tôt elle me félicitait quand j'interdisais toute manifestation de la dernière heure ». Il attendit même patiemment. Il regardait Ozilie avec une curiosité amusée : « Wisel et elle sont beaucoup plus intimes que je ne l'imaginais », conclut-il.

— Vous rentrez à la Grande Marche? demanda-t-il à Ozilie.

— Un tour dans Genève. Puis Trophime et moi, nous retournons à la Cour.

Lonlay crut deviner une hésitation dans la voix d'Ozilie.

— Pourquoi aller à la Cour? La situation est plus grave que vous ne l'avez présentée à Jacques Wisel. D'abord des officiers ont été mis aux arrêts.

— Comment le savez-vous? s'étonna Ozilie.

— Puis le Prince est beaucoup plus mécontent que vous ne le pensez...

— C'est vrai, interrompit Ozilie. Il m'a fait des confidences. Il m'a dit : « Je n'avais pas conté tout cela à ce petit journaliste ! Il m'a représenté d'une façon ridicule, comme un homme qui a peur de se battre et de gouverner. Il a beaucoup d'imagination, ce monsieur !

— Pauvre Altesse ! murmura Londay. Ce Prince avait donc imaginé que le journaliste écrirait seulement : « Confidences d'un officier de service ». Et non : « Confidences d'une Altesse ». Il n'avait oublié qu'une chose : se mettre à la place du journaliste...

« Écoutez-moi, reprit-il, partez toutes les deux pour le pays qu'il vous plaira. Prenez une automobile, vous aussi, comme Wisel et fuyez... »

Ozilie paraissait réfléchir. Enfin :

— Vous avez raison.

— Passons la frontière tout de suite, s'écria Trophime. Maintenant, cela nous fera une jolie promenade en auto...

— Oui, allons, décida-t-elle.

Et les deux femmes firent aux journalistes de rapides adieux.

— Nous reverrons-nous?...

— Peut-être. On ne sait pas...

Lorsque Lonlay et Floriant furent seuls, ils parlèrent de leur préoccupations professionnelles :

— Vous allez télégraphier quelque chose sur cette promenade en auto? demanda Floriant.

« Promenade en auto », ainsi désignait-il l'évasion de Trophime et d'Ozilie. Lonlay s'amusait.

— Je ne vous cache pas qu'arrivé à Genève, je vais raconter cette « promenade », en oubliant les noms véritables.

— Je ne vois pas ce que vous pourrez dire ! repartit Floriot.

— Alors, écoutez ce style télégraphique :

Malgré les démentis qui sont mis à chaque instant en circulation par le bureau politique du prince Evgueny, les événements se poursuivent à

la petite Cour en miniature de la Grande Marche, au « Petit Neu-Thorenberg », comme la nomment les initiés.

En raison des représailles ordonnées par le premier ministre et approuvées par S. A. le prince Evgueny, qui n'a pas encore abandonné son refuge suisse, des officiers ont été mis aux arrêts, des dignitaires au secret... Et hier, dans la nuit, deux jeunes femmes que l'on allait arrêter, se sont enfuies du palais. Voici dans quelles circonstances...

* * *

« Une petite promenade en auto ».

Sous cette forme, Floriot résumait ce que Lonlay appelait tantôt un « enlèvement prémédité », tantôt « l'évasion de deux personnages de la Grande Marche ». Cependant, Floriot et Lonlay avaient assisté à la fuite de Trophime et d'Ozilie ; mais chacun, en la résumant à sa manière, dénonçait son caractère.

Lonlay-Labbaye avait le goût du romanesque et de l'imprévu. Il aimait à découvrir les causes secrètes des événements, il prenait plaisir à suivre des pistes. Les reportages difficiles étaient ceux qu'il préférait.

— Il n'y a pas de mystère, comme vous l'entendez, répliquait avec un entêtement agressif Floriant de Floriot. « Et tout l'inattendu, c'est ce que nos faibles têtes ne parviennent pas à prévoir. »

Aussi, lorsque Floriot se trouvait en présence de circonstances tragiques, il s'ingéniait à les réduire aux proportions d'un petit fait. Il condensait un drame ou une aventure dans une dépêche rigide ou bien il tâchait d'en dégager une moralité teintée de scepticisme, tel un conte de Voltaire.

Ainsi, Floriot se jetait du côté de la prudence, comme d'autres aux excès.

Dans les tribulations des habitants de la Grande Marche — à quoi il se trouvait un peu mêlé, grâce à Lonlay-Labbaye — il ne discernait ni un aspect historique ou tragique, ni même cet inquiétant humour d'espionnage et de farce particulier aux prouesses balkaniques. Floriot ne voulait en retenir qu'une « information » qu'il comprimait encore dans un télégramme neutre et sans accent.

Toutefois, lorsqu'il fut contraint, ce matin du 22 octobre — il faisait grand froid dehors et il pleuvait ! — de constater au bureau politique du prince Evgueny où il s'était rendu de bonne heure, l'affolement des employés et la colère des chefs, il comprit que « quelque chose était arrivé ». Et de retour à son quartier général — le café près de son hôtel — il n'hésita pas à rédiger une dépêche où

il relatait la stupeur que provoquait dans ce petit réduit secret les nouvelles arrivées par fil de Paris.

Puis, du même coup, il conta, d'accord d'ailleurs avec Lonlay-Labbaye, la fuite de deux jeunes femmes de la maison du Prince. On les gardait au secret à la Grande Marche parce que, disait-on, elles avaient fourni des renseignements, d'une gravité incalculable, à des journalistes de Paris. Comment étaient-elles parvenues à s'évader? C'est ce qu'on ne savait pas encore. On avait cependant de bonnes raisons de croire...

— Si vous m'en croyez, décréta Lonlay, ne restons pas trois heures de plus dans ce pays. Il est particulièrement malsain pour nous.

Sur quoi Lonlay et Floriot prirent immédiatement le train pour se mettre à l'abri de l'autre côté de la frontière...

ÉPILOGUE

LE LIVRE DU BORD DE LONLAY *(suite)*

> **Pour la première fois, Dick commença à comprendre le jeu terrible que nous jouons dans la vie et comment aucune réparation ne peut changer une chose une fois faite, ni y remédier.**
>
> **R. L. STEVENSON.**

I

Une femme a été perdue...

Ici Lonlay-Labbaye reprend la parole.

— Toute cette histoire va nous amener des histoires diplomatiques, me disait Floriant de Floriot dans le train qui, sans impatience, nous ramenait en France.

— Pour quelle raison?

— Ce Prince qui ne veut pas prendre la couronne...

— Mais on ne lui offre pas la couronne! Écoutez-moi. Je ne cherche pas à calculer les conséquences de notre curiosité. Je ne désire pas non plus tirer des conclusions du peu que nous avons appris. J'ai voulu me renseigner. J'ai vu, par hasard, qu'il y avait un jeune homme faible, mais à côté de lui, selon une règle souvent vérifiée, des personnages puissants et volontaires. Près du débile

Evgueny, un chancelier qui sait ce qu'il veut et qui gouvernera au besoin. Ainsi les autocraties et les dictatures se perpétuent. Et si elles tombent, c'est parce que, sans doute, rien n'est éternel, et qu'il faut toujours construire.

« Nous revenons de Genève, convaincus, vous et moi, que l'autorité, même arbitraire, même trop énergique d'un seul, est préférable aux incohérentes compétitions de plusieurs petits maîtres.

— Je ne voyais pas si loin, répondit Floriot sans s'émouvoir. Je me demandais : « Cette histoire aura-t-elle des suites? »

Elle n'eut pas de suite... Du moins celles que redoutait Floriot.

Lorsque je rentrai à mon journal, je ne fus pas blâmé pour avoir expédié d'abondants détails, inédits jusqu'alors, sur le Prince réfractaire au pouvoir, sur les dames d'honneur qui se confient à un reporter et s'évadent d'un palais... Je ne fus pas félicité non plus. C'est fort bien. Il ne faut pas se montrer trop exigeant.

Floriot, par contre, reçut dans son quotidien, quelques discrets compliments.

— Évidemment, lui confia le troisième secrétaire de la rédaction qui est son ami, évidemment, nous n'étions pas satisfaits tout d'abord quand nous avons vu ce que publiait le journal de Lonlay. Mais quand les démentis ont commencé, on se disait : « Allons, Floriot s'est montré prudent. Il a agi avec sa réserve habituelle. »

« D'ailleurs, des dépêches de source anglaise ont confirmé régulièrement ce que tu avais le premier anoncé : « Le Prince, à la tête de ses partisans, dirige l'offensive dans le royaume qu'il veut reconquérir. » Un télégramme britannique précisait même — ce que tu ne pouvais savoir — qu'il avait été blessé devant ses troupes. Et c'était cela qui était normal, vraisemblable et exact.

Floriot en écoutant ce résumé de l'opinion directoriale, de conclure :

— En somme, je ne m'en suis pas trop mal tiré?

— Oui. Rien à te reprocher.

Floriot a raison : pourquoi courir sus à la vérité? Je devrais pourtant le savoir : les gens ont une instinctive horreur de ce qui est vrai. Il suffit pour s'en rendre compte, d'observer un passant, c'est-à-dire un « lecteur moyen » dans la rue. Tombe-t-il par surprise en arrêt devant une glace? Il est choqué et mécontent. Il ne se reconnaît pas. Puis, il se reprend et se rectifie, il reconstruit l'allure et la ressemblance qu'il croit habituellement être les siennes. Les peintres de portraits et les photographes le savent bien qui ne délivrent à leur clientèle que des épreuves retouchées.

Aussi, quelles clameurs lorsqu'un importun prétend imposer ce qu'il a vu ou entendu !

*
* *

Il y a trois jours, Jacques Wisel, méconnaissable depuis son retour de Suisse, est venu me voir.

— Vous allez repartir?

— A quoi voyez-vous ça?

— Votre valise est prête.

— Elle est toujours prête...

— Je sais. Mais cette fois, vous allez l'emporter.

Il ne se trompe pas. Je suis en instance d'un nouveau voyage.

— Il faut bien que je rétablisse ma réputation, ou tout au moins que je la maintienne.

Jacques Wisel secoue la tête.

— Cela ne vous a pas porté chance cette expédition à la Grande Marche.

Et aussitôt, il en vient à ce qui l'intéresse :

— Pas de nouvelles d'Ozilie?

— Et vous?

— Rien du tout.

— Moi, dis-je, pas grand'chose... Une carte, datée de Wien, avec ces mots : « Inaltérable reconnaissance. » Puis une autre carte, de Wien également : « Avec les remerciements de la dame d'honneur. » Ni l'une ni l'autre ne sont signées. Mais cela ne permet aucun doute.

— Et Caussanges? Il n'a rien appris?

— Il sait quelque chose. Il est retourné dans sa propriété de Chamarges et il a surveillé, du haut de sa terrasse, ce qui se passait dans la propriété de sa voisine, Mlle Isabelle Chenoncay. Mais il n'a aperçu ni Isabelle ni... Ozilie. Cependant, un matin, il a remarqué une grande animation : des étrangers visitaient le domaine. Parmi eux, une femme. Ce n'était pas Ozilie. Caussanges s'est informé : la propriété était à vendre. Les Chenoncay iront s'établir à Wien, paraît-il...

— Si j'allais à Wien? me demande Wisel.

— Je ne vais pas de ce côté.

— C'est étrange, ajoute-t-il. Que pensez-vous de cette femme? Vous ne croyez pas qu'elle nous contait des histoires imaginaires?

— Je ne sais ce qu'elle vous a confié.

— Je vous l'ai dit en détail, reprend Wisel.

— Ce que vous pouviez m'avouer...

Il n'insiste pas. Il pose une nouvelle question :

— Et Caussanges? Son opinion?

— Je crois qu'il écrit des lettres à Ozilie. Mais il ne les envoie pas. C'est une manière comme une autre de soigner sa maladie.

— Ah! il lui écrit...

— Il ne s'en cache pas.

Wisel s'arrête. Je songe que je lui ai trouvé, sans le vouloir, une belle occupation pour ses soirées d'hiver.

— Je ne sais si vous l'avez remarqué, mais je tenais beaucoup à cette jeune fille.

J'ai, heureusement pour moi, un certain flegme et je n'éclate pas de rire. Ce qui engage Wisel à continuer :

— C'est stupide. C'est ainsi... Que faire?

— Voyagez...

Il ne m'écoute pas... Il poursuit :

— Je lui ai écrit à l'adresse qu'elle m'a donnée, une lettre, puis une autre... Puis une dernière où j'entasse des reproches inutiles et ridicules sur son incompréhensible silence. C'est ennuyeux... Je donnerais beaucoup pour reprendre cette dernière lettre si c'était possible... Vous ne voyez pas comment?

— Quelle adresse?

— Poste restante.

— Rue Danton?... »

— Comment le savez-vous? s'étonne Wisel.

— Voyons! C'est l'adresse qu'elle a remise à Caussanges : « Bureau de poste rue Danton... »

— C'est vrai! Je n'y songeais plus...

Précisément, en dépit de mes déplacements un peu bousculés, j'ai conservé dans mes poches les enveloppes au nom d'Ozilie de Wicheslaw recueillies dans la chambre de Trophime, la nuit de ma visite à la Grande Marche.

Le moyen le plus simple pour reprendre les lettres de Wisel, c'est d'envoyer la fille de ma concierge rue Danton, avec les précieuses enveloppes que j'ai rapportées.

— Je vais réfléchir. Revenez demain. Je vous dirai si j'ai réussi.

— Où vous rencontrer? Chez vous?

Je songe que je pourrais bien demain être obligé de sortir...

— A quatre heures et demie, boulevard Saint-Germain, près de la rue Danton. Promenez-vous devant la librairie. Je serai exact.

Wisel s'en va en me remerciant.

Malheureux Wisel... C'est un peu par ma faute, après tout, s'il est ainsi... Mais pouvais-je prévoir? Une personne que l'on rencontre vous pousse dans la vie d'une autre que l'on ignorait jusqu'à

ce moment-là. Par erreur, distraction ou négligence, cette démarche vous entraîne dans un cercle différent, une contrée insoupçonnée...

Se seraient-ils connus, sans moi, ce garçon et cette jeune fille? J'en doute. Et l'intrigue commence.

Car cette personne, découverte par hasard ou par jeu, voici qu'elle vous est sympathique. Bientôt, vous ne savez plus vous dispenser de sa présence animatrice.

Et tout s'enchaîne, pour peu qu'elle le veuille ou ne le veuille pas...

*
* *

Je ne puis pourtant pas lui avouer — d'abord ça ne changerait rien — qu'Ozilie de Wicheslaw, nom et titre qui lui furent accordés pour paraître à la cour du prince Evgueny, c'est Mlle Isabelle Chenoncay, de nationalité française, orpheline actuellement, fille d'un officier de cavalerie, détaché comme instructeur à l'état-major d'Evgueny...

Je ne puis pas lui raconter que Mlle Ozilie-Isabelle n'est point une petite institutrice, mais l'unique héritière de son oncle Chenoncay, propriétaire de villas et d'immeubles en France et à l'étranger.

« Ozilie, monomane du bluff », semble-t-il croire pour me contraindre à rectifier. Je ne puis pas lui répondre qu'Isabelle n'a point menti, si ce n'est sur quatre ou cinq points seulement, ce qui est vraiment minime pour une femme et toujours avec cette excuse que c'était pour sa défense ou son offensive. Ainsi, si elle se présenta comme une infortunée, ce fut pour décourager les candidats à sa fortune — c'est bien son droit — et parce qu'elle cherchait elle-même son fiancé et s'en remettait à elle seule du soin périlleux de le découvrir.

Je ne peux pas non plus expliquer à Wisel que parmi les lettres qui attendent à la poste restante, il en est trois au moins d'un imaginaire fiancé. Ozilie les composa, dans l'espoir qu'elles tomberaient sous les yeux du prince Evgueny, par l'entremise de quelque espion, et qu'Evgueny serait désormais sans moyen pour lui avouer qu'il l'aimait toujours...

Et lorsque d'Autriche, Ozilie, plus tard, fera réclamer sa correspondance à la poste restante et qu'on lui annoncera que tout a été retiré, elle songera à Wisel et elle se taira. Déjà, son silence n'a pas d'autre cause : elle s'imagine que Jacques Wisel est au courant et qu'il sait qu'elle est Isabelle riche et mariée...

Oui, je ne puis rien dire. D'abord parce que j'ai promis le secret à Trophime jusqu'à ce que j'apprenne le mariage de Mlle Isabelle. Et puis, cela ne changerait rien, même une allusion la plus discrète.

Quelque jour, cependant, si j'en ai le loisir, il faudra que je me mette à la recherche d'Ozilie et que je la ramène à Wisel... Mais d'ici là, elle ou lui, ils auront peut-être tout oublié...

II

A cause d'une lettre retrouvée.

En lisant les journaux ce matin — vieille habitude — je m'arrête sur une petite dépêche, à coup sûr d'origine anglaise, bien qu'elle soit datée de Constantinople. Elle annonce en cinq lignes que le prince Evgueny a été assassiné en Kabardie, par un fanatique. C'est tout. Pas de commentaires. La nouvelle, du reste, a fait peu de bruit. Nul ne souligne la malheureuse destinée du petit prince amoureux et irascible...

Ce télégramme dit vrai — je l'ai su depuis — en ce qui concerne la mort violente d'Evgueny. Le fanatique n'était pas un partisan de la royauté ou de la république, mais un jaloux que son épouse délaissait. Il a frappé de plusieurs coups de poignard un Européen en qui il a cru reconnaître l'amant de sa femme.

La vérité, plus tard encore, j'ai pu la rétablir ainsi qu'il suit : Evgueny, après la disparition d'Ozilie, avait quitté en secret la Suisse pour gagner la Kabardie et se conformer à ce qu'annonçaient les télégrammes du premier ministre. Toutefois, il s'était arrêté à Wien. Pas d'Ozilie. Où était-elle? Evgueny ne pouvait imaginer qu'Ozilie vivait alors toujours en Suisse, dans une retraite sûre.

Ce rêveur désenchanté avait voulu sincèrement se perdre dans l'action. Il continua sa route, avec une résolution désespérée dans les replis de son cœur. A peine fut-il parvenu dans son royaume qu'il se fit tuer, par erreur.

De cette fin tragique, aucune allusion à mon journal. Toutefois, quelques excellents camarades doivent dire en me désignant :

— Il a beaucoup d'imagination.

Et c'est un blâme de leur part, chez ceux-là même qui ne savent rien distinguer en dehors d'une réalité qu'on leur apporte toute triturée.

Par contre, Floriot, qui était satisfait d'expédier sous forme de télégrammes les communiqués falsifiés qu'on lui distribuait, est considéré aujourd'hui comme un informateur sûr et sérieux. N'insistons pas...

Mais Ozilie, lorsqu'elle apprendra la mort du Prince, reviendra-

t-elle à Paris? Elle n'a plus de raison de se cacher, cette voyageuse qui délaisse Chamarges pour Paris, Paris pour la Suisse, Genève pour Wien et ainsi de suite, fuyant toujours comme un malade à la recherche d'un asile meilleur.

Toutefois, si elle ne reparaît pas, ce sera bien la preuve qu'elle croit Wisel au courant de ses deux noms et de sa véritable identité. Et elle ne se décidera jamais — je la connais suffisamment — à fournir des explications que l'on n'admet qu'à demi, pour avouer qu'elle s'est dissimulée sous un manteau étranger... pour s'excuser enfin d'avoir menti...

* * *

N'oublions pas. A quatre heures et demie, devant une librairie boulevard Saint-Germain, rendez-vous avec Jacques Wisel. Il me reste encore le temps de donner les instructions nécessaires à la fille de ma concierge pour retirer de la poste restante les lettres adressées à Mlle Ozilie de Wicheslaw. La demoiselle nous rejoindra sur le boulevard. Ainsi, je n'aurai pas de tri à opérer ; Wisel recevra toute la correspondance.

— C'est très bien, dit Wisel dès qu'il m'aperçoit. Vous êtes à l'heure.

Je ne lui en ferai pas la remarque, mais il est agité plus qu'il ne le croit. Et il doit m'attendre depuis un moment déjà.

— Vous avez « ma » lettre?

— Les voici...

Je désigne une jeune personne légèrement sournoise qui vient à ma rencontre et me remet d'un air indifférent un paquet d'enveloppes. Elle s'éloigne, non sans témoigner de sa curiosité. Je tends les lettres à Wisel.

— Qu'est-ce?...

— Six lettres de Pierre Caussanges — son adresse est au verso, — trois qui sont de vous ; — votre écriture est bien reconnaissable — et trois autres d'origine ignorée...

— Je ne veux que les trois miennes, observe Wisel.

— Moi, je n'en désire aucune. Prenez, faites ce que vous voudrez. Vous ne voulez pas vous asseoir dans un café?

— Il va pleuvoir, c'est vrai, mais je préfère marcher. Je ne puis rester en place, me répond Wisel.

C'est pour ne pas montrer sa stupéfaction. Quelles sont ces trois lettres inattendues dont il examine à présent la suscription.

— On vous a tout donné?

— Bien sûr.

— Et ces lettres-là? s'étonne-t-il, avec un visage ridé par l'angoisse.

C'est donc cela les effets du capricieux amour! Quelle chose curieuse à observer chez les autres.

— Je ne sais pas.

— Que dois-je en faire?

— Les mettre dans une boîte, elles retourneront au bureau d'où elles sont sorties. Mais que de complications vont apparaître!

— Alors?

— Détruisez-les.

Mais il ne m'écoute pas.

— Qu'en pensez-vous? Elle avait un autre correspondant?

— Cela ne signifie rien. Ce sont peut-être des lettres d'affaires.

— Vous pensez?

— Évidemment!

Je ne suis sûr de rien, mais je réponds avec assurance. Aussitôt Wisel :

— Vous savez beaucoup plus de choses que vous ne voulez en laisser entendre, remarque-t-il avec amertume.

— Pourquoi cette réflexion? Après tout, vous avez peut-être raison...

— Je parierai que vous êtes au courant du contenu de ces trois lettres, reprend Wisel en tournant dans ses mains les trois enveloppes inconnues.

— Ne pariez pas, vous allez perdre.

— Ozilie et Trophime vous ont fait des confidences.

Il me le déclare sur un ton irrité. Il faut l'excuser. Il est tellement changé depuis le jour où il a fait la découverte d'Ozilie.

J'aime les gens qui savent se décider. Réfléchir. Oui. Mais agir. Et puis il arrive ce qui doit arriver. Je préfère même ceux qui savent, au besoin, commettre une sottise. Un peu vivement, j'interviens :

— Si vous étiez seul, est-ce que vous regarderiez ces lettres?

— Pourquoi cette question?

— Parce que je vais me retirer. Qu'allez-vous faire?

— Je vais remettre ces lettres à la boîte.

— Non. Vous en aurez un regret inavoué, mais certain. Prenez le seul moyen qui vous accordera une tranquillité, même provisoire.

— Vous êtes un étrange personnage, Lonlay...

— On me l'a déjà affirmé.

— Vous conservez le secret d'une confidence, mais vous n'hésitez pas à me conseiller d'ouvrir ces lettres qui m'apprendront ce que vous savez...

— Je ne vous y oblige pas...

— Je sais bien. Vous êtes quand même un drôle de corps, incapable d'une indiscrétion en ce qui concerne un ami. Mais lorsqu'il s'agit de votre journal, vous ne vous connaissez pas de limites... Avouez que vous êtes aussi avide de connaître ces lettres que moi-même. Si on vous les avait remises, à vous seul, que feriez-vous?

— Je n'hésiterais pas.

— Vous les décachetteriez !

— J'ignore. Mais j'aurais déjà pris une décision.

Jacques Wisel fait encore quelques pas.

— Si elles m'ont accordé des confidences, comme vous le supposez, mon cher Wisel, elles ont dû me demander de les garder secrètes. Par conséquent, c'est comme si elles ne m'avaient pas parlé.

Il s'excuse ; il met dans sa poche les lettres de Caussanges et les siennes. Mais il ne sait quoi faire des trois autres. Le timbre de la poste indique Paris. Il me le fait remarquer.

— Je ne sais rien de cette femme, ajoute-t-il, avec un sourire où il y a de la colère et de la rancœur. Et là dedans, peut-être, se trouve la réponse à toutes les questions que je me pose. Mais qu'apprendrai-je?

A la manière des hésitants qui reculent un peu ce qu'ils vont décider, il déchira brusquement une enveloppe. Et il se mit à lire. Son geste, je l'avoue, me surprit. Mais bien davantage son visage, à mesure qu'il lisait. Il fut saisi d'un tel désarroi qu'il épelait à voix basse :

Ozilie, nos baisers... Et cette nuit du mois dernier où je vins te surprendre, rappelle-toi... Un signe de toi et j'accours.

Wisel ouvrit la seconde lettre.

Mon épouse chérie... Notre mariage secret qu'il faudra bien régulariser... Quand pourrons-nous, au grand jour, paraître ensemble, vivre ensemble...

Pas de date. Une signature illisible. Et tout cela impersonnel, dactylographié ! Wisel s'arrêtait comme par hasard, sur des passages :

Notre mariage jusqu'ici secret, mais légal tout de même, rassure-toi. Et le consentement de ton oncle n'était pas nécessaire...

Il cessa de lire.

— Ce n'est pas possible ! dit-il. Ce n'est pas possible !

Alors, il reprit les trois lettres, s'efforça de croire qu'il s'était vraiment trompé, revint aux adresses, feuilleta les papiers. Mais les lignes se bousculaient. Il ne distinguait plus ce qu'il avait déchiffré tout à l'heure et par-ci, par-là, il relevait des « Ozilie », « ma femme chérie », « mon épouse aimée », comme des points de certitude...

Bouleversé, il restait sur place.

— Vous êtes malade?

D'un mot, j'aurais pu le guérir. Ces lettres, c'était Ozilie elle-même qui les avait écrites et fabriquées pour que le prince Evgueny, la croyant mariée, ne songeât plus à l'épouser et à cause d'elle à rejeter une couronne même problématique.

— Pourquoi? répétait-il. Les femmes se griment donc suivant l'homme à qui elles s'adressent...

— Les hommes aussi, Wisel...

— Ces lettres ne sont pas vieilles, reprit-il. Voyez les timbres : octobre.

— Je ne parviens pas à lire...

— Elle a menti... Elle était perfide... comme les autres...

— Vous la calomniez... Elle vous expliquera quand vous la verrez.

— Je ne la verrai plus...

Jacques Wisel regardait devant lui. Des gens passaient à côté de cet homme désaxé. Deux femmes qui se donnaient le bras, se mirent à rire en le voyant. Il ne pensait plus à moi. Je m'étais éloigné un peu, pour mieux l'observer et aussi pour qu'il ne fût pas gêné quand il reviendrait à lui...

Mais déjà il ne me voyait plus. Que faire? Je me retirai encore puisque je ne pouvais être pour lui d'aucun secours. Je le surveillai quand même. Comme tout devait chavirer dans son cœur ! Avant de partir, je me retournai : il était resté sur le bord du trottoir, « ses lettres » à la main, insensible à la petite pluie d'hiver qui commençait de tomber sur Paris.

ÉMILE ZAVIE.

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

OU REPARAIT « PAN-EUROPA »

Sait-on dans quelles circonstances a été lancé le fameux projet de Fédération européenne de M. Briand? L'histoire ne manque pas de piquant. Elle est instructive aussi, car elle saisit sur le vif les pantins d'un guignol dont la bouffonnerie provoque le frisson plus que le rire.

La scène se passe au quai d'Orsay dans l'après-midi du 11 juillet. On signe le traité d'amitié et d'arbitrage avec l'Espagne. Quelques intimes ont été discrètement conviés à venir fêter l'ami Quinonès de Leon. La cérémonie faite et l'hidalgo parti, la conversation s'attarde. L'hôte est en verve. Ce genre de réalisation frappe sa vanité de pacifiste. N'est-ce pas de ce cabinet qu'est parti le fameux télégramme par la grâce duquel les armes sont tombées des mains des Bulgares et des Grecs qui n'avaient, à vrai dire, aucune envie de se battre? Les oreilles de Marie de Médicis, qui revit sur les tentures des Gobelins avec une carnation à la Rubens, n'ont-elles pas entendu les premiers murmures de la mise de la guerre hors la loi? C'est encore le thème favori qui inspire le visionnaire. Du rappel des souvenirs, M. Briand a tôt fait de glisser vers les évocations d'avenir. On l'a cru mort Qui vivra verra. Le pacte de Locarno ! Simple germe confié aux bons soins de M. Stresemann. La condamnation de la guerre? M. Kellogg se l'est appropriée. Mais la Fédération pacifique des peuples de l'Europe ! De cette grande idée-là, personne ne pourra contester la paternité. On en entendra parler à la prochaine Assemblée

des nations, en attendant la grande conférence qui viendra plus vite que beaucoup ne le croient, dès que la liquidation du passé sera achevée. Il ne s'agit pas de se laisser devancer. Le camarade Mac Donald doit avoir, lui aussi, quelque idée en tête. Il viendra à Genève où il rencontrera le spectre du protocole de 1924. Sans doute, voudra-t-il l'écarter par quelque manifestation retentissante. Le grand pacificateur ne se laissera pas couper l'herbe sous le pied.

Tout cela était indiqué par des allusions et des sous-entendus plus que par des précisions. Pour la plupart des auditeurs, les conceptions n'avaient rien de bien nouveau. Le bon sens le plus élémentaire conseillait la réserve. Peut-être le projet n'aurait-il pas dépassé les murailles si l'on avait pu être assuré de leur discrétion. Mais il fallait redouter l'indiscrétion de quelque porte-plume irrespectueux. Voilà comment la nouvelle a trouvé le chemin du grand public.

Nous nous sommes laissé dire que le héros de l'aventure n'a pas été très satisfait du résultat. De fait, il y a eu dans l'accueil plus d'ironie sceptique que d'acclamations. Il ne faut pourtant pas être trop difficile quand on s'avise de chevaucher la chimère. M. Briand peut se rappeler le sort d'un de ses prédécesseurs qui laissait traîner sur le bureau du quai d'Orsay des petits papiers où on lisait : « Théophile Delcassé, président des États-Unis d'Europe ». M. Delcassé avait des circonstances atténuantes. Un sacrifice cruel fait à la défense nationale avait troublé un cerveau dont les heures lucides avaient conçu l'Entente cordiale qui était tout de même autre chose que Locarno. Malgré l'éclat des services, on l'avait discrètement invité à la retraite. Nous pouvons mesurer le chemin parcouru. Dix années après le traité de Versailles, un ministre des Affaires étrangères français peut se faire gloire d'achever la liquidation de la victoire dans une combinaison chimérique, sans seulement qu'on lui conseille quelques grains d'ellébore.

Évidemment l'enthousiasme manque et même l'intérêt qui déchaîne des polémiques. N'est-ce pas cela surtout qui blesse? Les cabotins préfèrent encore le sifflet au silence. Mais les masses ont vraiment d'autres soucis que de s'occuper des divagations des pêcheurs de lune. Elles sont aux prises avec les dures réalités. Parler d'entente et de collaboration à des gens qui n'ont en perspective que de trimer sous le fardeau de charges écrasantes, de lutter avec acharnement pour défendre de difficiles conditions d'existence au milieu du débordement des appétits et des rivalités ! Non, vraiment, le moment n'est pas propice aux illusions. Il y a des contradictions par trop criantes. On parle de rapprochement. Où en voit-on les indices, même les plus vagues?

Est-ce sur le terrain économique, celui où les conflits sont les plus stériles et les collaborations les plus fécondes? On a bien réalisé quelques consortiums d'affaires. On a conclu des traités de commerce qui ne sont pas d'ailleurs tous avantageux. Les statistiques du commerce français montrent chaque mois davantage ce que nous coûtent les facilités offertes aux produits allemands. Ce n'est pas d'ailleurs de cela qu'il s'agit. On n'a pas attendu les rêves de Fédération européenne pour manœuvrer la clause de la nation la plus favorisée. Ce qu'on nous annonce, ce n'est rien de moins que le grand Zollverein européen. Or, les champions de la Fédération ne sont même pas arrivés à reconstituer sur le plan économique le bassin danubien, alors que ce serait peut-être la seule chance de réagir efficacement contre la campagne de l'Anschluss. Que dire alors de la lutte opiniâtre qui se poursuit entre l'Allemagne et la Pologne, alors que jamais il n'y a eu entre deux systèmes économiques plus d'éléments d'entente, puisque les Allemands manquent des produits alimentaires dont regorge la Pologne et que la Pologne manque des produits industriels que pourrait lui apporter l'Allemagne. Mieux encore, ne voyons-nous pas une nation de trois millions d'hommes, comme la Lithuanie, barrer systématiquement les débouchés de ses voisins sans recevoir un rappel énergique de la Société des Nations? Il faut vraiment une conception assez particulière pour voir dans ces manifestations le prodrome de la suppression des barrières douanières.

Et ce n'est rien, à côté du paradoxe de la Fédération européenne sur le terrain politique. Là, pourtant, on a fait une expérience, il est incontestable que Locarno a été la première esquisse d'un groupement qui se flattait d'effacer les divisions anciennes. Une tentative qui n'a pas reculé devant le bouleversement de la terre sacrée des tranchées. Il faut croire que le résultat n'a pas été très encourageant, car les imitateurs manquent d'empressement.

On nous avait pourtant annoncé une série de Locarnos dans l'Europe centrale, dans les Balkans, dans les pays baltes, dans la Méditerranée. En fait de Locarno de l'Europe centrale, nous constatons des méfiances si persistantes qu'un incident aussi banal que l'arrestation d'un cheminot tchèque, surpris en flagrant délit d'espionnage par les autorités hongroises, prend l'allure d'un conflit aigu entre Prague et Budapest. En fait de Locarno balkanique, nous assistons au réveil de l'agitation macédonienne. Une tentative de rapprochement serbo-bulgare, esquissée à la conférence de Pirot, au mois de mai dernier, a complètement avorté. Les défiances n'ont même pas permis de régler des questions aussi élémentaires que

l'échange des propriétés coupées par la frontière ou l'organisation d'une zone de surveillance interdite aux fauteurs de troubles. Les Tchèques ne parviennent pas à oublier des rivalités périmées qui les séparent des Polonais. Les États baltes ne prennent pas conscience de l'étroite solidarité qui s'impose aux éléments d'un barrage voué au rôle ingrat de tampon entre les aspirations de revanche de Berlin et de Moscou. L'Adriatique reste la mer amarissime à travers laquelle Yougoslaves et Italiens se regardent de travers. Les Français et les Italiens ne sont pas plus sensibles à l'appel de la Méditerranée. De quelque côté qu'on regarde, on ne voit que des rancunes et des méfiances qui se développent partout, sans se préoccuper des éléments de crise que tient en réserve la volonté nettement affirmée de l'Allemagne de réviser le statut européen.

Le comble est que cette ardeur de révision se trouve être la seule force qui puisse travailler en faveur d'un groupement européen, parce que la seule qui ait des chances d'en profiter. Voilà pourquoi l'Allemagne est le seul pays où la grande idée de M. Briand ait éveillé de l'intérêt et même recueilli des approbations. C'est là vraiment que la farce n'est peut-être pas très loin du drame.

Dieu sait pourtant si l'organisation laborieuse de la Conférence des gouvernements est grosse de difficultés. Les Anglais ne dissimulent pas l'intention de passer au crible les combinaisons financières du plan Young. Le problème rhénan est hérissé de désaccords. En dépit de leurs bravades, les dirigeants de Berlin pourraient avoir des raisons de ne pas être trop rassurés. Mais quand le ministre des Affaires étrangères français entrevoit la possibilité de grouper étroitement les vainqueurs et les vaincus, on peut croire que tout ce qui sépare les anciens adversaires est destiné à disparaître à brève échéance.

C'est la perspective non seulement de la libération du territoire et de la récupération de la Sarre, mais de bien d'autres satisfactions.

Tant de blessures saignent à toutes les frontières qui doivent toutes être cicatrisées avant que l'on puisse sonner les cloches de la réconciliation ! La Fédération européenne n'est-elle pas aussi une admirable combinaison pour tirer parti des revendications des minorités nationales? Quel réveil inattendu des espérances que les pangermanistes les plus exaltés osaient à peine formuler au temps de la plus grande puissance d'expansion de l'empire des Hohenzollern. Qu'est-ce donc que la Fédération européenne, sinon la fameuse « Pan-Europa » dont les germes ont été pieusement recueillis par des Allemands d'Autriche pour être confiés au bon terreau de la Société des Nations?

Les Allemands ne sont pas gens à se troubler de cette transplantation pas plus qu'ils ne s'émeuvent de voir l'initiative prise par un homme d'État français. Ils savent très bien qu'on ne s'improvise pas fédérateur. Ils se rendent parfaitement compte que si la France s'avisait de manifester même la plus petite velléité de mener l'Europe, elle verrait tout le monde se dresser contre elle. Ils savent encore que toute combinaison de nouveaux groupements se fait contre l'ordre établi, par conséquent au profit de ceux qui cherchent des modifications, surtout quand ils sont capables de les vouloir fermement et de ne reculer devant rien pour les obtenir. Ils en ont fait l'expérience. Par leur discipline, par leur masse, par leur vitalité, par leur volonté, les Allemands se sentent capables d'être le facteur dirigeant du grand Locarno comme du petit.

Et sans doute entrevoient-ils même quelque chose de plus, la possibilité de se servir de la combinaison pour gagner des titres à la reconnaissance des Américains et pour jouer sur les deux tableaux. Il n'est pas douteux, en effet, que le projet de Fédération européenne a une pointe dirigée contre l'Amérique. Nous ne voulons certes pas dire que ce soit l'intention de M. Briand. Mais M. Briand excelle dans l'art de faire des choses désagréables aux Américains avec l'intention de leur faire plaisir. L'an dernier, il concluait le compromis naval avec l'Angleterre et tombait des nues en constatant que les Américains le prenaient très mal. Maintenant, il convie les nations européennes à constituer un consortium économique dont la seule raison d'être serait de réaliser un front commun de résistance à l'expansion américaine.

Que l'idée soit dans l'air, pas de doute possible, et c'est là que les fameuses antennes de M. Briand l'ont saisie. Comment pourrait-il en être autrement? Les États-Unis éclatent de prospérité. Ils ont amorti leurs dettes en dix ans, à concurrence de 250 milliards de francs. Chaque année, les contribuables ont l'agréable surprise d'une réduction d'impôt de 2 ou 3 milliards qui n'est pas, elle, sur le papier seulement. Les comptes de l'exercice clos le 30 juin laissent, après amortissement de 14 milliards, un excédent de 3 milliards. Exactement ce que les États-Unis réclament à leurs créanciers européens. Il saute aux yeux que l'effort demandé à l'Europe sert principalement à décharger la concurrence industrielle et commerciale des États-Unis de charges fiscales déjà les plus réduites du monde.

Ainsi les Américains réalisent une des conditions principales d'expansion. Par ailleurs, ils ont tous les atouts : les matières premières, le machinisme, les capitaux, un gouvernement fort, et pas

de socialisme. Tout ce qu'il faut pour permettre un formidable débordement de puissance.

Le cas ne serait pas autrement préoccupant si ce débordement disposait de débouchés. Normalement le marché du nouveau monde devrait fournir un exutoire largement suffisant. Les États-Unis pourraient facilement entretenir 300 millions d'hommes. Or, ils n'en ont que 110 millions et ils sont bien décidés à ne pas en avoir davantage puisqu'ils restreignent strictement l'immigration, alors qu'ils ont la plus faible natalité qui soit. Nous assistons à ce paradoxe que la plus grande puissance de production réduit systématiquement ses facultés d'absorption. D'où la nécessité de chercher des débouchés au dehors. Or, il se trouve qu'à l'heure actuelle ces débouchés sont très limités. Le vieux monde est appauvri par la guerre. Le bolchevisme ruine l'immense Russie. En Chine même on découvre plus de risques de nouveaux désordres que d'espoirs de la fin des convulsions. En tout cas, les marchés extérieurs sont indispensables à la production européenne, si on veut que l'Europe paie ses dettes.

Il n'est pas jusqu'à cette question des dettes qui ne bouleverse l'équilibre économique. Les Américains prétendent recevoir chaque année des milliards des Européens. Le seul paiement efficace serait en marchandises. Or les Américains repoussent les produits du vieux monde. Ne sont-ils pas en train d'élever encore la muraille douanière qui les défend contre une concurrence déjà terriblement handicapée par la largeur de l'Océan, par les charges fiscales, par les frais des divisions politiques? Autant dire que les États-Unis veulent à tout prix contraindre l'Europe à payer en or. Mais cet or, ils sont incapables de le transférer, plus incapables encore de l'utiliser chez eux. Alors on ne peut l'employer que sur place. Ainsi le problème des dettes conduit à la colonisation économique de l'Europe aux frais des Européens.

Une situation de ce genre, si elle se prolongeait, conduirait fatalement à la réaction violente. C'est elle qui commence à populariser l'idée d'union européenne que M. Briand prétend avoir découverte. Mais le grand pacificateur se rend-il compte que cette idée est essentiellement une idée de lutte? Ce ne serait pas la première fois qu'une poule couverait un canard.

SAINT-BRICE.

LES LETTRES

« LE CŒUR BRULÉ »

Un grand écrivain n'a pas besoin d'un sujet rare ou extraordinaire pour faire un bon livre. On pourrait presque dire, au contraire, que, les meilleurs thèmes littéraires étant en petit nombre, ce sont toujours les mêmes qui fournissent les œuvres les meilleures. C'est à l'auteur qu'il appartient d'enrichir la donnée qu'il a choisie. Ainsi, d'une des aventures les plus banales qui soient, M. Léon Daudet vient-il de tirer un des plus beaux romans qu'il ait écrits.

Cette histoire est celle de la jolie amoureuse d'un quinquagénaire, du « Démon de midi » comme on dit volontiers depuis que M. Paul Bourget a traité. lui aussi. ce sujet-là. Le professeur Hauffroy, un grand médecin parisien. fête ses noces d'argent. Une union parfaite avec une femme aimante et intelligente, l'éducation de deux fils, la passion de son métier et les succès d'une carrière brillante, voilà de quoi a été faite, jusqu'à ce jour, la vie du professeur. Pourquoi faut-il que, ce soir de fête, une jeune danseuse, Sylve de Réal, ait été invitée à la soirée donnée par les Hauffroy? De part et d'autre, c'est le coup de foudre. Et bientôt le professeur commence une vie double. L'aventure, d'ailleurs ne sera pas de longue durée. La jeune fille, de santé fragile, est emportée par un mal rapide. Le professeur, qui a avoué sa faute à sa femme, survit quelque temps, sans pouvoir surmonter sa douleur. Il ne tarde pas à mourir lui aussi, d'une crise cardiaque. Les cœurs des deux amants ont été brûlés par leur irrésistible passion.

On voit que l'histoire, si l'on s'en tient à ce bref résumé, n'est pas neuve. Mais pour qui connaît M. Léon Daudet, il n'est pas difficile d'imaginer comment il a su la transformer en la mettant en œuvre. Il l'a étoffée de l'extérieur, en même temps qu'il l'animait intérieurement.

A l'extérieur, il a fait circuler, dans des décors de sa connaissance, toute une figuration recrutée dans ses souvenirs. Le professeur Hauffroy a de nombreuses relations dans le monde littéraire, artistique et politique. Et la plupart des personnages de second plan dont l'auteur l'a entouré sont d'amusantes caricatures qu'il est facile de reconnaître. Un drame, qui se joue sur les confins de la politique et de la police, se mêle par ailleurs à l'intrigue principale ; et M. Léon Daudet s'est inspiré, pour l'écrire, de faits dont il entretient journellement d'autres lecteurs que ceux de ses romans. Enfin, on retrouvera dans ce livre, des paysages de Savoie et de Provence qui lui sont familiers et qu'il sait évoquer, sans beaucoup de mots, avec une magistrale puissance. Ainsi la plupart des aspects du talent de M. Léon Daudet sont-ils réunis là, et quelqu'un qui n'aurait jamais rien lu de lui aurait, par cet ouvrage, un aperçu de l'écrivain politique et du mémorialiste aussi bien que du romancier.

Mais l'attrait que donne au roman cette variété de ton et de mouvement est secondaire, et la véritable richesse du livre est ailleurs. Elle réside dans un sentiment de la vie humaine, qui est propre à M. Léon Daudet, par son intensité et son étendue. Il y a, en M. Daudet, un médecin qui n'a jamais cessé d'étudier les principes et les mystères de notre vie physique. Nul point de départ n'est plus solide, pour un psychologue. C'est aussi celui de M. Paul Bourget, qui aime à dire parfois : « J'ai manqué ma vie, j'aurais dû être médecin. » M. Léon Daudet pourrait reprendre cette boutade. En fait, l'écrivain qui veut peindre l'homme n'a pas perdu son temps en prenant connaissance de toute sa nature, à commencer par celle de son corps. C'est être réaliste au meilleur sens du terme. Car les manifestations de notre vie sentimentale, — et surtout les plus violentes, — tiennent à tout notre être. On peut mourir d'amour et de chagrin, si l'on est doué d'une sensibilité assez vive. Ce n'est pas une image de dire que le cœur est atteint. M. Léon Daudet, très justement, y localise les sentiments profonds : « Cet organe mystérieux est à l'âme ce que le cerveau est à la pensée, une sorte de « central » où tout s'inscrit, non par des images, mais par des troubles, les uns de délices, les autres d'angoisse, par des ruptures puis des rétablissements soudains de cet équilibre, instable et secret, qu'est la santé. » Ce serait bien mal connaître l'homme que de restreindre à l'action des sens la part du

corps dans la vie passionnelle. L'homme est un plus complexe animal. Et c'est cette complexité troublante que M. Léon Daudet excelle à nous représenter.

Nous retrouvons ici le philosophe de *l'Hérédo*, du *Monde des Images*, du *Rêve éveillé*, de tous ces livres où M. Daudet nous montre, dans la nature humaine, les échos et les reflets du monde qui l'entoure, dans le temps aussi bien que dans l'espace. Si cette nature est si riche, quand c'est M. Léon Daudet qui nous l'explique, c'est qu'il la replace dans l'univers dont elle se nourrit. De même qu'un vin recueille et garde, pour nous les transmettre, les forces secrètes d'un sol de choix, les parfums d'une atmosphère, les ardeurs d'un bel été, de même l'être humain est composé des éléments multiples que toute sa vie a mêlés en lui. Encore ces dernières acquisitions de notre sensibilité ne tiennent-elles en nous que la place la moins importante, auprès des influences reçues de l'hérédité. Notre nature est faite, avant tout, de ce qu'ont accumulé en nous les générations dont nous sommes issus. Mais c'est le domaine de l'imprévu, celui où l'on voit surgir les surprises les plus déconcertantes. Non seulement d'une génération à une autre, mais au cours d'une même vie, un caractère qui paraît nouveau et inattendu peut se révéler soudain. Tel homme est le premier surpris de la puissance, inconnue de lui-même et insurmontable, qu'il voit se développer en lui et qui le transforme tout entier. Elle était latente au fond de son être, et attendait le « climat » qui lui permît d'entrer en activité, comme disait M. André Maurois. Chacun de nous, dans une certaine mesure, recèle ainsi de nombreuses possibilités ; les unes ou les autres se réalisent selon les circonstances dont nous sommes favorisés par notre destin.

Le climat humain est fait surtout d'amour, comme le soleil est le principal élément du climat naturel. Mais les plantes demeurent sous le soleil où elles sont nées, tandis que l'homme peut toujours rencontrer la femme qui changera sa vie. Le roman de M. Léon Daudet est l'étude d'une de ces rencontres : nous y voyons un homme auquel l'amour révèle, vers le milieu de sa vie, une partie de sa nature, dont il ne soupçonnait même pas l'existence ; et pourtant, il souhaitait obscurément cette révélation de lui-même, qui lui donne soudain le bonheur de se sentir plus complet, et d'atteindre, dans la limite des facultés humaines, à une sorte de perfection. Ainsi, la jeune fille rencontrée par le professeur Hauffroy est-elle la femme que non seulement son cœur, mais tout son être attendait : « Elle était reliée aux fibres les plus secrètes de sa nature par une de ces prédestinations qui mêlent le passé à l'avenir, dans une sorte d'*ævum* indéterminé et illimité. Il se surprit à murmurer : *elle fait partie de mon éternel.* »

Une telle rencontre emprunte aux forces de la nature quelque chose de fatal. C'est pourquoi, sans doute, la femme du professeur Hauffroy la juge avec une indulgence triste et sereine, moins comme une faute que comme un malheur. C'est une aventure analogue à celle de l'entrée de Juliette Drouet dans la vie du ménage Victor Hugo, aventure à laquelle M. Léon Daudet a songé probablement.

Pour finir, on voit sur quels sommets de la psychologie un tel roman nous entraîne. Qu'il soit ou non dessiné d'après Hugo, le héros de ce livre est un tempérament exceptionnel. L'étude de son cas est, en quelque sorte, un essai de psychologie du génie. Mais du génie à tous les sens du mot, à commencer par le premier, qui sous-entend tous les éléments instinctifs de la nature humaine. C'est ce que M. Léon Daudet n'oublie jamais quand il considère cette nature. C'est pourquoi tout ce qu'il en dit a toujours tant de force. Qu'il évoque, dans l'histoire de l'humanité, de hautes figures comme celles de Montaigne ou de Gœthe, de Ronsard ou de Mistral ; qu'il crée, dans un roman, un personnage de grande taille comme le professeur Hauffroy, ces puissants esprits demeurent visiblement attachés au monde d'où ils sont sortis, aux lignées de paysans et de bourgeois qui les ont formés. Si haut que se dresse leur tête, ils sont solidement enracinés dans le sol que nous foulons nous-mêmes. Un livre de M. Léon Daudet, que ce soit un roman ou de la philosophie, des impressions ou de la critique, c'est toujours une vaste exploration dans les régions les plus élevées de notre univers ; mais toujours, en le suivant, nous gardons contact avec la terre, où toute vie naturelle a son principe.

André Rousseaux.

L'HISTOIRE

UN FRANÇAIS EN ÉTHIOPIE

En saluant, à propos de l'entrée en charge de S. E. le Bitoaded Guétatchou Abaté, le premier ministre plénipotentiaire de l'Éthiopie en France, nous évoquerons celui qui, il y a bientôt un siècle, eut la gloire de révéler la France à l'Éthiopie.

Arnauld d'Abbadie avait vingt ans quand il partit, avec son frère, pour découvrir les sources du Nil Bleu. L'inconnu de la science tentait son aîné Antoine. L'inconnu de ces régions inexplorées, des hommes et de leur philosophie, de leur histoire et de leur vie, attirait Arnauld. En passant au Caire, il cherche un professeur d'arabe. On lui indique le Père Sapeto. Il apprend qu'en Éthiopie un édit, datant de trois siècles, frappe de mort tout prêtre catholique. Une idée surgit en lui : il propose au Père Sapeto de l'y emmener et, avec un domestique basque, ils se mettent en route (1). « Avant de quitter la rive du Nil, raconte-t-il, mon frère et moi nous bûmes dans le creux de la main une dernière gorgée de son eau bienfaisante, en faisant le vœu de nous désaltérer un jour à sa source mystérieuse, et nous nous éloignâmes de Keneh, en Égypte, le 25 décembre 1837, pour nous engager dans le désert (2). »

« Pour explorer les insondables contrées qui dérobent à notre curiosité le berceau du fleuve le plus célèbre de l'antiquité, Arnauld

(1) L'édit datait de l'expulsion des compagnons de Pedro Paëz, jésuite espagnol, au début du dix-septième siècle.

(2) *Douze ans de séjour dans la Haute-Éthiopie*, par Arnauld d'Abbadie, p. 1.

d'Abbadie pénètre là où aucun Européen n'avait encore mis les pieds. Il veut élucider enfin une question qui avait suscité tant d'hypothèses dans le monde savant de tous les temps, et résoudre l'antique problème déjà posé par Hérodote. Par une admirable ténacité dans son entreprise de découverte, et au milieu de périls imminents, il arrive à explorer le bassin supérieur de l'Omo, et le 15 janvier 1846 il plante à sa source le drapeau français (1). »

*
* *

L'objectif du jeune homme fut avant tout de relever en Abyssinie le prestige des blancs. On y considérait les Européens comme des marchands, et les marchands comme une race infime.

« Les Anglais, écrivait Arnauld d'Abbadie, n'avaient jamais passé qu'à force d'argent, donnant tout ce qu'on leur demandait, aussitôt qu'on fronçait le sourcil, et ne changeant de place qu'en faisant pour ainsi dire des ponts d'or. Ils avaient gâté la route... Mon esprit répugnait à cette façon d'agir. Je trouvais de tels procédés blessants pour la dignité des blancs. Je résistai. »

Réagissant contre ce mercantilisme, il ne voulut s'appuyer que sur l'ascendant personnel. S'il prit une escorte, ce ne fut que pour se défendre contre les exactions injustes des paysans contre l'étranger. Mieux que les distributions d'or et d'argent, cette politique de pénétration allait faire la conquête de ce peuple féodal, chevaleresque et fastueux.

Quelques jours après son arrivée à Adwa, des Européens, missionnaires protestants allemands, en étaient expulsés. Ils avaient voulu s'imposer au pays par la seule supériorité de l'argent jeté à profusion, et la foule irritée, à laquelle ils avaient déplu, les chassait violemment. C'étaient ceux-là mêmes qui, à l'entrée d'Abbadie dans la ville, lui avaient exprimé leur étonnement de le voir arriver sans bagages, sans présents pour le prince, sans même s'être assuré d'un patronage quelconque (2).

On sentit immédiatement en lui un étranger comme on n'en avait jamais vu. La sympathie l'entoure. Il s'en sert pour accréditer ses compagnons. C'est lui qui conseille au Père Sapeto ses réponses à un interrogatoire décisif. Il se présente devant les juges. Il intéresse les chefs. Sur ses instances, l'édit mortel d'interdiction de séjour est rapporté.

(1) *Notice historique sur A. d'Abbadie*, par G. Darboux, p. 13.
(2) *Douze ans de séjour dans la Haute-Éthiopie*, p. 13.

Par suite de sa rencontre fortuite avec le Père, notre voyageur laïque fonde une mission. Elle aboutissait, il y a deux ans, à la béatification d'un saint éthiopien : Abba Guébré Mikaël.

*
* *

Les deux frères n'avaient pas été envoyés par le gouvernement. C'était sur leur initiative qu'ils partaient, et avec leur fortune personnelle qu'ils entreprenaient, en Éthiopie, la glorieuse et pacifique conquête des cœurs.

Arnauld fut, à proprement parler, l'explorateur, « l'un des plus célèbres qu'eût la France », écrivait, le 20 novembre 1893, le président de la Société de Géographie. « La grande médaille d'or lui fut décernée pour les résultats de son long et fructueux voyage en Éthiopie, et nous n'hésitons pas à dire, — publiait le *Bulletin de la Société de Géographie*, — que ce voyage est un de ceux que nous regardons comme devant servir de modèle aux futurs explorateurs du globe (1). »

Pendant qu'Antoine, sous le couvert de l'habit des moines de ces contrées, se voue aux études astronomiques, linguistiques et géodésiques, Arnaud d'Abbadie ceint une épée. Malgré les défiances que l'homme blanc ne peut manquer d'exciter, il gagne les princes et leurs sujets ; il apprend à les connaître ; il acquiert un rang parmi eux. Il adopte leur toge, parle leur langue — l'amarigna — conquiert son alga sous la tente des chefs, qu'il instruit et qu'il charme. Sur son cheval de combat, il se fait remarquer par son courage et sa générosité. Il s'imprègne de l'Éthiopie, tandis que pour elle il personnifie la France.

Du Dedjadj Guoscho qui l'aimait, il refuse honneurs, dignités et présents. Quand le prince lui offrait quelque chose, il lui répondait : « Je vous supplie, Monseigneur, de faire un heureux de plus en donnant cette faveur à un tel, et de me donner, à moi, le plaisir de savoir que vous m'avez voulu du bien ; afin que je vous aime pour vous-même, et non pour la munificence de vos présents (2). »

Aussi est-il resté longtemps sans rien recevoir, et partant, comme il le dit lui-même, sans exciter aucune envie. « Enlevez-lui son cheval et ses armes, disait Guoscho, et il sera tout semblable aux moines du désert, qui ne vivent que pour l'amour des autres (3). »

(1) Rapport de M. Daussy. *Bulletin de la Société de Géographie*, p. 27.
(2) *Manuscrits inédits d'Arnauld d'Abbadie.*
(3) *Ibid.*

Quand le temps l'eut rendu l'intime des grands feudataires, il se plut à demander grâce dans les procès, et à donner un avis impartial sur les nombreuses causes déférées à la cour. Son opinion prévalait toujours. Et c'est à cause de tant de bien accompli que, dans le Godjam, on peut entendre, de nos jours encore, le soir, à la veillée, ou dans les chants de guerre, célébrer les œuvres du grand Français légendaire qui, par deux fois, avait fait donner à d'autres, par le prince, le « bouclier d'argent » ciselé à son intention (1).

Quand il eut bien prouvé son désintéressement, il lui devint impossible de résister davantage aux instances de tous ceux dont il avait conquis l'amitié : le quart de ce qu'il avait accompli eût élevé le dernier des Éthiopiens au plus haut faîte des honneurs. S'il désirait s'identifier à cette race, pourquoi refusait-il à ceux qui l'aimaient le plaisir de le récompenser comme un des leurs?... Quelque temps avant, son investiture aurait fait naître des jalousies : sa noble conduite en fit une cause d'allégresse générale.

Arnauld d'Abbadie devint ainsi ce Ras Mikaël dont les Éthiopiens ont gardé la mémoire.

Au milieu de ce peuple chrétien, chevaleresque et brave, il était le conseiller des chefs, l'intime ami d'un Dedjazmatch, le pacificateur des grands, l'intercesseur des petits — l'étranger que tous avaient assez aimé pour l'assimiler à un indigène.

Qu'il sût rester lui-même parmi eux, leur ressembler comme un frère, sans se dénationaliser, voilà qui faisait l'objet de leur admiration.

L'influence d'Arnauld facilitait les recherches scientifiques d'Antoine, auxquelles il s'associait souvent (2), et plusieurs fois, quand les deux frères s'avançaient dans les profondeurs insondées, Arnauld exposa sa vie afin d'arracher son aîné aux périls où sa nature spéculative l'avait engagé.

« Les recherches de MM. d'Abbadie sur la linguistique de ce pays, le nombre des manuscrits qu'ils ont rapportés, sont d'un grand intérêt. Avec cela la Société de Géographie a reçu d'eux deux cents observations d'angles horaires, ou des hauteurs, etc., etc. (3). » En 1868, Arnauld d'Abbadie publie une carte détaillée de l'Éthiopie, où le *Hic sunt leones* des anciens était remplacé par le fruit des longues et pénibles observations des deux frères.

Quand Antoine revint en France, l'Académie des Sciences ouvrit

(1) Témoignage de A. M., étudiant éthiopien à Paris, en 1927.

(2) *Douze ans de séjour dans la Haute-Éthiopie*, p. 47, 381.

(3) *Bulletin de la Société de Géographie*, p. 27, 1846.

ses portes au savant. Après avoir établi un catalogue d'étoiles, il fonda un observatoire, et la Science devait être l'héritière de toute sa fortune. Les Éthiopiens avaient vu passer « le savant », comme ils l'appelaient...

Mais l'explorateur avait joué parmi eux un rôle dont l'ampleur fut telle qu'il parut, non seulement avoir voyagé ou même séjourné en Abyssinie, mais y avoir habité et vécu, comme s'il avait eu l'intention d'y mourir.

Avec son titre de Ras, le Dedjadj Guoscho donna à Arnauld d'Abbadie une investiture et un fief, qu'il fut autorisé à offrir à la France.

« C'est avec une grande science d'observation, écrivait le baron Brunet de Boyer (1), que l'explorateur étudiait les mœurs, les désirs de ce peuple, perçait à jour les intrigues anglaises, et voyait combien il serait facile de les déjouer, si on pouvait opposer à cette puissante Angleterre, avide de conquêtes et d'occupations, une autre puissante nation. »

Arnauld pressentit en 1840 la crise de colonisation qui devait enflammer l'Europe, à partir de 1880. Les richesses formidables de l'Éthiopie devaient être ardemment convoitées, un jour par les peuples européens. Mais leur ami, leur Ras Mikaël français, avait compris que la valeur exceptionnelle de cette race méritait mieux qu'une colonisation qui n'est, trop souvent, hélas ! qu'une mise en coupe réglée des ressources naturelles du pays.

En principe, les métropoles s'engagent à amener à un plus haut degré de civilisation le peuple qu'elles prennent sous leur égide. Pratiquement, elles l'assimilent à la mère patrie, au détriment de ses qualités personnelles et de ses caractéristiques de race, de sorte que, au moment où le peuple, ayant grandi, se croit capable de voler de ses propres ailes, il s'aperçoit qu'elles sont coupées...

Les sauvages ont besoin de ces tutrices. Mais le peuple éthiopien était de taille à gravir seul les échelons du progrès. Il lui fallait seulement, en Europe, l'aide courtoise et dévouée d'une main amie.

Mais le moment était critique. L'indépendance de l'Éthiopie était menacée par les convoitises anglaises. La France, pour la défendre, devait se substituer à Albion. Le problème se posait ainsi : L'Éthiopie pouvait se civiliser elle-même. De dominateur, il ne lui en fallait pas : c'eût été l'Angleterre. De protecteur, elle n'avait pas à en solliciter. Ce qui lui devenait désirable, c'était une alliance européenne qui la fortifiât, — car l'Angleterre l'étreignait, et les méthodes

(1) *Le Nouvelliste de l'Ouest* du 4 juillet 1895.

de guerre de ses soldats risquaient d'avoir raison d'hommes qui combattent la javeline à la main et la poitrine nue.

Égide pour égide, les chefs de l'Éthiopie préféraient la France... Arnauld d'Abbadie fut leur mandataire près de son pays. Il s'agissait de délivrer l'Éthiopie de l'emprise britannique, pour la donner à la France chevaleresque et chrétienne.

L'Angleterre ne constata que trop la prédominance française que la simple personnalité d'Arnauld d'Abbadie avait créée en Éthiopie... Quelques années plus tard, une revue anglaise publiait cet aveu : « Au commencement de 1840, où une mission anglaise venait d'être envoyée en Tigraïe, le capitaine Haine, gouverneur d'Aden, chargé d'exécuter les ordres de lord Palmerston, fit mettre à prix la tête d'Arnauld d'Abbadie. »

L'explorateur n'ignora aucun des dangers qu'il courut ; ils lui étaient un stimulant de plus.

Arnauld d'Abbadie vint en France. « Il demanda une audience à l'empereur Napoléon III. Il lui exposa la situation, lui démontra que la France pouvait se substituer à l'Angleterre, et devenir, si elle le voulait, la protectrice de l'Abyssinie, l'alliée de ce Négus qui, pour échapper aux Anglais, était prêt à se donner à la France. Qu'une petite armée vienne à son secours, comme elle le réclamait, et le plus beau, le plus grand, le plus fertile joyau de l'Afrique, près de la mer Rouge, se déclarait sous notre protectorat. » ...« Hélas ! l'empereur était trop ami de l'Angleterre pour intervenir. M. d'Abbadie, — un vrai grand cœur de Français, — racontait quelques années plus tard, avec une émotion très vive encore, l'échec de ses tentatives (1). »

Sa mission remplie, Arnauld d'Abbadie retourna en Éthiopie, pour reprendre sa vie auprès de Dedjadj Guoscho. Comme il allait traverser le fleuve sur la rive duquel tous deux devaient se retrouver, un messager vint apprendre au Ras Mikaël la mort de son prince et de son ami...

Depuis Massawa jusqu'aux pays les plus reculés, les autres chefs de l'Éthiopie lui envoyèrent messagers, escortes, ambassadeurs pour l'attacher à leur personne... Les cours éthiopiennes se mirent à ses genoux. Il refusa tout. Les éblouissements du pouvoir ne purent le tenter. Dans le tombeau de son prince, Ras Mikaël ensevelit son prestige et sa puissance. Ras Mikaël ne voulut pas lui survivre, car toutes les grandeurs dont on voulait encore le combler n'avaient plus pour lui le prix du cadeau d'un ami.

(1) *Le Nouvelliste de l'Ouest*, 4 juillet 1895.

Il sentit que sur ces terres parcourues depuis tant d'années aux côtés du « meilleur de tous les biens », il serait seul désormais, malgré les plus illustres et valeureux compagnons que pouvait lui attirer sa popularité. Il quitta sa toge, ses armes et son bouclier, les insignes de ses dignités, et il s'éloigna de sa seconde patrie, — comme ces vieux moines qui peuplent les déserts éthiopiens, et qui sont très souvent de glorieux chefs retirés du monde.

Pleuré des Éthiopiens, qui devaient s'en souvenir toujours, Arnauld d'Abbadie revint en France.

L'histoire des peuples dut alors à Arnauld d'Abbadie une œuvre qui peut être considérée comme l'histoire classique de l'Éthiopie. Ce n'est pas seulement un récit de voyage, mais bien plus : une étude approfondie de la race, des mœurs, de l'organisation nationale, de la religion, des événements politiques, depuis les temps les plus anciens jusqu'à l'époque où il y a vécu.

Ce que nous croyions ne plus pouvoir trouver que dans Homère ou dans Virgile, cet ouvrage nous en révèle l'existence chez des contemporains dont l'esprit de tradition leur a fait conserver jusqu'à nos jours l'apanage, — partout perdu, — des antiques civilisations. Le lettré, l'érudit, qui avait connu des habitudes raffinées en Europe, subit intensément le charme de revivre à la fois — autrement qu'en des visions d'art ou d'histoire, — Athènes, Rome et le moyen âge, parmi de saisissantes réminiscences bibliques.

Douze ans de séjour dans la Haute-Éthiopie excita la surprise, presque l'incrédulité. Pouvait-il donc exister, dans ces contrées déchues de l'Afrique sauvage, un peuple qui ait jalousement gardé, et perpétué, depuis trente siècles, ces habitudes et ces qualités morales que leurs voisins immédiats avaient abandonnées pour sombrer dans la barbarie?...

La guerre italienne contre l'Éthiopie, en 1896, devait prouver que l'explorateur n'avait pas fait un portrait plus flatté que nature.

A l'ouverture des hostilités, nous nous étions laissés aller à éprouver envers l'Abyssin ce sentiment de pitié préalable qu'inspire toujours aux témoins d'une guerre le peuple réputé le plus faible. D'un œil distrait, nous parcourions dans les journaux le compte rendu des opérations dont l'issue paraissait évidente. La nouvelle de la défaite des Italiens à Amba Alaghi, leur prompte capitulation à Makallé arrachèrent nos esprits à l'indifférence ; la déroute d'Adwa déconcerta toutes les prévisions, et produisit l'effet d'un coup de théâtre. On se passionna, tout à coup, pour cette race africaine

dont la valeur et la science militaire tenaient en échec des troupes organisées selon les progrès modernes.

Tandis que le livre magistral d'Arnauld d'Abbadie déterminait des vocations d'explorateurs, *Douze ans de séjour dans la Haute-Éthiopie* était recherché de l'élite intellectuelle, et bientôt, hélas! devenait introuvable.

« Où donc ce diable d'homme a-t-il appris à écrire? » s'était écrié Théophile Gautier, frappé par la belle diction orientale et le style très grand et très simple, en même temps qu'étonné de certaines expressions de haute allure qu'il n'avait pas coutume d'entendre ou de lire. Il ouvre le dictionnaire, et il y découvre que le mot, très naturellement tombé sous la plume de l'auteur, se trouvait être exactement « le mot propre », celui qui était le plus adéquat à l'idée.

Le célèbre critique, émerveillé, racontait alors à tout venant qu'Arnauld d'Abbadie, — qui parlait quatorze langues, — lui apprenait le pur français!

Quand cette œuvre fut donnée au public, Arnauld d'Abbadie fondant une famille, et fuyant la gloire autant qu'il la méritait, se retira pour toujours à la campagne, dans le pays de ses aïeux.

*
* *

De l'ambassade sans mandat, — si belle et si désintéressée, — dont avait été chargée le Ras Mikaël, devaient sortir les fruits qu'il avait tant souhaités, sans pouvoir les cueillir. Ce qu'il avait désiré, préparé, et prédit, s'est accompli sous le règne du Négus Taffari.

Arnauld d'Abbadie avait à jamais établi chez les Éthiopiens l'influence française. D'étape en étape, elle se montrait plus effective, et d'officieuse, elle devenait officielle.

« Deux explorateurs scientifiques, écrivait Georges Goyau, les frères d'Abbadie, voulurent des lazaristes en Abyssinie. Leur mission, installée par l'Italien Julien de Jacobis, devint en 1866 purement française, et partage, avec les capucins de France, l'apostolat des Coptes et des Gallas. Aujourd'hui, si notre langue française est devenue presque populaire dans les principaux centres de l'Abyssinie orientale, ce résultat, précieux pour notre influence française, est dû à notre mission catholique (1). »

. . . .

(1) *Histoire religieuse de la France*, par Georges Goyau, de l'Académie française.

C'était à l'Exposition universelle de 1889.

Arnauld d'Abbadie visitait, avec sa femme, le quartier étranger. Deux Éthiopiens s'y trouvaient. Il s'arrête près d'eux, et mêle son mot à leur dialogue :

— Oh ! Ras Mikaël ! s'écrient les deux hommes, stupéfaits et ravis. Vous ne pouvez être que Ras Mikaël ! Lui seul, parmi les blancs, parle notre langue comme vous !

Dans le pays aux traditions des anciens âges, on ne l'oubliait pas : « Celle qui devait devenir la femme de Ménélik avait gambadé tout enfant autour de la tente de Ras Mikaël, et elle se souvenait encore d'Arnauld d'Abbadie à la cour de son royal époux (1). »

Çà et là, les explorateurs, les missionnaires, les voyageurs de marque constataient des manifestations isolées, insignifiantes, mais symptomatiques, d'un sentiment collectif tellement vivace chez les chefs et chez le peuple, qu'il devait amener, trois quarts de siècle plus tard, la plus heureuse des conséquences nationales : Au début de la guerre de 1914, les journaux enregistrèrent les hésitations des Éthiopiens : opteraient-ils pour la France ou pour l'Allemagne? Ce n'était pas indifférent d'avoir un tel peuple avec soi, ou contre soi. Cette indécision était motivée par la dissension qui existait entre la Cour et la nation.

Le souverain d'alors venait d'apprendre l'entrée en lice de l'Italie. L'occasion était belle pour donner à ses sujets le débouché sur la mer Rouge qui leur manquait depuis si longtemps, car l'Italie, occupée à soutenir le choc autrichien, devait fatalement arriver trop tard pour défendre l'Érythrée.

Mais le peuple vit la chose de plus haut. S'il partageait, naturellement, les désirs de son prince et nourrissait comme lui quelques griefs contre l'Italie, il comprit aussi qu'il aurait à combattre une alliée de la France. Malgré les conséquences que sa conduite devait entraîner, il n'hésita pas un instant, et refusa net de marcher contre la patrie de Ras Mikaël (2).

Les Éthiopiens ont ainsi aimé la France plus qu'eux-mêmes ; grand honneur leur en soit rendu. Ils ont opté pour elle ; et la raison en fut donnée à l'époque même : « L'amour de la France inspiré par Arnauld d'Abbadie aux Éthiopiens. »

La belle lignée des explorateurs et des résidents qui continuèrent là-bas à y représenter la France héritaient de la sympathie que Ras Mikaël n'avait recherchée que pour la léguer à ses compatriotes.

(1) *Marchand chez Ménélik*, dans *la Croix* du 24 mai 1889.
(2) Témoignage de l'Éthiopien W. M..., à Paris en 1927.

Il avait allumé la flamme ardente, inextinguible qu'ils surent entretenir, et toujours aviver.

Le Ras Taffari vint chez nous.

Et le temps renforça les liens qu'avait commencé à nouer jadis le jeune Basque de vingt ans.

Il fut curieux et beau, à l'époque, qu'Arnauld d'Abbadie ait rempli l'unique et double mission de représenter les intérêts réciproques de deux patries : qu'il ait été jugé assez Éthiopien par l'Éthiopie, et assez Français par la France, pour être à toutes deux comme leur premier ministre plénipotentiaire. Avec quelle joie, s'il vivait, il rendrait hommage à l'envoyé du Négus, dont l'entrée en charge consacre officiellement l'amitié créée par lui entre nos deux pays.

D'HENRIAUR.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

M. LOUIS DUBOIS

A l'époque où l'on nommait de temps en temps un ministre modéré, pour récompenser le concours de tous les partis à l'union sacrée — qui est devenue l'union nationale — M. Louis Dubois fut ministre du Commerce. Car, bien entendu, il ne fut jamais question de nommer un ministre modéré dans un département politique : aux modérés, le commerce était généralement attribué; cela rassurait le monde des affaires et l'on faisait ainsi, comme on dit, d'une pierre deux coups. Rue de Grenelle, se succédèrent donc M. Louis Dubois, M. Isaac et M. Dior. M. Louis Dubois fut celui qui dura le moins longtemps; il est vrai qu'il avait le plus mauvais caractère, au dire du maître de l'heure. Disons simplement qu'il avait du caractère, et qu'on ne saurait passer à un modéré, dont la fonction est d'être modeste et simple, cette fantaisie exorbitante. M. Louis Marin, depuis, habitue les puissants du jour à d'autres manières; mais ceux qui en firent leur collaborateur jurèrent, comme M. Louis Dubois, qu'on ne les y reprendrait plus.

Donc, M. Louis Dubois fut ministre. Cela se passait en 1919. *Aux élections du* 16 *novembre, M. Clémentel n'avait pas été réélu : la gloire du Puy-de-Dôme disparut avec la fortune de la France, ses consortiums et ses techniciens. M. Louis Dubois fut désigné par M. Mandel, qui l'appréciait, et avec qui il débattit ses conditions, et il fut ministre du Commerce, tout juste pendant sept semaines. Il ne l'est plus redevenu depuis. Il serait excessif de dire que sa physionomie est populaire,*

mais il serait injuste de prétendre aussi qu'il recherche la popularité. Le député de Courbevoie-Colombes a cependant une physionomie assez spéciale. Il est de petite taille, avec une tête osseuse, un visage dont l'expression est à la fois calme et tenace. Les cheveux courts, et deux yeux vifs qu'abritent des lunettes à l'ancienne mode, des lunettes de grand'mère, et une petite barbiche poivre et sel, austère et volontaire, elle aussi.

M. Louis Dubois est un Breton du Morbihan; exactement de Belle-Isle-en-Mer. Mais voilà pas mal de lustres qu'il est industriel à Suresnes. Imprimeur. Il a édité des volumes illustrés de jolies photographies en couleur. Je ne connais pas la maison de M. Louis Dubois, mais elle doit être comme lui, à la mode d'autrefois, rigide, probe, ennemie de la publicité tapageuse, et d'une comptabilité sans fantaisie. M. Louis Dubois, qui est septuagénaire, affronta la bataille politique sans succès, en 1906. Il triompha en 1910 et fut toujours réélu depuis. Courbevoie lui demeure fidèle, et Colombes lui donne des majorités formidables : il faut dire aussi qu'il représente une des plus grosses circonscriptions de France. Politiquement, il n'a jamais changé. Il est de la Fédération républicaine, dont il exprime, sans aucune tendance à la compromission et à la manœuvre, la pensée et la doctrine dans les grandes filiales économiques. C'est un économiste libéral. Lorsque M. Marin était ministre, c'est lui qui présidait par intérim le groupe de l'U. R. D. Lorsque M. Joseph Thierry crut servir les intérêts de sa carrière politique en opérant un glissement à gauche, et qu'il quitta avec plus d'opportunité que d'élégance la présidence, devenue compromettante pour lui, de l'Union du Commerce et de l'Industrie, c'est M. Louis Dubois qui le remplaça comme président. Puis, M. Louis Dubois fut président de la Commission des Réparations. C'est une prébende fastueuse et en même temps un poste malaisé de contrôle et de labeur. M. Louis Dubois n'y demeure guère et l'on se rappelle dans quelles conditions il l'avait quittée. Le voici revenu à l'actualité par le débat sur la ratification. Il a été contre la ratification, mais il l'a dit, non par doctrine. M. Louis Dubois, qui n'a jamais bronché sur la doctrine ni sur la discipline du parti, se défend d'être un doctrinaire. C'est un homme de chiffres, qui ne parle qu'avec des statistiques à la main, et qui les commente, et qui conclut. Il est immuable dans le débat, et serein comme ses chiffres eux-mêmes; inutile de l'influencer : discute-t-on avec un chiffre? Il faut voir M. Louis Dubois à la tribune. Il a un air à la fois têtu et résigne de savant compétent, informé et laborieux, qui fait avec résignation la classe à des ignorants et à des élèves superficiels et dissipés. Aussi il n'use avec son auditoire ni de séduction ni d'agréments d'aucune sorte. Il aligne ses chiffres inexorables, en tire des conclusions impitoyables

et hautaines comme des sentences, et poursuit son exposé, jusqu'à sa conclusion, nette, ferme, définitive. Son geste même est rare. Son œil immobile derrière les besicles et son visage pâle et froid ne s'animent jamais. Mais il y a autant de passion brûlante et d'énergie dans son attitude glaciale que dans les interventions les plus fougueuses de M. Louis Marin. M. Louis Marin est un tacticien politique à qui la clairvoyance et l'honnêteté ont fini par donner raison. M. Louis Dubois n'est pas un tacticien comme M. Louis Marin, mais sa manière démonstrative s'inspire des mêmes principes. C'est donc en vain qu'on lui a représenté qu'il valait mieux ne pas gêner le ministère, que sa thèse, excellente au fond, était inopportune en fait, et que beaucoup de ses amis, dans son parti et dans son groupe, ne le suivraient pas. « S'il n'en reste qu'un, je serai celui-là, et, si mes amis ne me suivent pas, c'est qu'ils se trompent, et je les plains. » M. Louis Marin pense de même. Et aussi M. Édouard de Warren. En sorte qu'il y a là trois mousquetaires inséparables sur lesquels n'a prise aucune considération d'opportunité ou de convenance. Evidemment, M. Louis Dubois n'a point l'apparence d'un mousquetaire, mais il en a l'âme. C'est un homme, répétons-le, qu'il est inutile de prétendre faire changer. En vain M. Poincaré invoquait-il la loi des possibilités : « Quand vous aurez renversé le Cabinet, aurez-vous trouvé la solution du problème? » Il est indifférent à M. Louis Dubois de renverser le Cabinet. Il est de ceux qui estiment que, puisque le Cabinet de leurs amis ne fait pas leur politique, mieux vaut que cette politique soit faite par ses défenseurs naturels. M. Louis Dubois et M. Louis Marin sont gens à rentrer sans regrets dans l'opposition, pour y mieux démontrer au pays qu'ils ont raison. Et si nous y réfléchissons bien, ne vaut-il pas mieux qu'une politique déterminée soit faite par ceux qui l'aiment de cœur, et critiquée par ceux qui la tiennent pour dangereuse? M. Louis Dubois ne veut pas être de ceux qui s'accommodent du moindre mal. Alors, dans la République, il aura fort à faire.

★★★

La Musique : *Fin de saison.*

Saison décevante, s'il en fut. Encombrée et pauvre. Du bruit, et point de vie. A ceux qui demandaient, il y a deux ou trois ans : « Où va la musique? » nul ne peut répondre. Elle ne va pas, elle s'agite. Elle louche vers le passé, vers l'étranger, vers l'exotique ; elle n'a même plus le courage de s'interroger sur sa propre destinée.

Les auditeurs sont retombés dans leur apathie. Les festivals Stravinski qui, naguère, attiraient des foules, ont perdu leur vertu. Les ballets russes, malgré l'excellente partition du *Fils prodigue* de Prokofiev, n'ont rempli que des demi-salles. Le jazz scénique décline. *Tip Toes*, de Gershwin, qui à certains égards vaut bien *No, No, Nanette*, n'a pas tenu le coup, et *Skow Boat*, malgré l'appui insistant du phonographe, encore moins. Des chefs d'orchestre allemands, et singulièrement Furtwaengler, ont connu le triomphe, mais avec des programmes sans caractère. Le cycle « Rossini », beaucoup plus digne d'intérêt, n'en a suscité aucun.

L'Opéra-Comique et l'Opéra ont flânoché, et rien ne reste déjà plus des cinq ou six fantômes qui ont traversé quelques soirs leurs scènes. Ce n'est qu'en fin de saison, aux alentours du Grand Prix, qu'est apparue la partition de beaucoup la plus intéressante qu'il nous ait été donné d'entendre depuis de longs mois à l'Académie nationale de musique : *Salamine*, de Maurice Emmanuel. Ce n'est pas pour surprendre les gens de métier qui connaissent tout le talent de ce musicien, un talent qu'il n'avait jamais eu, au reste, l'occasion de déployer avec autant d'ampleur. Mais la foule, que sait-elle de ce compositeur qui n'encombre guère l'affiche des concerts? Les plus renseignés ont entendu dire qu'il enseigne l'histoire de la musique aux élèves du Conservatoire, et quelques-uns ont ouï parler de sa monumentale *Histoire de la langue musicale*. Maurice Emmanuel n'écrit pas de la musique de professeur. Il écrit de la musique tout court, une musique ferme, bien dessinée, nerveuse et intelligente. L'intelligence est ce qui manque le plus, d'ordinaire, à la musique d'opéra, où le musicien croit avoir assez fait quand, sous des paroles d'amour, il étire des mélodies ou sur des cris de désespoir, déchaîne des cuivres. La musique de *Salamine* est intelligente parce qu'elle « interprète » un sujet d'antiquité grecque sans pastiche niais, et sans insistant archaïsme. Elle utilise des chants et des modes anciens avec une liberté aisée, qui fait de l'ouverture une pièce de choix et donne des accents exquis à tel chœur fugitif

des vieillards au troisième acte. Le malheur, c'est que dès le premier acte tout l'intérêt théâtral de la tragédie est épuisé. La nature du poème entraîne le musicien vers la symphonie et la cantate. Le librettiste a fait court. Il n'a pas eu le courage nécessaire de faire plus court encore. C'est alors que l'on voit bien comment de tels sujets, au théâtre lyrique, sont morts pour nous, surtout quand les gens y devisent en alexandrins, et comment nos jeunes musiciens sont bien avisés de les transformer, quand ils les traitent, en « opéras-minutes ». En faisant bref, ils servent mieux que de trop fidèles traducteurs la mémoire du vieil Eschyle.

Les représentations tétralogiques du théâtre des Champs-Élysées ont-elles mieux servi la mémoire du vieux Wagner? J'ai déjà eu ailleurs l'occasion d'émettre, sur ce point, des doutes avec une vivacité qui ne m'a pas valu les éloges des wagnériens ou soi-disant tels. Car c'est un problème. Y a-t-il encore des wagnériens? J'entends : des amis de la musique qui comprennent l'esprit des drames de Wagner? Je pense qu'on pourrait les compter aux doigts. En tout cas, seuls ont pu se tenir pour satisfaits ceux qui n'avaient jamais mis les pieds à Bayreuth, car pour les autres, ils ont eu tôt fait de constater que Bayreuth à Paris n'a pas grand'chose de commun avec Bayreuth à Bayreuth. Pourtant, malgré cette carence, Wagner a resplendi, Wagner a envoûté, Wagner est demeuré le magicien que l'on peut, que l'on doit maudire, mais devant qui il faut s'incliner. Alors qu'importent les décors de carte postale, les gesticulations désuètes : la musique est là, insinuante, persuasive, et d'autant plus, qu'elle fut interprétée par Franz von Hœsslin et l'orchestre Straram avec moins de romantisme échevelé : on y cherchait en vain ces éclats outrés, ces tonitruances dont se gaussaient les antiwagnériens de la première heure. Von Hœsslin réussit à la replacer dans le sillage de Haydn, de Mozart, de la musique éternellement pure et vivante. Ce miracle-là rachète et absout toutes les défaillances.

André Cœuroy.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Les commissions des Finances et des Affaires étrangères de la Chambre se prononcent pour une clause de sauvegarde inscrite dans la loi de la ratification (2 juillet).

La Commission des Finances vote (4 juillet) une motion de M. Palmade, comportant la ratification avec réserves dans la loi, qui est également adoptée par la Commission des Affaires étrangères (5 juillet).

Le gouvernement déclare inacceptable la rédaction du texte voté par les Commissions (6 juillet).

Cependant, l'opinion, en France, se dresse contre toute ratification des accords de Washington et de Londres.

Le 5 juillet, la jeunesse des Écoles manifeste son hostilité au projet gouvernemental, dans une grande réunion, à la salle Bullier, où plusieurs orateurs, notamment M. Marin, ont pris la parole.

Le débat sur la ratification s'ouvre à la Chambre, le 11 juillet. Le 11 et le 12, M. Poincaré tient la tribune. Il demande à la Chambre un vote de ratification : « Nous pouvons regretter, dit-il, que les accords ne contiennent pas une clause de réserve, mais ces regrets sont superflus, car, depuis trois ans, toutes les tentatives faites pour obtenir des améliorations se sont heurtées à un refus formel. Et même nos créanciers sont maîtres de nous imposer des aggravations. »

Le débat reprendra le 16 juillet.

La politique anglaise. — *Le discours du trône est lu, le 2 juillet, au Parlement. Il s'exprime en termes prudents quant à la reprise des relations avec les Soviets et quant à l'accord naval et aux rapports avec les États-Unis. Il est catégorique, par contre, quant à l'évacuation de la Rhénanie.*

Le 5 juillet, aux Communes, le ministre Henderson précise, sur ce dernier point, la politique du cabinet travailliste. Il déclare essentielle une évacuation aussi rapide que possible de la Rhénanie, si l'on veut agir équitablement envers l'Allemagne, qui a acquitté toutes ses obligations découlant du traité de Versailles.

Le 8 juillet, nouvelles déclarations de M. Henderson : le gouvernement britannique désire l'évacuation le plus tôt possible, simultanément avec la France et la Belgique.

Les États-Unis d'Europe. — *En même temps qu'il est question de la ratification des dettes, on parle à Paris d'une fédération européenne. M. Briand y songerait, dit-on. Fédération économique, financière, et sans doute aussi politique.*

France. — *Le jury de la Seine acquitte l'Alsacien Georges Benoit,*

qui avait tenté de tuer M. Fachot, ancien procureur général au procès des autonomistes de Colmar. M. Fachot avait réclamé lui-même l'acquittement (8 *juillet*).

— *Signature d'un traité d'amitié et d'arbitrage avec l'Espagne* (9 *juillet*).

— *La onzième chambre correctionnelle condamne M. L.-L. Klotz, ancien ministre des Finances, à deux ans de prison et* 50 *francs d'amende pour escroquerie, abus de confiance et émission de chèques sans provision* (12 *juillet*).

PAYS-BAS. — *Elections à la seconde Chambre. Elles n'amènent que peu de changements dans la position des partis* (3 *juillet*).

CHINE. — *A la suite de la saisie du chemin de fer de l'Est chinois par les autorités de Moukden, les Soviets adressent un ultimatum au gouvernement nationaliste de Nankin* (14 *juillet*).

A. M.

Le Gérant : GEORGES MOREAU.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1929. 38342.